



MONTASTRUC

La Conseillère

P.L.U.

Révision du Plan Local d'Urbanisme

DOSSIER D'APPROBATION

4. Annexes

4.1 Annexes sanitaires

- 4.1.1 Réseau d'eau potable
- 4.1.2 Assainissement eaux usées
- 4.1.3 Assainissement eaux pluviales
- 4.1.4 Défense incendie
- 4.1.5 Traitement des déchets

Révision du P.L.U. :

Arrêtée le
19/07/2022

Approuvée le
04.07.2023

Visa

Date :

Signature :



Bâtiment 8
16, av. Charles-de-Gaulle
31130 Balma

05 34 27 62 28

paysages-urba.fr

4.1



MONTASTRUC

La Conseillère

P.L.U.

Révision du Plan Local d'Urbanisme

DOSSIER D'APPROBATION

4. Annexes

4.1 Annexes sanitaires

4.1.1 Réseau d'eau potable

Révision du P.L.U. :

Arrêtée le
19/07/2022

Approuvée le
04.07.2023

Visa

Date :

Signature :



Bâtiment 8
16, av. Charles-de-Gaulle
31130 Balma

05 34 27 62 28

paysages-urba.fr

4.1.1

I. L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

1.1 GENERALITES

L'alimentation en eau potable est gérée par le Syndicat des Eaux Tarn et Girou. Ce Syndicat a été créé en 1965 et regroupe 15 communes (AZAS BAZUS – BESSIERES – BUZET SUR TARN – GARIDECH – GEMIL – LA MAGDELAINE – MONTASTRUC LA CONSEILLERE – MONTJOIRE – MONTPILOT – PAULHAC – ROQUESERIERE – ST JEAN L'HERM – VILLARIES – VILLEMATIER

Le syndicat des Eaux Tarn Girou a son siège à la Mairie de Montjoire, ses compétences sont la distribution et la gestion de la qualité de l'eau potable.

Rappelons que le Syndicat n'a pas la vocation d'assurer la défense incendie, sa compétence est à la distribution et la qualité de l'eau. Ceci, en suivant la loi Bosson n° 94-112 du 09 février 1994, qui stipule clairement que la défense incendie est un service administratif à la charge du budget général de la commune, tandis que la distribution de l'eau est à la charge de l'usager.

La gestion du réseau de desserte de Montastruc-la-Conseillère a été confiée à VEOLIA EAU par contrat d'affermage.

1.2 DESCRIPTION DU SERVICE

La commune de Montastruc est alimentée en eau potable par les installations du Syndicat

Le réseau en eau provient :

- de l'usine de traitement de Buzet-sur-Tarn avec pompage dans la rivière Tarn.
- D'une station de pompage dans la nappe phréatique situé au « Luquets » sur la commune de Buzet.

L'usine de traitement est capable de produire 200 m³/heure. La filière de traitement est constituée par préozonation, floculation, décantation, traitement au charbon actif en poudre, filtration sur sable, postozonation, traitement pour éliminer l'ammoniaque, neutralisation, désinfection au chlore gazeux.

Le réseau du syndicat a deux étages de précision :

- une zone basse sous la charge des réservoirs de « Payrastré »
- une zone haute sous la charge des réservoirs de Montastruc-la-Conseillère.

Le stockage de l’eau est assuré par :

- le réservoir semi-enterré de Paysrastre (2 cuves de 500 m³)
- le réservoir sur tour de 22 mètres de Montastruc-la-Conseillère (1000 m³)
- le réservoir semi-enterré de Montastruc-la-Conseillère (1000 m³)
- la bâche semi-enterrée de Raygades (25 m³)

La distribution de l’eau en zone basse, s’effectue avec les réservoirs de Payrastre. Une canalisation de Ø 250 (au départ) permet d’alimenter les communes de Buzet, Bessières (les écarts), Paulhac (nord de la commune), Montjoire (nord de la commune), La Magdelaine, Villematier.

En zone Haute, la distribution de l’eau s’effectue depuis les réservoirs de Montastruc-la-Conseillère, il existe au départ :

- une canalisation de Ø 175 qui alimente Gémil et Roquesérière.
- Une canalisation Ø 200 qui alimente Paulhac, Montjoire, Bazus et Villematier.
- Une canalisation Ø 200 qui alimente Montastruc-la-Conseillère, Garidech, Montpitol, Azas et St-Jean-l’Herm.

Le réseau de distribution est complété par :

- Un accélérateur au lieu-dit « Croix de l’olive » sur la commune de Paulhac permettant d’améliorer la distribution vers Bazus et Villariès en période de pointe.
- Un surpresseur à Montjoire pour augmenter la pression aux abonnés de la partie haute du village.
- Un surpresseur à Villematier pour augmenter la pression aux abonnés du hameau des « Raygades »

1.3 DESSERTE DES FUTURES ZONES A URBANISER

Des travaux de remplacement de la canalisation d’eau potable pour cause de vétusté ont été effectués sur l’avenue de Castelnau. Ces travaux faisaient partie d’un programme global de 5 tranches, réalisé entre 2000 et 2008, incluant le remplacement de la canalisation d’eau potable, l’aménagement du réseau pluvial, et l’enfouissement des réseaux aériens.

Aujourd’hui, les capacités de production et de stockage du Syndicat sont suffisantes pour faire face aux futurs besoins de la commune. Aucune zone urbanisée n’est affectée par des problèmes de baisse de pression.

Toutefois, une augmentation de l’urbanisation dans certains secteurs situés en bout de réseau, ou bien desservis par des canalisations de petits diamètres, nécessitera des travaux de renforcement.

Cela sera notamment le cas :

- du chemin de Birats desservis par une canalisation de diamètre 125 jusqu’au lotissement L’Anclos, puis desservi par une canalisation de diamètre 63,
- de l’avenue de la Brante desservie par une canalisation de diamètre 63,
- ...

Zones AU0

Les réseaux à créer par les aménageurs pourront se raccorder à des canalisations existantes le long des routes :

- Route de Paulhac, canalisation de Ø 200 en fonte
- Chemin des Birats, canalisation de Ø 125 en fonte en amont du lotissement Lanclos
- Route de Lavaur, canalisation de Ø 200 en fonte
- Concernant l'avenue de La Brante, elle est aujourd'hui desservie par une canalisation PVC de Ø 63. Son aménagement nécessitera le renforcement de la desserte.

Zones A et N

Les services gestionnaires ont émis des réserves quant à la possibilité d'alimenter plusieurs nouvelles constructions dans des secteurs isolés ou desservis par une canalisation de petit diamètre. C'est le cas de la plupart des constructions isolées en zones A et N.

Ainsi, par principe de précaution, et pour stopper le financement des réseaux excentrés, le PLU limite par son règlement le développement urbain des secteurs Nh et Ah : autorisation de la construction d'annexes, aménagement et extension limitée des constructions existantes à usage d'habitation.

Zones UC

Selon le nombre de constructions qui seront accueillies dans les zones UC, il sera nécessaire de renforcer les réseaux de desserte existants de diamètre 63 en PVC.

Pour les autres secteurs, le réseau d'eau potable existant semble suffisant.

II. LA DEFENSE INCENDIE

Sur la commune de Montastruc, le réseau de défense incendie dépend du réseau d'eau potable.

Aujourd'hui, il existe 51 poteaux d'incendie répartis sur l'ensemble des zones urbanisées du territoire. Une vérification des dispositifs de lutte contre l'incendie a été réalisée le 11/12/2009 par le Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute Garonne (**détail disponible en mairie**).

Les principales informations fournies dans le cadre de ce contrôle sont les suivantes :

- Sur la cinquantaine de poteaux d'incendie existants sur la commune, 7 sont de type 1, alimentés par une canalisation de diamètre 65 mm. Les différents secteurs concernés sont les suivants : RD 888 (à côté du N°3352), chemin de Bordeneuve, chemin des Birats, les lieux-dits : Bonnassie, Borde Basse et Graulets.
- Les difficultés soulignées par le SDIS lors de ce contrôle sont essentiellement liés à des problèmes de fuites ou d'ouverture difficile. Plus particulièrement le poteau d'incendie rue de Villeneuve est d'accès difficile du fait de la présence d'un mur de clôture.
- Quelques poteaux ont été signalés comme étant peu visibles du fait de la présence de haies ou de végétations importantes.

Cet état des lieux des poteaux d'incendie sur la commune conclut néanmoins que la couverture incendie est relativement bonne.

Toutefois par rapport à certains lieux-dits non couverts, et par rapport au projet de PLU, le réseau de défense incendie devra être développé. Le SDIS de la Haute Garonne sera consulté pour donner son avis sur les possibilités d'extension du réseau, et/ou la mise en place de solutions complémentaires (citernes, bâches, etc).

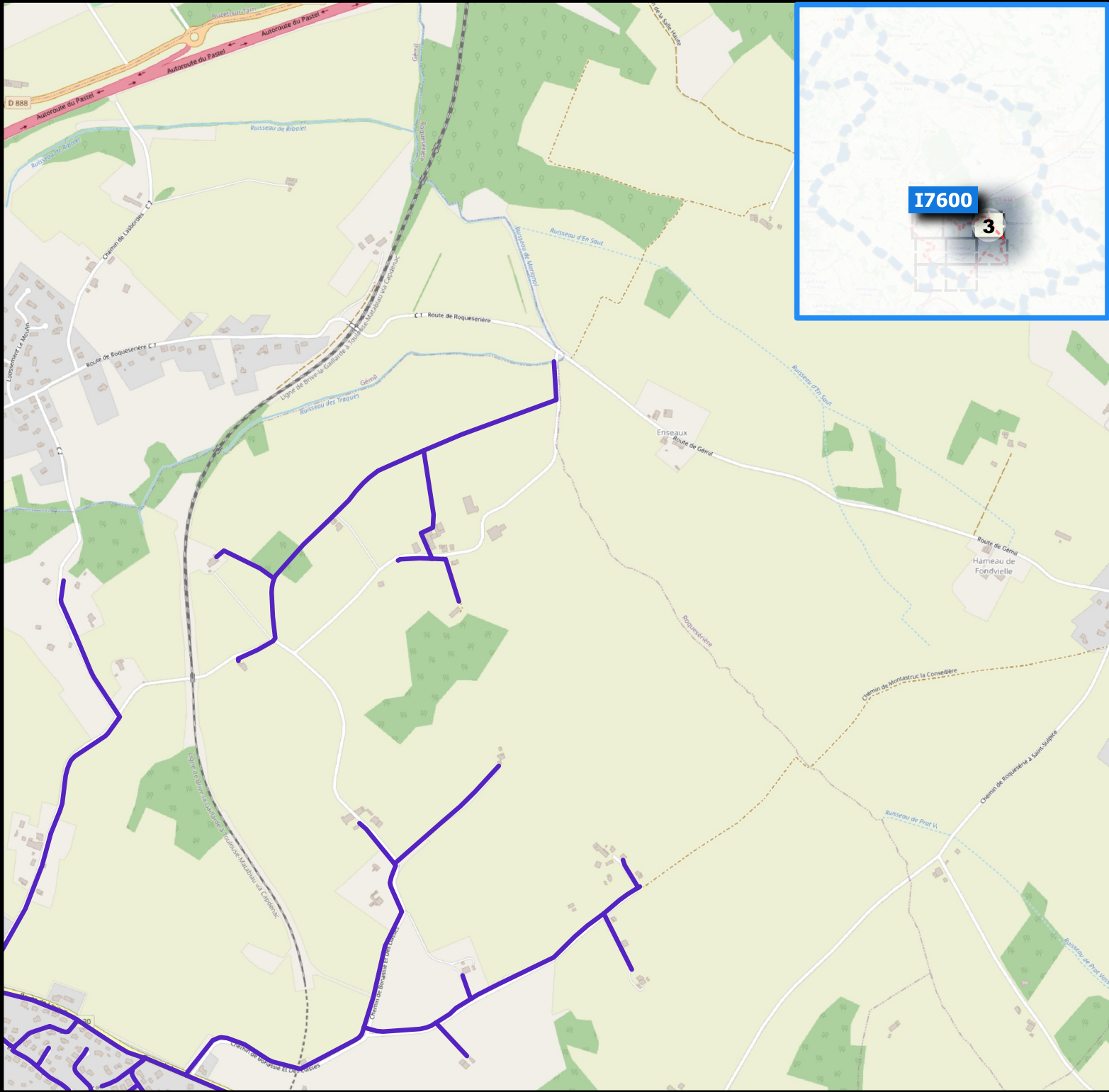
Le projet de PLU a été adapté à la capacité du réseau de défense incendie actuel et futur.

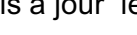
Certains lieux-dits situés en zones A et N n'ayant pas une couverture suffisante du réseau de défense incendie, leur urbanisation reste limitée à l'aménagement et l'extension de la surface de plancher existante.

Concernant les opérations d'aménagement d'ensemble, elles doivent prévoir une couverture incendie adaptée à la taille du projet.

LEGENDE			
Secteur		Bouche incendie	
Etage de pression		Poteau incendie	
Captage / forage		Bâche incendie	
Captage		Purge	
Forage		Point desserte	
Réservoirs		Equipement Public	
Réservoir		Branchement	
Réservoir semi enterré		Client	
Réservoir sur tour		Public	
Production / Pompage		Purge	
Station pompage		Incendie	
Usine		Equipement	
Surpresseur		Compteur	
Re-chloration		Débitmètre	
Autre		Régulation	
Emprise ouvrage		Réducteur de pression	
Branches		Stabilisateur de pression	
Compteur de branche		Clapet	
Vanne de branche		Cône	
Défense incendie		Raccord	
Prise accessoire		Plaque pleine	
		Autre	
		Anti bédier	
		Chloration	
		Soupape	
		Ventouse	
		Autre	
		Equipement dispersé	
		Vanne	
		Fermée	
		Robinet Vanne	
		Robinet Vanne	
		Robinet Vanne Ouvert ou ND	
		Robinet Vanne	
		Electrovanne	
		1/4 de tour	
		Autre	
		Noeud	
		Arc fictif	
		Canalisation	
		Autre	
		Hors Veolia	
		Veolia	
		Gravitaire	
		Ref / Supprimé	
		Canalisation abandonnée	

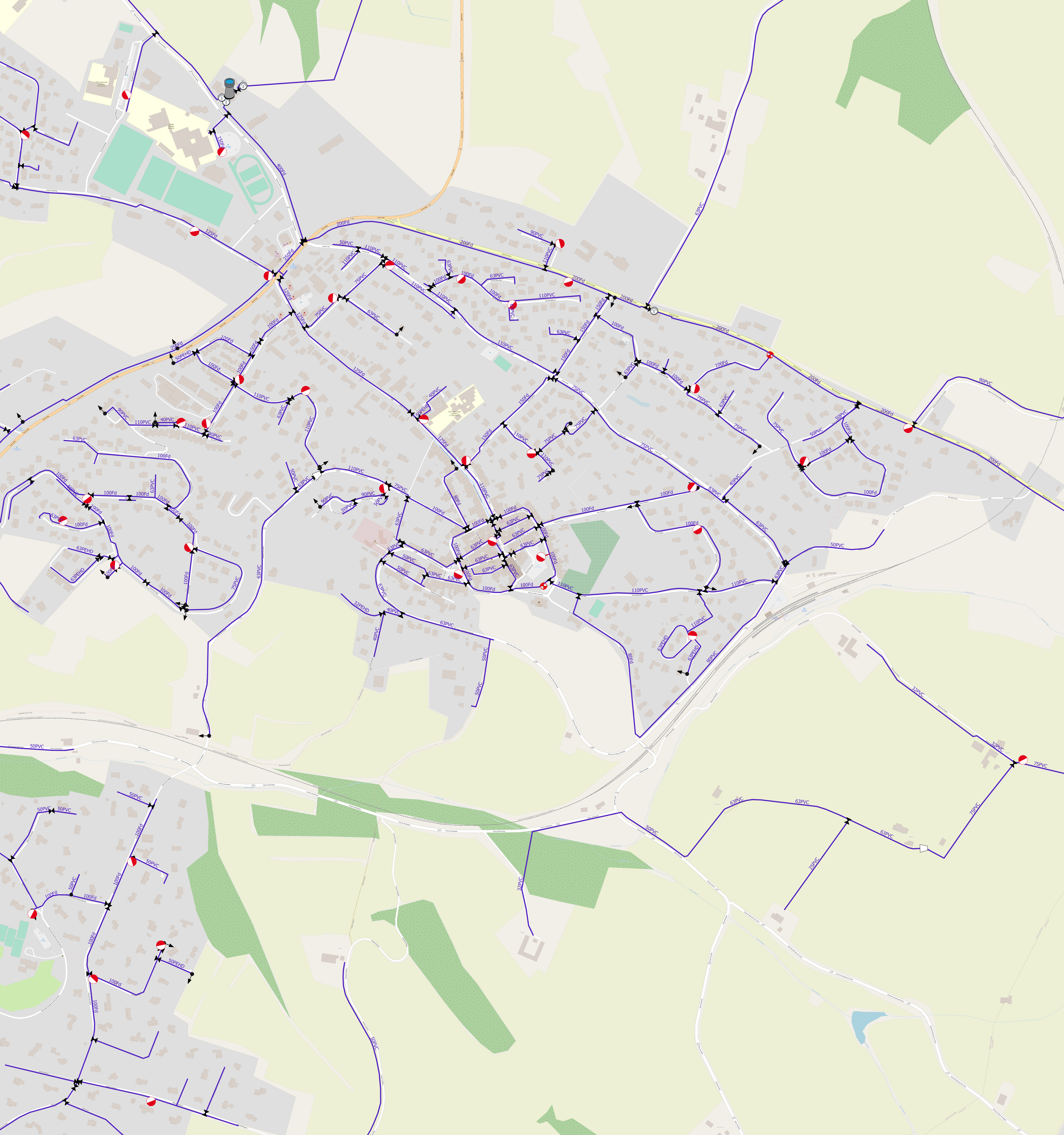
LEGENDE			
Secteur		Bouche incendie	
Etage de pression		Poteau incendie	
Captage / forage		Bâche incendie	
Captage		Purge	
Forage		Equipement Public	
Réservoirs		Point desserte	
Réservoir		Branche	
Réservoir semi enterré		Client	
Réservoir sur tour		Public	
Production / Pompage		Purge	
Station pompage		Incendie	
Usine			
Surpresseur		Equipelement	
Re-chloration		Compteur	
Autre		Débitmètre	
Emprise ouvrage		Régulation	
Branche		Réducteur de pression	
Compteur de branche		Stabilisateur de pression	
Vanne de branche		Clapet	
Défense incendie		Cône	
Prise accessoire		Raccord	
		Plaque pleine	
		Autre	
		Anti bédier	
		Chloration	
		Soupape	
		Ventouse	
		Autre	
		Equipement dispersé	
		Vanne	
		Fermée	
		Robiniet Vanne	
		Robiniet Vanne	
		Robiniet Vanne Ouvert ou ND	
		Robiniet Vanne	
		Electrovanne	
		1/4 de tour	
		Autre	
		Nœud	
		Arc fictif	
		Canalisation	
		Autre	
		Hors Veolia	
		Veolia	
		Gravitaire	
		Ref / Supprimé	
		Canalisation abandonnée	

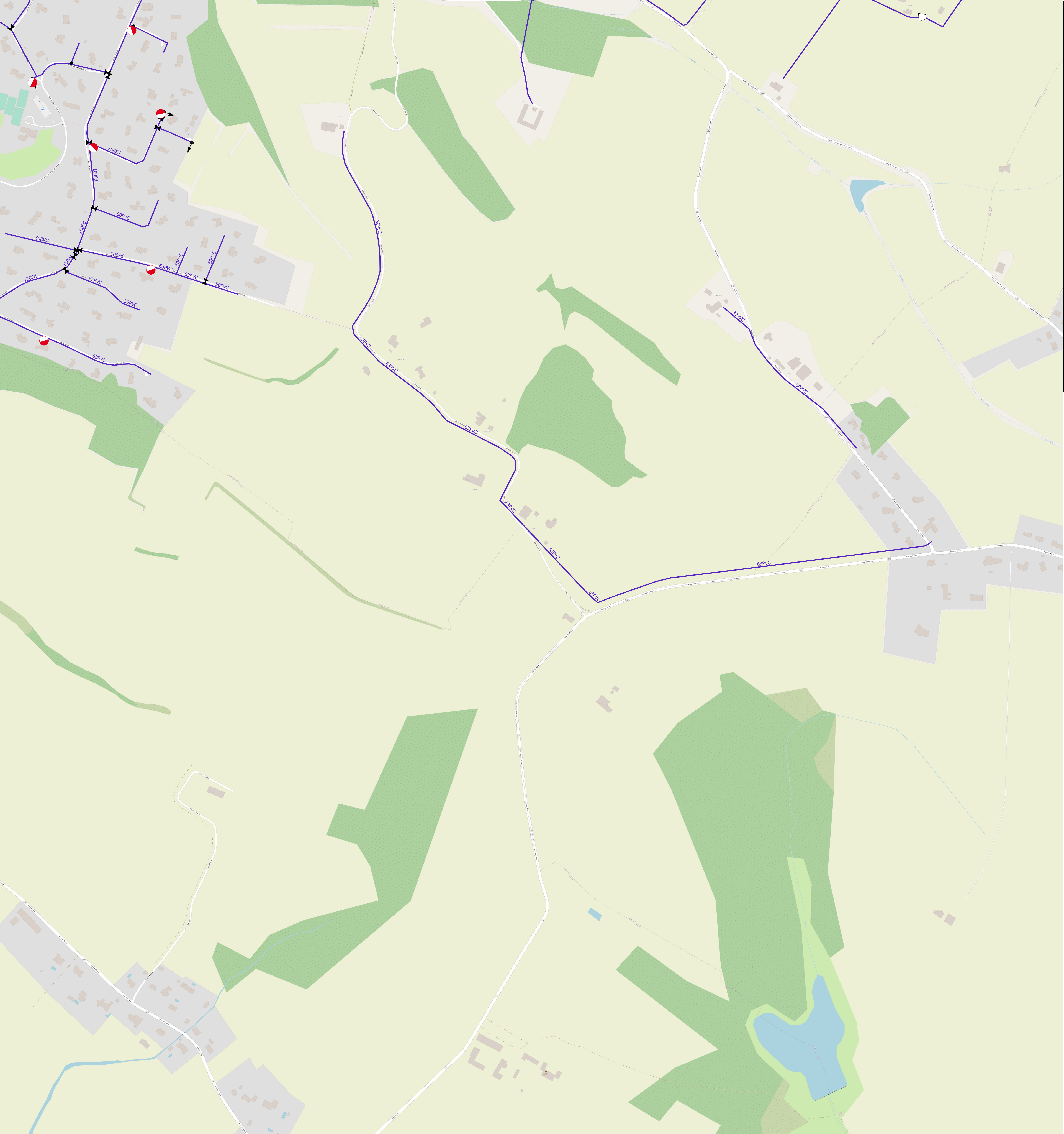


Dessiné le : 01/01/2020 Par : PK		Echelle : 1/2000	Planche n°: 3
Mis à jour le : 01/01/2020 Par : PK		Edité le : 08/12/2020	
 VEOLIA		TERRITOIRE GARONNE ET AFFLUENTS 4 AVENUE FERNAND BELONDRADE 82000 MONTAUBAN	
		 X	

LEGENDE					
Secteur		Bouche incendie		Anti bélier	
Etage de pression		Poteau incendie		Chloration	
Captage / forage		Bâche incendie		Soupape	
Captage		Purge		Ventouse	
Forage		Equipement Public		Autre	
Réservoirs		Point desserte		Equipement dispersé	
Réservoir		Branche		Vanne	
Réservoir semi enterré		Client		Fermée	
Réservoir sur tour		Public		Robinet Vanne	
Production / Pompage		Purge		Robinet Vanne	
Station pompage		Incendie		Robinet Vanne	
Usine		Equipement			
Surpresseur		Compteur		Robinet Vanne	
Re-chloration		Débitmètre		Robinet Vanne	
Autre		Régulation		Robinet Vanne	
Emprise ouvrage		Réducteur de pression		Robinet Vanne	
Branche		Stabilisateur de pression		Robinet Vanne	
Compteur de branche		Clapet		Robinet Vanne	
Vanne de branche		Cône		Robinet Vanne	
Défense incendie		Raccord		Robinet Vanne	
Prise accessoire		Plaque pleine		Robinet Vanne	
		Autre		Robinet Vanne	

	TERRITOIRE GARONNE ET AFFLUENTS 4 AVENUE FERNAND BELONDEADE 82000 MONTAUBAN	
---	--	---





DEPARTEMENT DE LA HAUTE ET GARONNE

COMMUNE DE MONTASTRUC LA CONSEILLERE

RESEAU D'EAU POTABLE

Dessiné le : 01/01/2020 Par : PK

Echelle : 1/2000

Planche n°: 8

Mis à jour le : 01/01/2020 Par : PK

Edité le : 08/12/2020

TERRITOIRE GARONNE ET AFFLUENTS
4 AVENUE FERNAND BELONDRADE
82000 MONTAUBAN

LEGENDE					
Secteur		Bouche incendie		Anti bélier	
Etage de pression		Poteau incendie		Chloration	
Captage / forage		Bâche incendie		Soupape	
Captage		Purge		Ventouse	
Forage		Equipement Public		Autre	
Réservoirs		Point desserte		Equipement dispersé	
Réservoir		Branche		Vanne	
Réservoir semi enterré		Client		Fermée	
Réservoir sur tour		Public		Robinet Vanne	
Production / Pompage		Purge		Robinet Vanne	
Station pompage		Incendie		Robinet Vanne Ouvert ou ND	
Usine		Equipement			
Suppresseur		Compteur		Electrovanne	
Re-chloration		Débitmètre		1/4 de tour	
Autre		Régulation		Autre	
Emprise ouvrage		Réducteur de pression		Noeud	
Branche		Stabilisateur de pression		Arc fictif	
Compteur de branche		Clapet		Canalisation	
Vanne de branche		Cône		Autre	
Défense incendie		Raccord		Hors Veolia	
Prise accessoire		Plaque pleine		Veolia	
		Autre		Gravitaire	
				Ref / Supressé	
				Canalisation abandonnée	



MONTASTRUC

La Conseillère

P.L.U.

Révision du Plan Local d'Urbanisme

DOSSIER D'APPROBATION

4. Annexes

4.1 Annexes sanitaires

4.1.2 Assainissement eaux usées

Révision du P.L.U. :

Arrêtée le
19/07/2022

Approuvée le
04.07.2023

Visa

Date :

Signature :



Bâtiment 8
16, av. Charles-de-Gaulle
31130 Balma

05 34 27 62 28

paysages-urba.fr

4.1.2

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

Commune de
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE

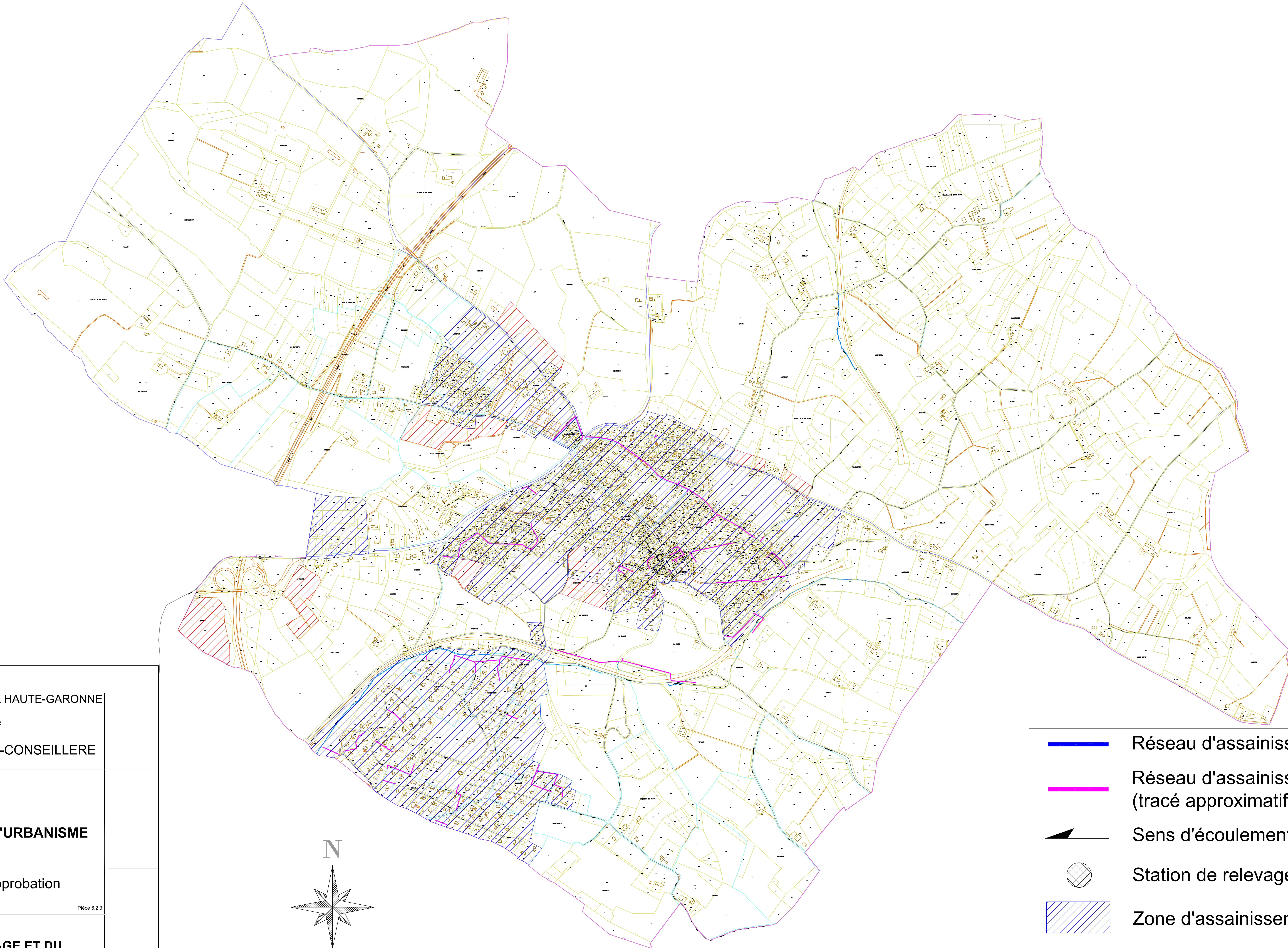
PLAN LOCAL D'URBANISME

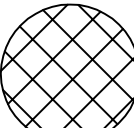
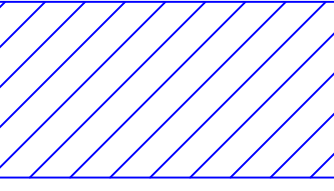
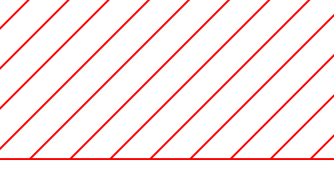
Dossier d'Approbation

Echelle : 1/6500 Pièce 6.2.3

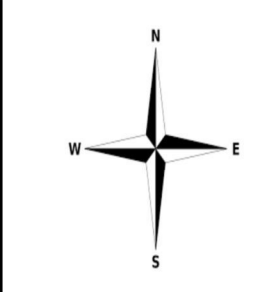
PLAN DU ZONAGE ET DU
RESEAU D'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF DES EAUX USEES

Maître d'oeuvre :
cabinet d'études INTERFACES+
99, Route d'Espagne
Bâtiment B
31100 TOULOUSE



-  Réseau d'assainissement
-  Réseau d'assainissement non trouvé (tracé approximatif)
-  Sens d'écoulement
-  Station de relevage
-  Zone d'assainissement collectif actuel
-  Zone d'assainissement collectif futur

SOURCES :
SMEA-31
Syndicat Mixte de l'Eau et de
l'Assainissement de Haute-Garonne
Mis à jour le 11/2011





MONTASTRUC

La Conseillère

P.L.U.

Révision du Plan Local d'Urbanisme

DOSSIER D'APPROBATION

4. Annexes

4.1 Annexes sanitaires

4.1.3 Assainissement eaux pluviales

Révision du P.L.U. :

Arrêtée le
19/07/2022

Approuvée le
04.07.2023

Visa

Date :

Signature :



Bâtiment 8
16, av. Charles-de-Gaulle
31130 Balma

05 34 27 62 28

paysages-urba.fr

4.1.3

COMMUNE DE MONTASTRUC LA CONSEILLERE

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

**SCHEMA D'ASSAINISSEMENT
PLUVIAL**

DOSSIER D'APPROBATION

RAPPORT DE PRESENTATION

Affaire n° 101213

Janvier 2013

PIECE 1/2



**21 bis rue Gabriel Fauré
09100 PAMIER
Téléphone : 06.79.51.20.76
e-mail : contact@tcic.fr
www.tcic.fr**

Sommaire

Sommaire.....	1
Préambule.....	2
Introduction	3
1. Analyse de la situation actuelle	3
1.1. Situation géographique.....	3
1.2. La population et les logements.....	5
1.3. Géologie et pédologie.....	6
1.3.1. Contexte géologique	6
1.3.2. Contexte pédologique	8
1.4. Topographie et hydrographie.....	8
1.4.1. Etude à l'échelle du territoire communal	8
1.4.2. Etude à l'échelle des zones urbanisées.....	11
1.4.3. Identification des insuffisances hydrauliques	12
2. Zonage d'assainissement des eaux pluviales.....	16
2.1. Objectifs sur la zone d'étude	16
2.2. Plan de zonage de l'assainissement pluvial	16
2.3. Propositions de prescriptions d'ordre réglementaire.....	18
2.3.1. Règlement du zonage d'assainissement pluvial	18
2.4. Mesures d'urbanisme et d'aménagement de l'espace.....	22
2.4.1. Interventions à prévoir.....	22
2.4.2. Contrôle de conformité des dispositifs et entretien	23

Préambule

Pour mémoire, la définition du zonage d'assainissement des eaux pluviales est la suivante :

L'étude du zonage d'assainissement des eaux pluviales d'une commune constitue le point de départ de tout projet de maîtrise ou de gestion des eaux pluviales et de ruissellement. Conformément à la Loi sur l'Eau, elle permet de définir, au regard de contraintes urbanistiques, géographiques et techniques :

- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales ;
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement, lorsque la pollution qu'elles apportent aux milieux aquatiques risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

De plus, cette étude permet :

- D'identifier et de préserver les principaux axes d'écoulement et les zones à risque vis-à-vis des ruissellements pluviaux,
- De prévoir les mesures et ouvrages permettant de pallier aux dysfonctionnements mis en évidence,
- De définir les mesures compensatoires nécessaires afin que l'imperméabilisation des sols induite par le développement de l'urbanisation n'aggrave pas les risques en aval.

Le dossier de schéma d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Montastruc la Conseillère intègre un rapport ainsi que le support cartographique, établi sur fond cadastral, intitulé :

« Zonage d'assainissement des eaux pluviales »

Introduction

La commune de Montastruc la Conseillère, dans le département de la Haute-Garonne, a décidé d'engager une procédure d'élaboration de son zonage d'assainissement des eaux pluviales. Dans le cadre général d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), il s'agit de mener une réflexion spécifique aux problèmes liés aux eaux pluviales. Cette réflexion porte notamment sur l'analyse du fonctionnement hydrologique des bassins versants qui concernent la commune, son réseau hydrographique et ses ouvrages d'assainissement pluvial, puis sur l'impact potentiel qu'auront les projets de développement sur les volumes et débits de ruissellement pluvial.

Il s'agit enfin de définir les aménagements à prévoir pour limiter ou supprimer les problèmes d'inondation de sites sensibles en cas d'événement pluvieux mais aussi de définir des mesures préventives et curatives à intégrer dans les documents et les projets d'urbanisme. Cette réflexion débouche alors sur la définition des actions réglementaires, ainsi que des travaux à prévoir sur l'ensemble de la commune.

Le schéma d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Montastruc la Conseillère a été établi par Thibaut COURTIEU – Ingénieur Conseil.

1. Analyse de la situation actuelle

1.1. Situation géographique

La commune de Montastruc la Conseillère (dont les limites sont reportées sur le fond topographique IGN en figure 1) se situe dans le département de la Haute Garonne à environ 17 kilomètres au nord-est de Toulouse. La commune est traversée par deux axes majeurs de circulation :

- L'autoroute A68 de Toulouse à Albi,
- la route nationale 88 de Toulouse à Saint Sulpice.

Le territoire est également desservi par les voiries départementales RD 30, 32 et 70.

Le territoire communal s'étend sur les coteaux du Lauragais et couvre une superficie totale d'environ 1584 ha.

D'un point de vue hydraulique, le territoire communal se partage entre les bassins versants du Girou, au Sud, et du Tarn, au Nord.

L'habitat ancien s'est développé au niveau du bourg de Montastruc, qui présente une urbanisation dense. L'urbanisation plus récente s'est développée le long des voiries départementales puis sous la forme de lotissements en périphérie du village ancien.

On observe également sur l'ensemble du territoire un habitat agricole diffus.

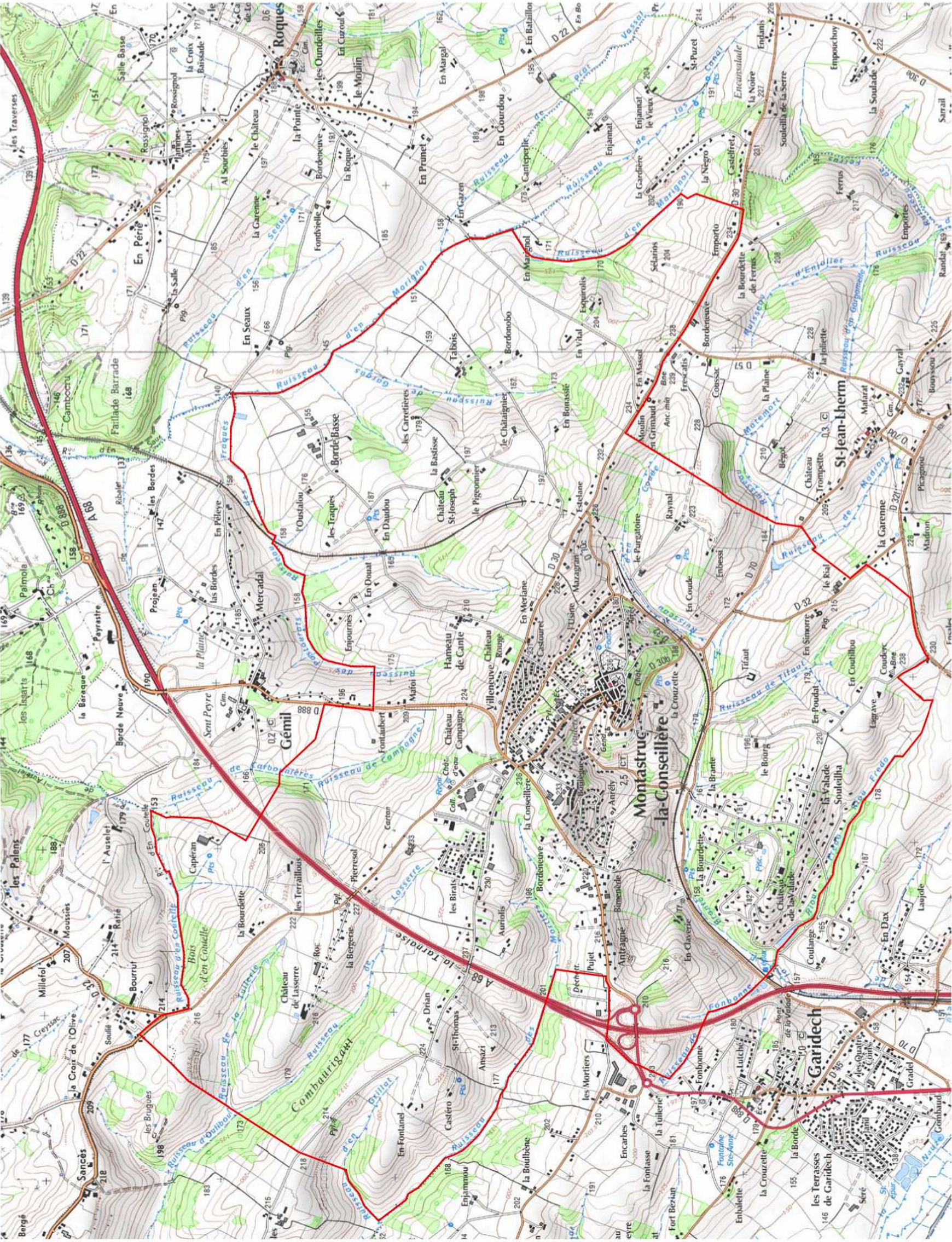


Figure 1: Commune de Montastruc la Conseillère
Extrait de la carte IGN
Echelle: 1/25 000

Légende:

— Limites communales

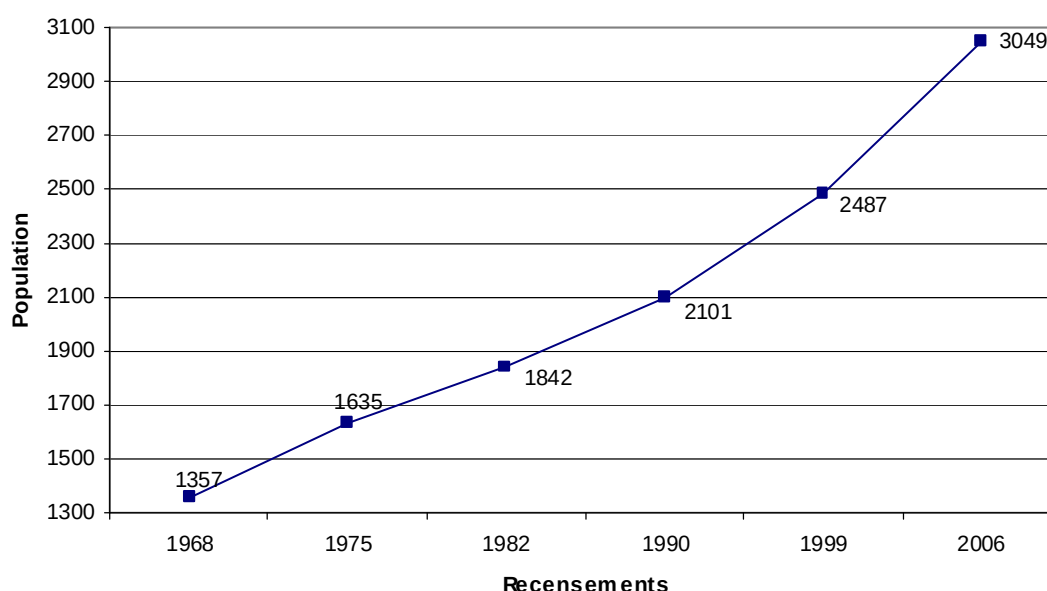
1.2. La population et les logements

Le tableau I et la figure 2 ci-dessous présentent l'évolution démographique de la commune entre 1968 et 2006 selon les données de l'INSEE.

*Tableau I : recensements de la population entre 1968 et 2006
(source : INSEE)*

Année	1968	1975	1982	1990	1999	2006
Population	1 357	1 635	1 842	2 101	2 487	3 049

*Figure 2 : Evolution de la population
(source : INSEE)*



Entre 1968 et 2006, la population de Montastruc la Conseillère a plus que doublé passant de 1 357 à 3 049 habitants, soit une augmentation de près de 125%. Sur la même période, le nombre de logements est passé de 413 en 1968 à 1 256 en 2006, soit une augmentation de plus de 200% (données INSEE). La majorité de ces logements sont des résidences principales. En effet, la commune comptait seulement 9 résidences secondaires et 66 logements vacants en 2006.

La commune de Montastruc la Conseillère connaît donc une urbanisation croissante. Cela devrait se traduire par la création de nouvelles zones urbanisables dans le document d'urbanisme en cours d'élaboration. Il apparaît donc nécessaire de définir des mesures de gestion des eaux pluviales face à l'imperméabilisation croissante des terrains.

1.3. Géologie et pédologie

L'analyse géologique et pédologique a pour but de déterminer l'aptitude des sols à l'infiltration et les conditions de ruissellement des eaux pluviales.

1.3.1. Contexte géologique

L'analyse géologique est effectuée à partir de l'étude de la carte géologique du B.R.G.M. de Toulouse (Est) au 1/50 000, dont un extrait est présenté en figure 3, et de sa notice explicative.

Deux unités principales sont présentes sur la zone :

- les formations sédimentaires détritiques datées du Tertiaire notées g_{2c}, m-gRe et m-gRc
- les formations alluviales datées du Quaternaire notées Fz.

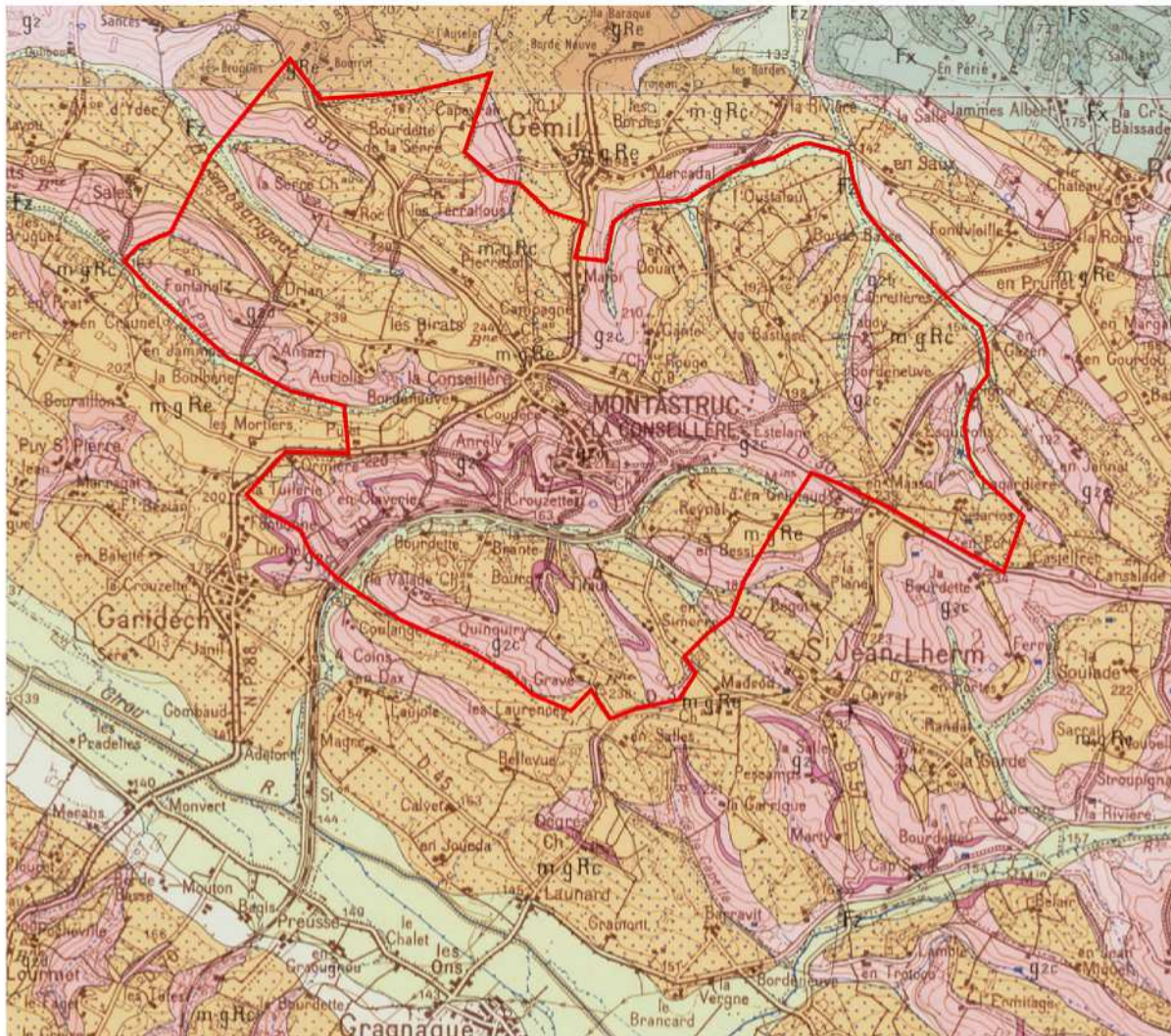
Dans le détail, les formations observées sur la zone d'étude sont :

➤ Formations Tertiaires :

Les formations Tertiaires observables sur le territoire communal sont des dépôts marno-molassiques (notés g_{2c}). Ces sédiments sont issus de l'érosion de la chaîne pyrénéenne et constituent le substratum de l'ensemble du territoire communal. Cette molasse a été altérée pour former, sur les parties horizontales, des formations résiduelles de plateaux (notées m-gRe) et, sur les versants à faible pente, des formations de pente, éboulis et solifluxions (notées m-gRc).

➤ Formations Quaternaires :

Des formations alluviales, notées Fz, sont observables très localement dans les fonds de vallée des ruisseaux de Lasserre, des Mortiers, de la Brante, d'en Marignol, de Gargas et des Traques



Source: infoterre.brgm.fr

Légende:

- Limites de la commune
- Terrain sédimentaire, alluvions actuelles et modernes des cours d'eau secondaires
- Terrain sédimentaire, alluvions des basses terrasses des cours d'eau secondaires
- Terrain sédimentaire, stampien supérieur
- Terrain sédimentaire, banc calcaire dans le Stampien
- Terrain sédimentaire, formations résiduelles des plateaux
- Terrain sédimentaire, formation de pente, éboulis et solifluxions issus de la molasse

Figure 3: Commune de Montastruc la Conseillère
Extrait de la carte géologique de
Toulouse Est
Echelle approximative: 1/50 000

1.3.2. Contexte pédologique

Le contexte pédologique de la zone a été défini à partir de l'étude de la carte géologique, de la carte d'aptitude des sols de la commune établie par le bureau d'études APAVE en 2 007 ainsi que par nos propres investigations.

La nature des sols est directement liée à la nature du sous-sol décrite précédemment. Ainsi, sur le territoire communal, on observe majoritairement des sols de nature argileuse à argilo-limoneuse développés sur les formations sédimentaires détritiques du Tertiaire.

Dans le détail, APAVE a identifié trois types de sol :

- les sols bruns calcaires,
- les sols bruns,
- les sols bruns hydromorphes.

Du fait de la nature argileuse de ces sols, ils présentent de très faibles perméabilités (lors de ses investigations, APAVE a toutefois relevé des valeurs de perméabilité localement fortes attribuées à « la présence de fentes de dessiccation, de dimensions très variables, dues à un important déficit hydrique »).

Ces investigations mettent en avant les faibles capacités d'infiltration des sols présents sur la commune dues à la nature argileuse des sols et à leur perméabilité réduite. Ces faibles capacités justifient la nécessité de définir des mesures de gestion des eaux pluviales. En effet, lors d'évènements orageux intenses, les volumes d'eau infiltrés sont faibles et les volumes d'eau ruisselés importants.

1.4. Topographie et hydrographie

1.4.1. Etude à l'échelle du territoire communal

L'étude de la topographie et de l'hydrographie est réalisée par des investigations de terrain ainsi que par l'observation de la carte IGN. La synthèse de cette étude est présentée en figure 4. Ce document permet notamment d'identifier les lignes de crête et les talwegs et donc de définir les différents bassins versants présents sur le territoire communal.

Les caractéristiques topographiques sont directement liées à la nature des terrains rencontrés et aux cours d'eau présents sur la zone.

Comme indiqué précédemment, le territoire communal est partagé entre le bassin versant du Tarn au Nord et le bassin versant du Girou au Sud.

Dans le détail, les cours d'eau présents sur la commune sont :

- Bassin versant du Girou : le ruisseau de la Brante et ses affluents (les ruisseaux de Matemort, de Madran, d'en Coude, de Tifaut, de Fonbonne et le Riou Fredo) et, à l'ouest du bourg les ruisseaux des Mortiers, d'en Grillat, de Lasserre et de la Tuilerie ;

- Bassin versant du Tarn : les ruisseaux de Campagne et d'en Coutelle et le ruisseau d'en Marignol et ses affluents (les ruisseaux de Gargas, des Pastourats et des Traques).

La quasi-totalité des espaces urbanisés sur la commune est située dans le bassin versant du ruisseau de la Brante, seul le secteur du Collège verse vers les ruisseaux de Lassere ou des Mortiers. Notons la présence de la voie ferrée qui longe le ruisseau de la Brante et forme un obstacle aux écoulements entre le village et le ruisseau.

Enfin, le document d'urbanisme en cours d'élaboration prévoit l'aménagement de zones au nord de la route départementale 30 appartenant au bassin versant du Tarn.

Dans le cadre du Schéma d'Assainissement Pluvial, notre analyse va se concentrer sur les ruisseaux et fossés concernés par les rejets d'eaux de ruissellement issues des zones urbanisées ou dont le développement est envisagé. Il s'agit d'évaluer les incidences des aménagements à leurs abords afin de proposer des mesures compensatoires adaptées.

1.4.2. Etude à l'échelle des zones urbanisées

Afin d'étudier précisément le réseau hydrographique à l'échelle des zones urbanisées, nous avons travaillé à l'échelle du plan cadastral. En effet sur ces zones, le partage des eaux n'est pas uniquement fonction de la topographie mais également du réseau de collecte des eaux pluviales (fossés, réseau enterré, ...) et des voiries elles-mêmes qui modifient de façon importantes le partage des eaux de ruissellement.

Il s'agit d'identifier les collecteurs principaux et leur bassin versant associé et de localiser les principaux exutoires. Les résultats de ces études sont présentés en figures 5 à 7. Elles présentent, sur fond cadastral, les ruisseaux, les talwegs, les fossés et les différentes branches du réseau de collecte des eaux pluviales que nous avons pu identifier lors de nos investigations de terrain. Sur les secteurs caractérisés par la présence d'un collecteur principal, d'un exutoire identifiable et/ou d'enjeux liés à l'urbanisation ou à des dysfonctionnements potentiels, nous avons également représenté les contours des bassins versants (les secteurs sur lesquels ces bassins ne sont pas représentés correspondent à des zones caractérisées par des écoulements diffus et/ou l'absence d'enjeux relatifs à la gestion des eaux de ruissellement).

Sur la zone d'étude, nous avons identifié trois bassins versants (comme présenté en figure 5) présentant des enjeux liés à la gestion des eaux de ruissellement :

➤ Bassin versant de l'avenue de la Brante :

Principalement constitué de zones d'habitat de type pavillonnaire les limites de ce bassin versant sont liées à la topographie du site. Le collecteur principal de ce bassin est constitué par le fossé situé en bordure de l'avenue de la Brante. Lors de nos investigations de terrain, nous avons observé des écoulements continus dans ce fossé liés à la présence de sources (Fontaine St Martin). On observe de nombreux passages aménagés notamment dans la partie basse du bassin au niveau de la traversée de la voie ferrée et de la route départementale 70. L'ouvrage situé sous la RD 70 est constitué d'une buse béton de 600 mm de diamètre. On note également la présence d'un deuxième collecteur qui draine les eaux de ruissellement issues du secteur d'Anrély vers le collecteur principal. Les eaux sont rejetées au ruisseau de la Brante.

➤ Bassin versant du Chemin Vert :

Principalement constitué de zones d'habitat de type pavillonnaire, ce bassin versant couvre également une partie du bourg ancien de Montastruc (marqué par une imperméabilisation forte des terrains). Ses limites sont principalement liées à la topographie. Le collecteur principal est le réseau sous la voirie du Chemin Vert constitué de buses béton de 600 mm de diamètre. Un ensemble de fossés et de réseaux sous voirie drainent les eaux de ruissellement des versants vers ce collecteur. Les eaux issues de ce bassin sont rejetées au ruisseau de la Brante via un ouvrage qui assure la traversée de la voie ferrée. Nous n'avons pu déterminer les dimensions de cet ouvrage.

➤ Bassin versant de l'Avenue du Chemin de Ronde :

Ce bassin versant couvre une partie du bourg de Montastruc, l'ensemble du domaine du château de Montastruc ainsi que des zones d'habitat pavillonnaire. Le collecteur principal est constitué par un réseau sous la voirie de l'Avenue du Chemin de Ronde. Dans sa partie basse, ce réseau est constitué de buses béton de 600 mm de diamètre. Les eaux issues de ce bassin sont acheminées vers le ruisseau de la Brante par le même ouvrage que les eaux issues du bassin versant du Chemin vert qui assure le passage sous la voie ferrée. On constate que la voie ferrée qui longe le ruisseau de la Brante constitue ici une barrière aux écoulements entre le village et le cours d'eau. On observe donc un phénomène de concentration des eaux de ruissellement. Les limites de ce bassin ne sont donc pas fonction de la topographie.

Les autres secteurs de la commune que nous avons étudiés et qui n'ont pas fait l'objet d'un découpage en bassins versant sont :

➤ Le quartier du Collège :

Situé entre la route de Paulhac et le chemin des Birats qui longent les crêtes, ce secteur verse vers le ruisseau de Lasserre. Comme indiqué en figure 6, une partie des eaux de ruissellement du Collège sont collectées par le réseau du Chemin Vert.

Sur ce secteur, le réseau de collecte des eaux de ruissellement est principalement constitué par les fossés situés en bordure de voirie. Le fossé situé côté sud en bordure du Chemin des Birats verse vers le ruisseau des Mortiers. La résidence Lenclos dispose d'un réseau de collecte associé à un bassin de rétention dont l'exutoire est le ruisseau de Lasserre.

➤ Route de Lavarur :

Des fossés sont situés de part et d'autre de cette voirie. Les fossés situés côté sud versent vers le bassin versant du Chemin Vert. Les fossés situés côté nord versent vers les zones naturelles dans le bassin versant du ruisseau des Traques.

➤ Le quartier de la Valade :

Ce quartier, situé sur une colline au sud du bourg de Montastruc, est limité au nord et à l'ouest par le ruisseau de la Brante et au sud par le Riou Fredo. Les eaux de ruissellement issues de ce quartier s'écoulent donc naturellement vers ces cours d'eau.

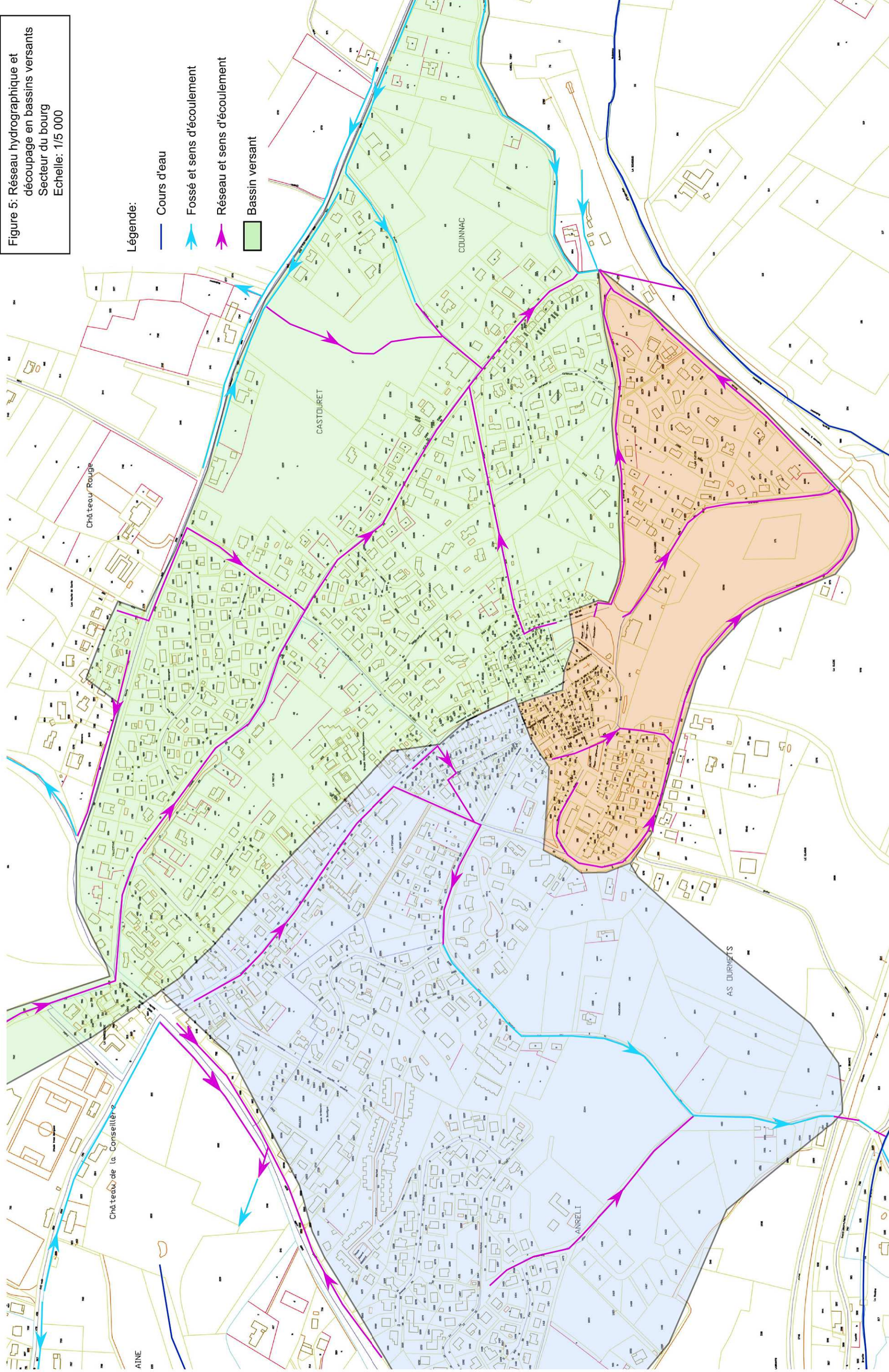
Le réseau de collecte des eaux pluviales est principalement constitué des fossés en bordure de voirie à l'exception de quelques ouvrages enterrés notamment au niveau des voies sans issue. Ce secteur est caractérisé par de fortes pentes et de grandes parcelles donc une imperméabilisation limitée des terrains.

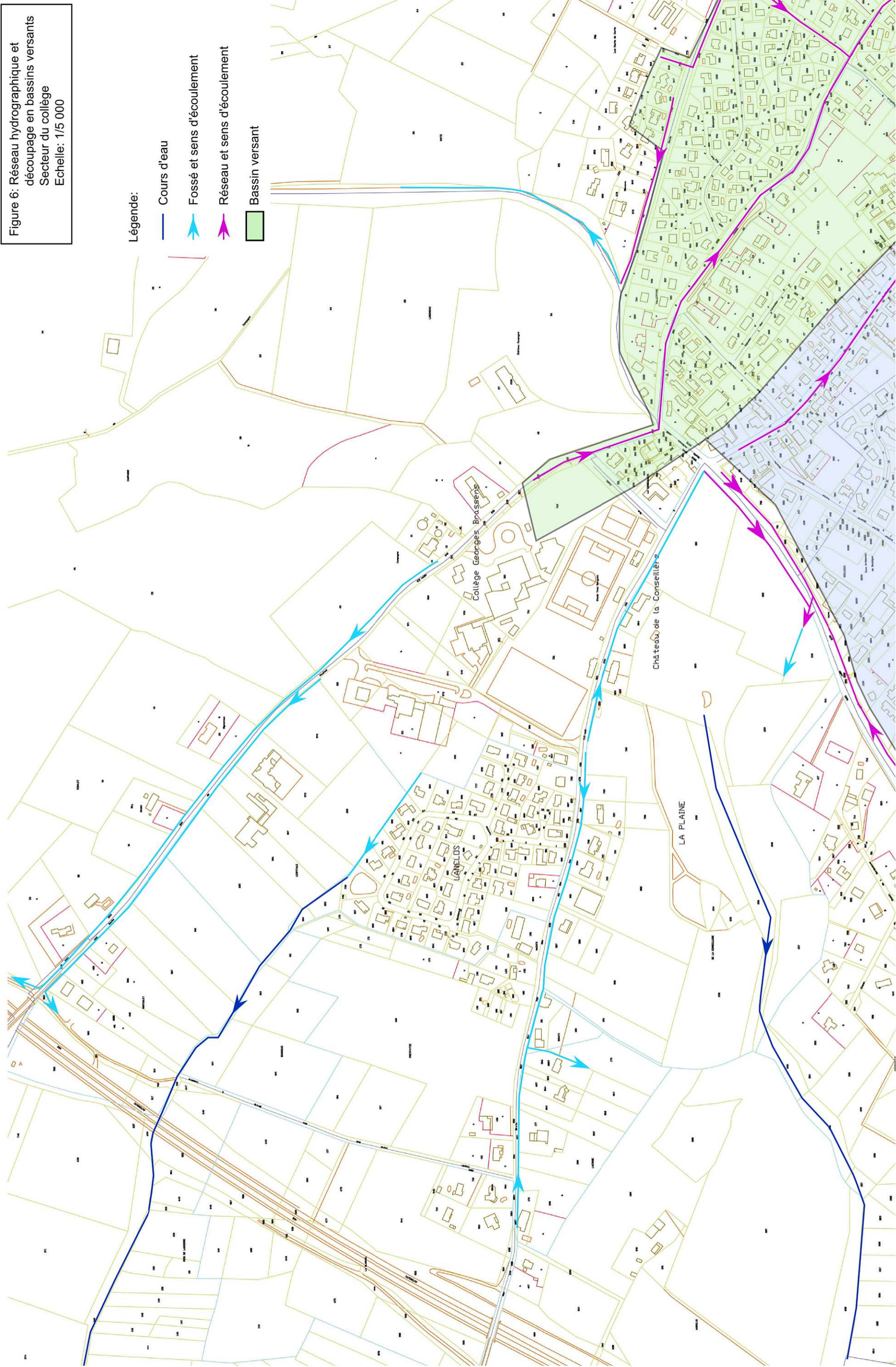
1.4.3. Identification des insuffisances hydrauliques

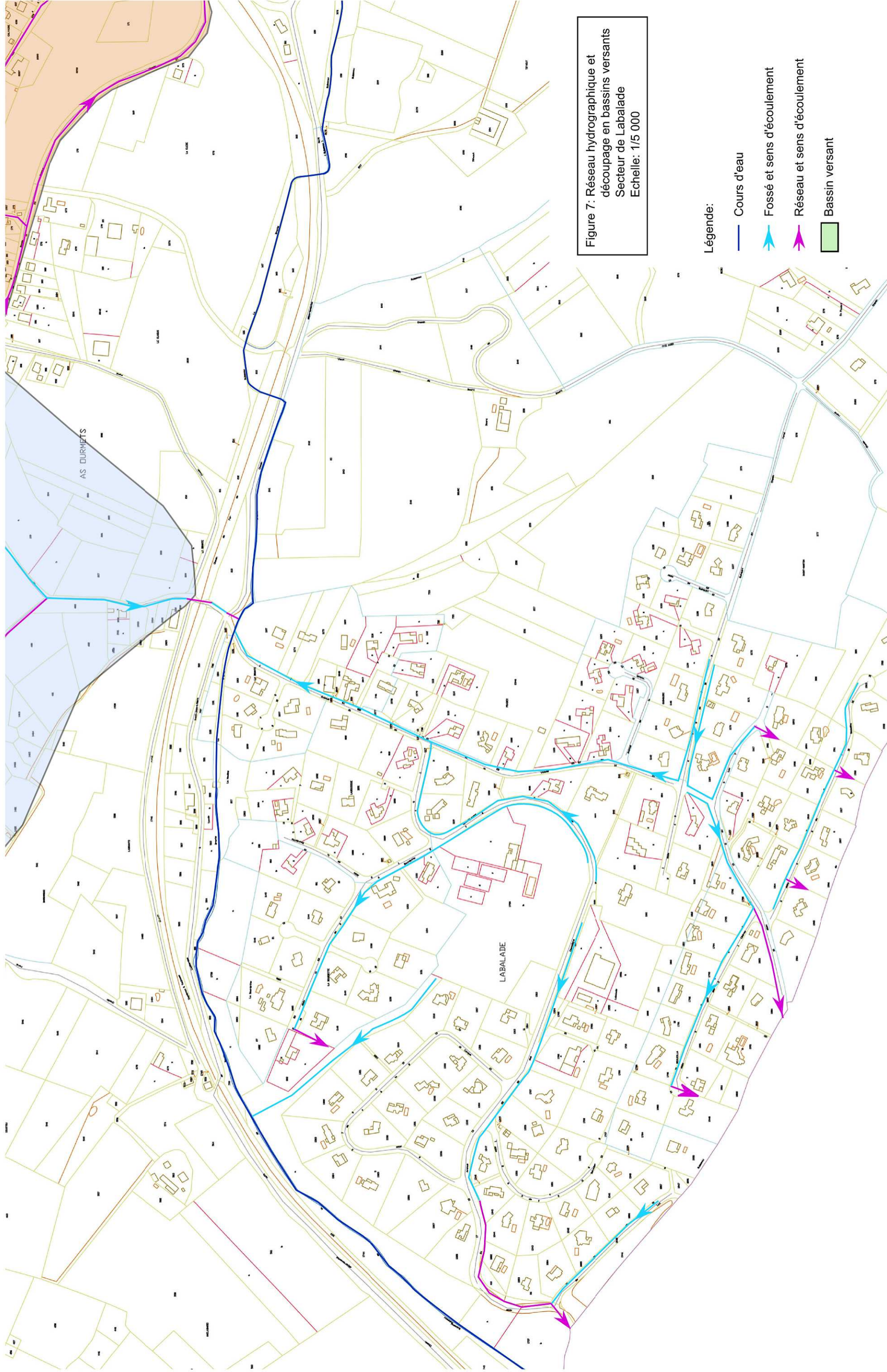
La comparaison de la capacité des différents ouvrages identifiés sur la zone d'étude avec les débits maximaux en crue permet de mettre en évidence les secteurs potentiellement débordants.

Cette analyse a montré que certains collecteurs présentent une capacité hydraulique insuffisante pour des événements pluvieux de fréquence décennale.

Des propositions d'aménagements sont présentées au paragraphe 2.4 du présent rapport.







2. Zonage d'assainissement des eaux pluviales

2.1. Objectifs sur la zone d'étude

Préalablement à la définition d'une stratégie de gestion des eaux pluviales, les objectifs suivants ont été retenus :

- Dimensionnement des dispositifs de rétention, de collecte et d'évacuation des eaux de ruissellement pluvial pour une pluie de fréquence décennale dans les secteurs non soumis à un risque d'inondation et pour une pluie de fréquence vingtennale dans les secteurs sensibles au risque d'inondation conformément à la norme NF EN 752-2 de novembre 1996 relative à l'assainissement en zone urbaine ;
- Utilisation systématique de dispositifs de rétention à la parcelle (par infiltration), en limitant les réseaux de collecte aux voiries ;
- Maintien ou création de zones d'écoulement préférentiel ou d'accumulation en cas d'orage exceptionnel pour tout nouveau secteur en développement, voire déjà urbanisé. Ces zones d'écoulement devront être "sauvegardées", c'est-à-dire maintenues non bâties et libres de tout obstacle. Les zones d'accumulation et d'infiltration éventuelles doivent rester non bâties et non revêtues (non imperméabilisées). Le fait de conserver des zones d'accumulation (avec vidange ou infiltration lente après l'averse) permet de limiter de manière efficace et à moindre coût les débits dans les fossés et dans les ruisseaux qui s'écoulent vers les communes situées en aval ;
- Non-aggravation du risque d'inondation en aval en n'augmentant pas les débits de fossés-mères et ruisseaux traversant la commune.

2.2. Plan de zonage de l'assainissement pluvial

Le plan de zonage de l'assainissement pluvial est destiné à définir les secteurs sur lesquels s'appliquent les différentes prescriptions d'ordre technique et/ou réglementaire. En pratique, ce plan correspond ici à un découpage du territoire communal en secteurs homogènes du point de vue soit du risque d'inondation par ruissellement pluvial, soit des mesures à prendre pour ne pas aggraver la situation en aval.

Dans ces conditions, en application des principes de gestion des eaux pluviales énoncés plus haut, un zonage d'assainissement pluvial faisant apparaître quatre types de zones a été défini :

- **Zone I** : zone marquée par une imperméabilisation faible des sols, sur des terrains peu favorables à l'infiltration des eaux pluviales du fait des pentes et de la nature du sol. Cette zone correspond aux zones naturelles et agricoles de la commune. Sur ce type de zone, le risque d'inondation par ruissellement pluvial est très faible à l'état actuel, sauf localement en bordure de ruisseau. Il s'agit d'une zone d'habitat souvent ancien et très diffus où des précautions élémentaires permettent d'éviter le risque d'inondation par ruissellement pluvial. Il sera en revanche nécessaire de compenser l'éventuelle imperméabilisation ou changement de couverture des sols pouvant augmenter les taux de ruissellement ;
- **Zone II** : zone caractérisée par une urbanisation moyennement dense sur des terrains de pente faible (inférieure à 5%), peu favorables à l'infiltration des eaux pluviales. Cette zone correspond à l'habitat de type pavillonnaire situé sur la crête au nord de la RD 30, aux aménagements du collège et au lotissement Lenclos qui dispose d'un dispositif de rétention. Sur cette zone, le risque d'inondation par ruissellement pluvial est faible à moyen en fonction de la configuration de la parcelle et de l'efficacité du réseau de collecte des eaux pluviales. Toutefois, ce risque se trouve limité par le rehaussement fréquent des planchers des bâtiments ;
- **Zone III** : zone caractérisée par une urbanisation moyennement dense à dense, sur des terrains de pente moyenne (de 5 à 15% environ) et/ou situés dans un bassin versant où l'analyse a révélé la nécessité de mettre en œuvre des mesures spécifiques pour la gestion des eaux de ruissellement. Il s'agit également de secteurs dont le développement est envisagé et sur lesquels une attention particulière doit être portée à la gestion des eaux de ruissellement afin de limiter les écoulements vers des secteurs déjà aménagés et situés en aval. Sur ce type de zone, le risque d'inondation par ruissellement pluvial est moyen à fort en cas d'orage intense à exceptionnel du fait des écoulements venant des terrains en surplomb et restant très variable avec la configuration de la parcelle et/ou l'état des fossés ou du réseau pluvial ;
- **Zone IV** : zone où l'imperméabilisation des sols est importante du fait de la forte densité de l'habitat et où les dispositifs d'infiltration sont impossibles à mettre en place ou bien sont insuffisants en cas d'orage fort à exceptionnel. Ici, ce type de zone correspond à l'habitat ancien du bourg de Montastruc la Conseillère. Sur cette zone, le risque d'inondation par les eaux pluviales est moyen du fait de l'imperméabilisation importante des sols mais se trouve limité par la topographie et les bonnes capacités d'évacuation par le réseau public et les voiries elles-mêmes (la hauteur d'eau ne pouvant dépasser quelques centimètres) ;

Les prescriptions attachées à ces différents types de zones sont définies au paragraphe suivant. Le plan de zonage d'assainissement des eaux pluviales est joint au présent dossier.

2.3. Propositions de prescriptions d'ordre réglementaire

2.3.1. Règlement du zonage d'assainissement pluvial

Le règlement s'applique pour tout nouvel aménagement entraînant l'imperméabilisation d'une superficie supérieure ou égale à 50 m².

Les prescriptions d'ordre réglementaire définies sur la zone d'étude sont les suivantes :

- **Pour la zone I :** il s'agit de terrains qui ne sont généralement pas ouverts à l'urbanisation car ils gardent une vocation de zones agricoles ou naturelles. Les constructions se limitent à quelques hameaux de petite taille et à des bâtiments agricoles, ce qui permet de conserver une très faible densité de bâtiments ; il peut s'agir d'extensions de l'existant voire de quelques constructions nouvelles voisines de groupes d'habitations existantes. En cas d'imperméabilisation, il devra être prévu un dispositif de rétention sur la parcelle de type puits, noue à faible pente ou bassin à déterminer selon la surface revêtue ou imperméabilisée. Le principe est de ne pas rejeter en cas d'averse un débit supérieur au débit correspondant à la situation initiale. A cette seule condition, l'exutoire pourra être un fossé de route ou un cours d'eau. Le cas échéant, en cas de forte pente du bassin versant en surplomb, il est recommandé de creuser un fossé ou une noue perpendiculaire à la ligne de pente pour intercepter les eaux de ruissellement en amont des installations et des bâtiments ;
- **Pour la zone II :** Poursuite de l'urbanisation possible avec surélévation des planchers des habitations d'au moins 20 centimètres par rapport au terrain naturel et respect d'un taux d'espace vert sur toute parcelle construite d'au moins 20%. Tout aménagement devra comprendre un ou plusieurs ouvrages de rétention et d'infiltration des eaux pluviales issues des surfaces aménagées. Le volume de rétention (en m³) est déterminé par la formule : $V = 0,025 \times S$ où S représente la surface des zones imperméabilisées (toitures et terrasses) en m². Les caractéristiques du ou des ouvrages de rétention à créer en zone II sont synthétisées dans le tableau II. Afin de limiter les désagréments lors d'évènements pluvieux exceptionnels, ces ouvrages seront équipés d'un trop plein avec un exutoire vers le réseau pluvial collectif. En l'absence d'exutoire possible pour le trop-plein, les ouvrages seront implantés de manière à ne pas générer de désagrément pour les habitations et les voiries en cas de débordement. Dans le cas des opérations d'ensemble, les espaces verts devront couvrir au moins la moitié des espaces communs et au moins 20% des espaces libres de chaque unité privative. Il est fortement recommandé que le niveau des voiries soit inférieur au niveau des parcelles à bâtir. L'utilisation de parkings drainant (pavés de béton non jointifs avec engazonnement, par exemple) est également recommandée ;

Tableau II : caractéristiques des ouvrages de rétention à créer en zone II

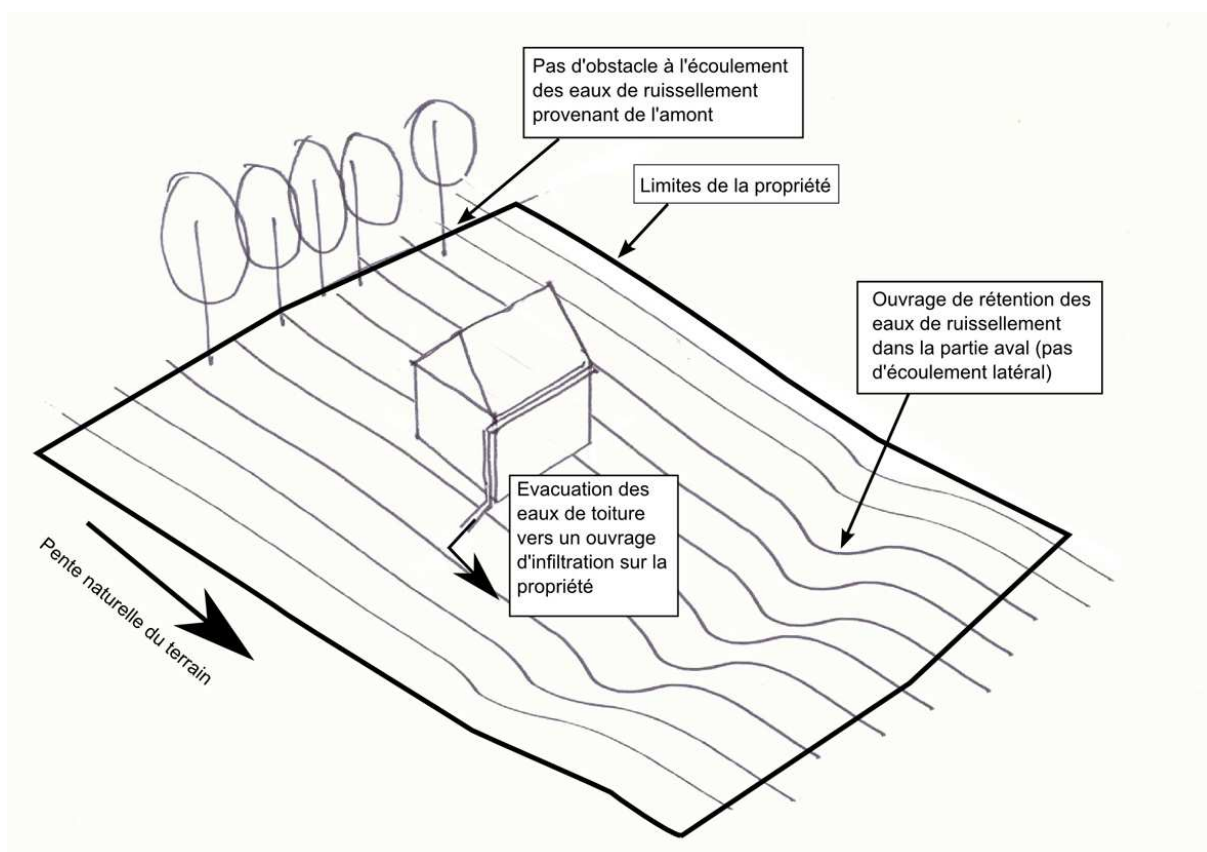
Origine des eaux de ruissellement	Nature du ou des ouvrages	Formule de calcul du volume de rétention
Surfaces imperméabilisées (toitures et terrasses)	Puits d'infiltration, tranchées, noues, ...	$V = 0,025 \times S$

- **Pour la zone III :** Poursuite de l'urbanisation avec l'application de mesures obligatoires pour tout nouvel aménagement (et si possible pour l'existant):
- o Surélévation des planchers des habitations d'au moins 30 centimètres par rapport au terrain naturel;
 - o Respect d'un taux d'espace vert sur toute parcelle construite d'au moins 20%;
 - o Création d'un ou plusieurs ouvrages de rétention et d'infiltration des eaux pluviales issues des surfaces imperméabilisées. Le volume de rétention (en m³) est déterminé par la formule : $V = 0,025 \times S$ où S représente la surface des zones imperméabilisées (toitures et terrasses) en m²;
 - o Obligation d'une noue ou d'un bourrelet (en terre ou bâti) ou d'une tranchée d'infiltration créant une retenue à l'air libre ou enterrée en aval de tout aménagement de manière à conserver les eaux de ruissellement (voir schéma de principe présenté en figure 1). Le volume de rétention doit correspondre à 0,5 m³ par tranche de 100 m² (hors habitation dont les eaux sont évacuées vers un ouvrage d'infiltration). Par exemple, pour une surface de 1000 m² dont 200 m² d'habitation, le volume à stocker représente $8 \times 0,5 = 4$ m³. Ceci correspond, par exemple, à une noue au profil triangulaire de 2 m de large, 0,25 m de profondeur et 16 m de longueur ;
 - o Interdiction de sous-sol avec rampe d'accès entrant dans la direction de la pente naturelle, pour éviter les écoulements d'eaux de ruissellement vers le sous-sol ;
 - o Interdiction de perturber ou de modifier l'écoulement naturel des eaux de ruissellement provenant de l'amont de l'aménagement projeté en limite de propriété.

Afin de limiter les désagréments lors d'évènements pluvieux exceptionnels, les ouvrages de rétention seront équipés d'un trop plein avec un exutoire vers le réseau pluvial collectif. En l'absence d'exutoire possible pour le trop-plein, les ouvrages seront implantés de manière à ne pas générer de désagrément pour les habitations et les voiries en cas de débordement

L'ensemble de ces prescriptions est présenté en figure 8.

Figure 8 : schéma de principe du système d'assainissement pluvial en zone III



- o Dans le cas des opérations d'ensemble, les espaces verts devront couvrir au moins la moitié des espaces communs et au moins 20% des espaces libres de chaque unité privative. Il est fortement recommandé que le niveau des voiries soit inférieur au niveau des parcelles à bâtir. L'utilisation de parkings drainant (pavés de béton non jointifs avec engazonnement, par exemple) est également recommandée;
- o Sur les secteurs destinés à l'urbanisation et sur lesquels la création de nouvelles voiries est envisagée, mise en place obligatoire de dispositifs d'infiltration des eaux de voirie dimensionnés selon la formule : $V = 0,025 \times S$ (où V représente le volume en m^3 et S la surface de voirie en m^2).

Les tableaux III et IV présentent la synthèse des caractéristiques des ouvrages de rétention à créer sur cette zone.

Tableau III : caractéristiques des ouvrages de rétention à la parcelle à créer en zone III

Origine des eaux de ruissellement	Nature du ou des ouvrages	Formule de calcul du volume de rétention
Surfaces imperméabilisées (toitures et terrasses)	Puits d'infiltration, tranchées, noues, ...	$V = 0,025 \times S$
Surfaces non aménagées (surface du terrain hors habitation)	Noues ou tranchées	$V = 0,005 \times S$

Tableau IV : caractéristiques des ouvrages de rétention à créer pour les aménagements collectifs en zone III

Origine des eaux de ruissellement	Nature du ou des ouvrages	Formule de calcul du volume de rétention
Aménagements de zones, voiries, ...	Puits d'infiltration, tranchées, noues, ...	$V = 0,025 \times S$

- **Pour la zone IV :** dans cette zone, les possibilités de nouvelles constructions sont par définition très réduites. Sur la façade en bord de voirie publique, les eaux de toiture seront collectées par un égout de toit et évacuées vers le réseau pluvial collectif. Pour les autres façades, les eaux collectées ou non par un égout de toit seront écoulées sur la parcelle pour être infiltrées dans un puits ou dans une tranchée d'infiltration. En cas d'impossibilité (par manque de place ou revêtement complet du jardin), le rejet vers le réseau public nécessite une autorisation de la commune. Pour les nouvelles constructions, il est préconisé la surélévation des planchers d'au moins 20 centimètres par rapport au terrain naturel.

2.4. Mesures d'urbanisme et d'aménagement de l'espace

2.4.1. Interventions à prévoir

Sur le territoire de Montastruc la Conseillère, la topographie marquée et l'implantation des zones aménagées (principalement en crêtes ou sur les versants des coteaux) favorisent l'évacuation rapide des eaux de ruissellement et limitent les risques d'inondation.

Toutefois, nos analyses et investigations de terrain nous ont permis d'identifier un certain nombre de dysfonctionnements potentiels liés à la gestion des eaux de ruissellement. Nous proposons ici des interventions à prévoir en guise de mesures préventives et curatives :

➤ Le Chemin Vert et l'Avenue de la Brante :

L'analyse hydrologique réalisée dans le cadre de la première tranche de l'étude a révélé les insuffisances hydrauliques des principaux exutoires des zones urbanisées de Montastruc la Conseillère, à savoir: le réseau de collecte du chemin Vert et le réseau de collecte de l'avenue de la Brante et le franchissement sous la voirie de la RD 70.

Les voiries du chemin Vert et de l'Avenue de la Brante, toutes deux situées dans des points bas, constituent des zones d'écoulements préférentiels lors d'évènements exceptionnels. Elles doivent donc être maintenues libres de tout obstacle.

De plus, des zones de débordement et d'accumulation ont été identifiées en aval de chacun de ces réseaux:

- pour le Chemin Vert, un fossé situé en limite de la gare ferroviaire en amont de l'ouvrage assurant la traversée sous la gare,
- pour l'Avenue de la Brante, la voirie et les terrains à hauteur de la voie ferrée et de la RD 70 (les zones de débordement potentiel étant les têtes des réseaux situés sous la voie ferrée et sous la voirie départementale).

Ces deux zones de débordement doivent être maintenues non aménagées.

➤ le ruisseau de la Brante :

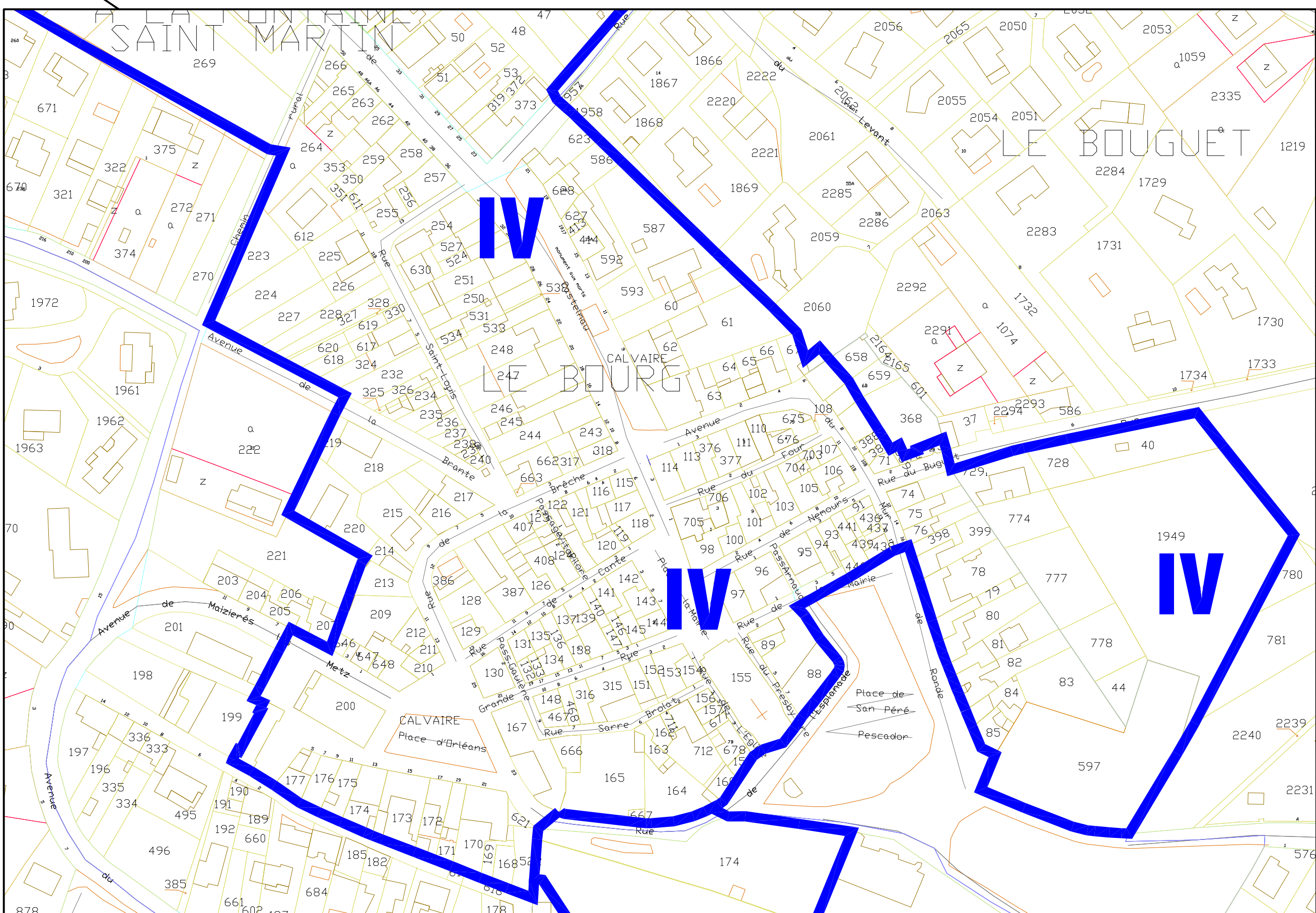
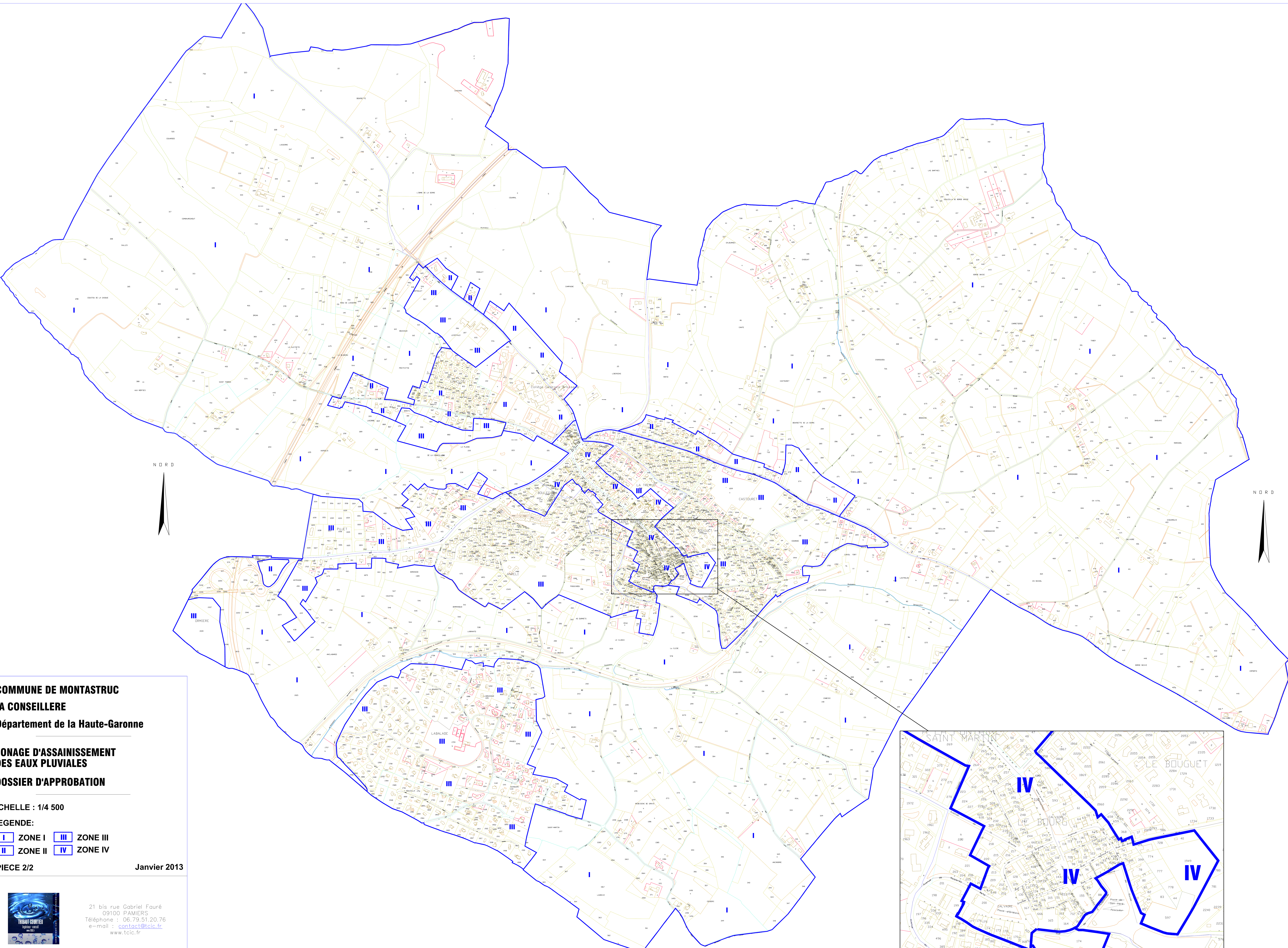
Comme indiqué dans l'analyse de la situation actuelle présentée au premier chapitre de ce rapport, le ruisseau de la Brante constitue le principal exutoire des eaux de ruissellement issues des zones aménagées. Or le lit de ce ruisseau est actuellement fortement encombré par la végétation, notamment à hauteur de la gare ferroviaire. Afin de conserver ses capacités d'évacuation et de limiter les risques de débordements lors d'évènements exceptionnels, ce cours d'eau doit faire l'objet d'un entretien régulier.

2.4.2. Contrôle de conformité des dispositifs et entretien

Les principes de gestion et de maîtrise des eaux pluviales passent par une utilisation modérée des rejets à surface libre et par une compensation systématique de l'imperméabilisation des sols par mise en place de systèmes de rétention à la parcelle (par infiltration) ou par bassin de rétention ou noue enherbée (avec ou non tranchée d'infiltration), ce qui permet même d'améliorer la situation actuelle.

Il est donc essentiel de veiller au respect des prescriptions pour toute nouvelle construction. Cela passe par un contrôle de conformité au niveau des demandes de permis de construire et par un contrôle des travaux. Il faut même envisager un contrôle périodique du fonctionnement et l'entretien des dispositifs si nécessaire.

De même, il sera nécessaire de définir et d'appliquer un programme permanent d'entretien des ouvrages et des cours d'eau ou fossés concernés par les rejets pluviaux du bourg et de ses abords, dans la traversée des zones urbanisées comme en aval.



COMMUNE DE MONTASTRUC
LA CONSEILLERE
Département de la Haute-Garonne

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
DES EAUX PLUVIALES
DOSSIER D'APPROBATION

ECHELLE : 1/4 500
LEGENDE:

I ZONE I	III ZONE III
II ZONE II	IV ZONE IV

PIECE 2/2

Janvier 2013



21 bis rue Gabriel Fauré
09100 PAMIER
Téléphone : 06.79.51.20.76
e-mail : contact@tcic.fr
www.tcic.fr



**Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement
de Haute-Garonne**

REGLEMENT DE SERVICE

Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement

SOMMAIRE

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES	1
ARTICLE 1 - OBJET DU REGLEMENT	1
ARTICLE 2 - LE SERVICE PUBLIC DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT	1
ARTICLE 3 - PRINCIPES GENERAUX	1
ARTICLE 4 - PERIMETRES D'APPLICATION DU REGLEMENT	2
4.1. Périmètre inclus	2
4.2. Périmètre exclus	2
4.3. Extension du périmètre géographique	3
ARTICLE 5 - LE PATRIMOINE CONCERNE	4
ARTICLE 6 - L'USAGER	4
ARTICLE 7 - CADRE REGLEMENTAIRE	5
7.1. Réglementation européenne	5
7.2. Code Civil	5
7.3. Code de l'Environnement	5
7.4. Code Général des Collectivités Territoriales	7
7.5. Code de l'Urbanisme	7
7.6. Code de la Santé Publique	9
7.7. Code de la Voirie Routière	10
ARTICLE 8 - DEFINITION DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT	10
8.1. Définition général	10
8.2. Définition dérogatoire	10
8.3. Les eaux pluviales	10
8.4. Les eaux de ruissellement	11
8.5. Les cours d'eau	11
8.6. Exclusions	12
8.7. Déversements interdits	12
ARTICLE 9 - OBLIGATIONS GENERALES	13
9.1. Obligations de RESEAU ₃₁	13
9.2. Obligations de l'Usager	14
ARTICLE 10 - DEBIT ADMISSIBLE, SURFACE LIMITE ET IMPERMEABILISATION	14
ARTICLE 11 - REGLES DE DIMENSIONNEMENT	15
ARTICLE 12 - PLUIE DE REFERENCE	16
ARTICLE 13 - VEILLES METEOROLOGIQUE ET HYDROLOGIQUE	17
CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS RELATIVE AU SYSTEME PUBLIC DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT	18
ARTICLE 14 - LE SCHEMA DIRECTEUR	18
ARTICLE 15 - LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	18
ARTICLE 16 - LA GESTION DES IMPERMEABILISATIONS	19
16.1. Nouvelles imperméabilisations	19
16.2. Imperméabilisations existantes	19
16.3. Coefficients d'imperméabilisation	19
ARTICLE 17 - LA GESTION DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES	20
17.1. Règles générales de gestion	20
17.2. Entretien et aménagement des fossés, noues, canaux et cours d'eau	20
17.3. Restauration des axes naturels d'écoulement des eaux	20
17.4. Maintien des zones d'expansion des eaux	21
17.5. Respect des sections d'écoulement des collecteurs	21
17.6. Protéger les zones à enjeux contre les coulées de boues	21
17.7. Projets interférant avec des collecteurs pluviaux	21
17.8. Mutualisation des projets	21
ARTICLE 18 - LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES	22
18.1. Lutte contre la pollution des eaux pluviales	22
18.2. Protection de l'environnement aquatique	22
18.3. Protection contre les nuisances	22
18.4. Protection contre les dangers	23

ARTICLE 19 - L'IMPACT DE L'ACTIVITE HUMAINE SUR LE BASSIN VERSANT	23
19.1. Activité agricole.....	23
19.2. Activités industrielles et commerciales	24
19.3. Déclinaison par commune	25
ARTICLE 20 - L'INTERFACE AVEC LES VOIRIES	26
20.1. Interface entre les compétences.....	26
20.2. Raccordement d'un usager sur un AHÉL de voirie.....	26
20.3. Raccordement d'une voirie sur un AHÉL syndical.....	26
20.4. Gestion des voiries et dépendances.....	27
20.5. Prescriptions spécifiques	27
ARTICLE 21 - L'INTERFACE AVEC LES COURS D'EAU (GEMAPI).....	28
21.1. Interface entre les compétences	28
21.2. Raccordement d'un usager sur un cours d'eau	28
21.3. Gestion des cours d'eau et dépendances.....	28
ARTICLE 22 - L'INTERFACE AVEC LES ESPACES VERTS	29
22.1. Interface entre les compétences	29
22.2. Raccordement d'un espace vert sur un AHÉL syndical	29
22.3. Gestion des espaces verts.....	29
CHAPITRE II : CONDITIONS DE RACCORDEMENT AU SYSTEME PUBLIC DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT	30
ARTICLE 23 - ABSENCE DE RACCORDEMENT	30
23.1. Capacité d'infiltration	30
23.2. Ouvrages et équipements de stockage/infiltration.....	30
ARTICLE 24 - CONDITIONS GENERALES DE RACCORDEMENT ET DE BRANCHEMENT	31
24.1. Définitions	31
24.2. Instructeurs.....	31
24.3. Modalités générales de réalisation des raccordements	31
24.4. Modalités générales de réalisation des branchements.....	31
24.5. Achèvement des travaux.....	32
ARTICLE 25 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU RACCORDEMENT	32
25.1. Branchement à un réseau pluvial syndical.....	32
25.2. Branchement à un réseau pluvial privé	32
25.3. Raccordement à un fossé, une noue, un canal ou un ruisseau.....	32
25.4. Branchement à un caniveau de voirie ou de trottoir	33
25.5. Cas des gouttières de collecte en domaine privé	33
ARTICLE 26 - IMPACT DE L'ATTESTATION DE CONFORMITE SUR L'URBANISME	33
CHAPITRE II : DEMANDE D'ATTESTATION DE CONFORMITE	34
ARTICLE 27 - RACCORDEMENT ET OUVRAGE NOUVEAU OU MODIFIE.....	34
ARTICLE 28 - PIECES A FOURNIR	35
ARTICLE 29 - CIRCUIT D'INSTRUCTION	36
ARTICLE 30 - MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DES BRANCHEMENTS	37
30.1. Principes communs à tous les branchements.....	37
30.2. Branchements d'office.....	37
30.3. Branchements individuels.....	37
30.4. Branchements des constructions en opérations groupées	37
30.5. Branchements des équipements de voirie et espaces verts	37
ARTICLE 31 - SURVEILLANCE, ENTRETIEN, REPARATIONS, RENOUVELLEMENT ET CONTROLE	38
31.1. En domaine public	38
31.2. En domaine privé.....	38
ARTICLE 32 - REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL	39
CHAPITRE IV : LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES	40
ARTICLE 33 - DISPOSITIONS GENERALES SUR LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES.	40
ARTICLE 34 - RACCORDEMENT ENTRE DOMAINE PUBLIC ET DOMAINE PRIVE.....	40
ARTICLE 35 - ÉTANCHEITE DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX.	40
ARTICLE 36 - REPARATIONS ET RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS INTERIEURES	41
ARTICLE 37 - MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS INTERIEURES	41
ARTICLE 38 - REUTILISATION DES EAUX PLUVIALES	41

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES.....	42
ARTICLE 39 - CONSTATATION DE L'INFRACTION.....	42
ARTICLE 40 - SANCTIONS	42
40.1. Raccordement non-autorisé	42
40.2. Rejet direct sur la voie publique.....	42
40.3. Mesures coercitives.....	42
ARTICLE 41 - FRAIS D'INTERVENTION	43
ARTICLE 42 - VOIES DE RECOURS DES USAGERS.....	43
CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS D'APPLICATION	44
ARTICLE 43 - DATE D'APPLICATION.....	44
ARTICLE 44 - MODIFICATIONS DU REGLEMENT	44
ARTICLE 45 - CLAUSES D'EXECUTION	44

ACRONYMES

AHEL	Aménagements Hydrauliques à Ecoulement Libre
AHELF	Aménagements Hydrauliques à Ecoulement Libre Fermé
AHELS	Aménagements Hydrauliques à Ecoulement Libre Superficiel
CGCT	Code Général des Collectivités Territoriales
DCO	Demande Chimique en Oxygène
DCRA	Droits des Citoyens dans leurs Relations avec l'Administration
DIG	Déclaration d'Intérêt Général
GEMAPI	Gestion des Eaux et des Milieux Aquatiques Protection contre les Inondations
HAP	Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques
IOTA	Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements
LEMA	Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques
MES	Matières En Suspension
PCS	Plan Communal de Sauvegarde
PPRI	Plan de Prévention des Risques Inondations
PPRTN	Plan de Prévention des Risques Technologiques et Naturels
RNU	Règlement National d'Urbanisme
SAGE	Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SCOT	Schémas de COhérence Territoriale
SDAGE	Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SPG EPR	Système public de Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement définit le cadre de l'exercice du service Public de Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement (SPG-EPR) et des relations du service à l'utilisateur.

Il détermine les conditions :

- d'admission, de transport et de stockage et éventuellement de traitement, des eaux pluviales et de ruissellement ;
- de préservation du patrimoine et de l'environnement ;
- de protection des biens et des personnes.

Le règlement sera conforme aux dispositions des documents suivants :

- Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) ;
- Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ;
- Schémas de COhérence Territoriale (SCOT).

Les documents d'urbanisme communaux et intercommunaux devront respecter les dispositions du présent règlement.

Article 2 - LE SERVICE PUBLIC DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

Le Système Public de Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement (SPG-EPR) a vocation à collecter, transporter et évacuer les eaux définies ci-après correspondant au territoire des communes de RESEAU₃₁ lui ayant transféré ses compétences.

Néanmoins le Système Public de Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement n'est pas tenu d'accepter les eaux pluviales qui par leur quantité, leur qualité, leur nature ou leurs modalités de raccordement ne répondraient pas aux dispositions du présent règlement et aux capacités des ouvrages concernés.

Article 3 - PRINCIPES GENERAUX

Tout nouveau raccordement d'eaux pluviales vers un exutoire doit faire l'objet d'une attestation de conformité.

Toute demande de raccordement des eaux pluviales doit être établie dans les conditions de forme et de procédure définies au présent règlement.

Toute nouvelle construction ou infrastructure doit respecter les conditions suivantes :

- avoir des réseaux séparatifs en domaine privé (séparation effective des canalisations de collecte des eaux usées et pluviales),
- ne pas détériorer les conditions d'écoulement des eaux pluviales, ni dégrader la qualité des milieux récepteurs,
- veiller à conserver sur la parcelle le maximum d'eaux pluviales précipitées dans les conditions acceptables par le terrain,
- limiter autant que possible l'imperméabilisation du sol,
- compenser l'augmentation d'imperméabilisation du sol, en priorité par la mise en œuvre d'une gestion intégrée des eaux pluviales et/ ou par l'installation de dispositifs d'infiltration et/ou de rétention adaptés au projet et à la nature du terrain support de l'opération.

RESEAU₃₁ peut être amené à effectuer tout contrôle qu'il jugera utile pour vérifier le bon fonctionnement des réseaux et des ouvrages privés. L'accès à ces réseaux et ouvrages doit lui être permis sur simple demande auprès du propriétaire ou de l'utilisateur.

En cas de dysfonctionnement avéré, le propriétaire ou l'utilisateur doit remédier aux défauts constatés.

Article 4 - PERIMETRES D'APPLICATION DU REGLEMENT

4.1. Périmètre inclus

Le règlement s'applique sur les territoires des collectivités ayant transféré leurs compétences eaux pluviales et de ruissellement fixées statutairement à RESEAU₃₁ à savoir :

- **D1.1 Gestion des eaux pluviales urbaines** telles que définies à l'article L2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **D1.2 Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou lutte contre l'érosion des sols** tels que définis au 4° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement.

4.2. Périmètre exclus

Sont exclues du périmètre d'application du règlement :

- B. Assainissement collectif y compris en cas de réseau unitaire ;
- C. Assainissement non-collectif y compris en cas de rejet direct sans traitement ;
- D2. Approvisionnement en eau et ouvrages hydrauliques au sens des 3° et 10° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement :
 - Approvisionnement en eau,
 - Exploitation, entretien et aménagement d'ouvrages hydrauliques existants ;
- D3. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations au sens des 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L. 211-7 du code de l'environnement (bloc obligatoire) pour les écoulements issus de cours d'eau permanents et non-permanents en lits mineurs et lits majeurs :
 - Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,
 - Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
 - Défense contre les inondations et contre la mer,
 - Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;
- D4. Autres compétences liées au grand cycle d'eau au sens des 6°, 7°, 9°, 11 et 12° du I de l'article L. 211-7 du code de l'environnement :
 - Lutte contre la pollution,
 - Protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines,
 - Aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile,
 - Mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques,
 - Animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

4.3. Extension du périmètre géographique

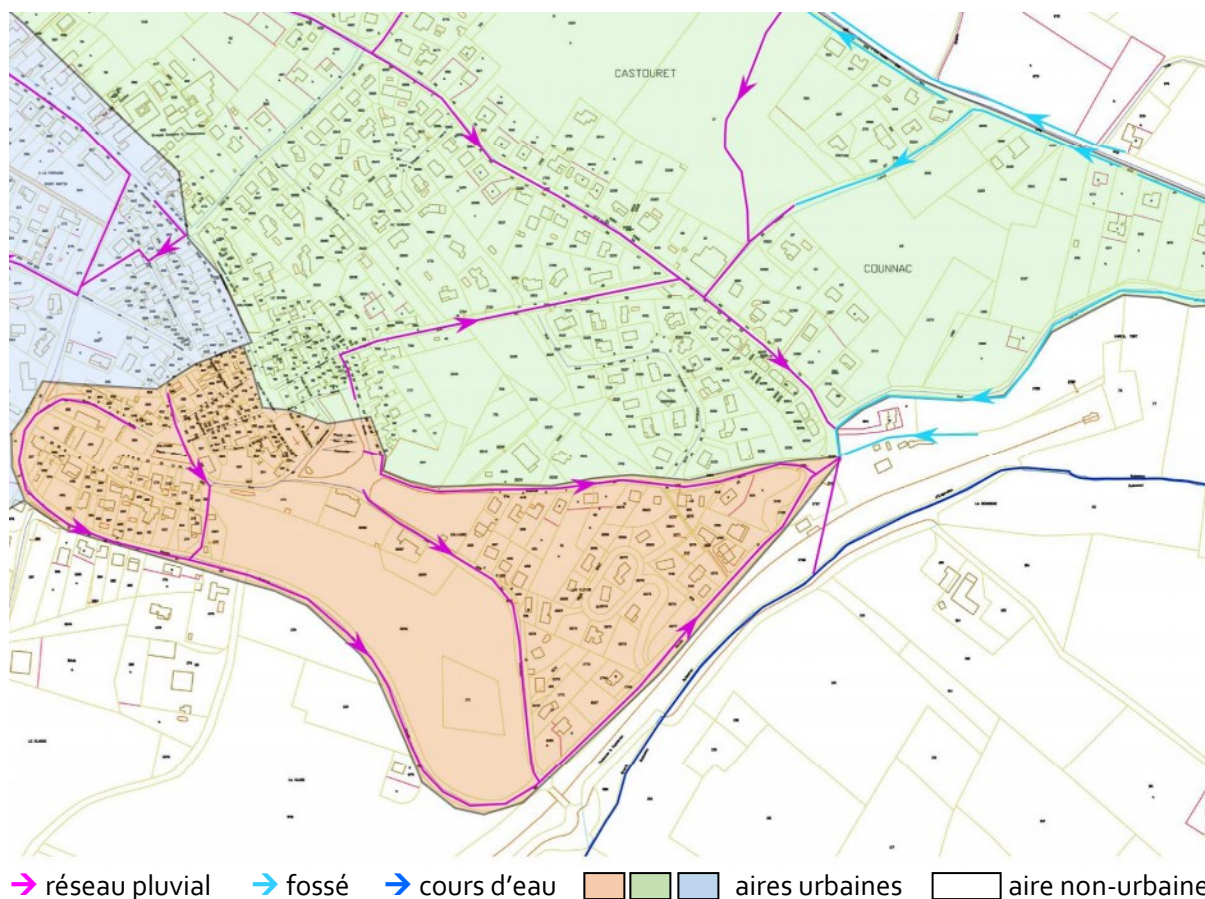
Le règlement s'applique à tous sur le périmètre concerné qu'il y ait présence d'un ouvrage affecté aux compétences eaux pluviales et ruissellement ou non c'est-à-dire :

- les usagers propriétaires de biens (y compris les établissements publics) situé en domaine privé,
- les usagers de services publics de biens (y compris les établissements publics) situé en domaine public.

La logique de bassin versant s'appliquant, les dispositions du présent règlement s'appliqueront au-delà du périmètre de l'exercice de la compétence de chaque territoire communal :

- automatiquement pour les communes ayant transféré leurs compétences (soit D1.1 soit D1.2) à RESEAU₃₁,
- par convention pour les autres lorsque :
 - l'une des compétences D1.1 ou D1.2 n'est pas transférée,
 - des mesures doivent être prises au-delà des limites administratives communales.

REPRESENTATION SYNTHETIQUE



Article 5 - LE PATRIMOINE CONCERNE

L'exercice des compétences Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement figurant dans ce règlement s'applique sur les **Aménagements Hydrauliques à Ecoulement Libre (AHEL)** suivants sur les périmètres cités à l'article 2 à savoir :

- les branchements sous domaine public
- les canalisations et dispositifs de stockage collectifs dédiés
- les dispositifs mixtes intégrés dans d'autres ouvrages (chaussées drainantes, casiers ...)
- les ouvrages et équipements de traitement le cas échéant,
- les équipements de mesure et de surveillance,
- les exutoires à l'exception des clapets



Ces compétences incluent **la maîtrise d'ouvrage et l'exploitation** des AHEL d'intérêt publics cités ci-avant.

Les compétences de Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement incluent les **missions d'autorisation et de contrôle** également sur les dispositifs privés dont :

- les fossés d'intérêt public,
- les branchements privatifs,
- les dispositifs limitant qualitativement¹ et quantitativement² les rejets,
- les gargouilles de trottoirs,
- tout ouvrage cité ci-avant localisé en domaine privé.

La maîtrise d'ouvrage et l'exploitation des AHEL demeurent à la charge de leurs propriétaires qu'ils soient publics ou privés et situés dans le domaine public ou le domaine privé (cf. article 10).

Article 6 - L'USAGER

Toute personne physique ou morale, publique ou privée susceptible de déverser des eaux directement ou indirectement dans le système public d'eaux pluviales et de ruissellement et donc d'utiliser le service est un usager de ce service public.

A ce titre il se doit de respecter le présent règlement dont les obligations sont fixées à l'article 11.

Les collectivités gestionnaires de voirie sont des usagers du service public de gestion des eaux pluviales et de ruissellement.

¹ Prétraitements, grilles avaloirs, regard de décantation

² Equipement limitateur de débit

Article 7 - CADRE REGLEMENTAIRE

La gestion des eaux pluviales est un service public administratif conformément à la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA).

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur. Les principales dispositions et orientations réglementaires relatives aux eaux pluviales et de ruissellement sont rappelées ci-après.

7.1. Règlementation européenne

La Directive Cadre Européenne (DCE) sur l'Eau du 22 décembre 2000 (transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004) a fixé comme objectif de reconquérir la qualité des eaux et d'atteindre un bon état général des eaux souterraines et superficielles d'ici 2015. Cette échéance a été repoussée selon les cas à 2021 voire 2027

7.2. Code Civil

Le Code Civil institue des servitudes de droit privé, destinées à régler les problèmes d'écoulement des eaux pluviales entre terrains voisins :

- Article 640 : « Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement. Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. » **Le propriétaire du terrain situé en contrebas ne peut s'opposer à recevoir les eaux pluviales provenant des fonds supérieurs**, il est soumis à une servitude d'écoulement.
- Article 641 : « **Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds.** Si l'usage de ces eaux ou la direction qui leur est donnée aggrave la servitude naturelle d'écoulement établie par l'article 640, une indemnité est due au propriétaire du fonds inférieur. » Un propriétaire peut disposer librement des eaux pluviales tombant sur son terrain à la condition de ne pas aggraver l'écoulement naturel des eaux pluviales s'écoulant vers les fonds inférieurs.
- Article 681 : « **Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique** ; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin. » Cette servitude d'égout de toits interdit à tout propriétaire de faire s'écouler directement sur les terrains voisins les eaux de pluie tombées sur le toit de ses constructions sauf autorisation de la part du propriétaire.

Les conditions de gestion des eaux pluviales entre personnes privées ne font pas partie du présent règlement mais sont régies par les articles 640, 641 et 681 du Code Civil.

7.3. Code de l'Environnement

Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux :

Tout aménagement touchant au domaine de l'eau doit être compatible avec le contenu du SDAGE, document de planification et de gestion de la ressource en eau, dont l'élaboration relève de la responsabilité de l'Etat. En matière d'eaux pluviales, les orientations visent notamment au contrôle et à la réduction des pollutions.

Les SDAGE sont déclinés localement en SAGE. Ils feront également référence en matière de gestion des eaux pluviales et de ruissellement. Le règlement du SAGE prévaut sur les SCOTs et les documents d'urbanisme.

Installations classées pour la protection de l'environnement :

L'article 9 de l'arrêté du 2 février 1998 prévoit les modalités de collecte, de confinement, de traitement et de rejet, des eaux de ruissellement susceptibles de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution."

Opérations soumises à autorisation :

L'article R214-1 du Code de l'Environnement précise la nomenclature des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration. A titre informatif, sont notamment visées les rubriques suivantes :

Ouvrages touchant des nappes souterraines 1.1.1.0	Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau : déclaration
Ouvrages touchant des nappes souterraines 1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ / an (A) 2° Supérieur à 10 000 m ³ / an mais inférieur à 200 000 m ³ / an
Rejets d'eaux usées 2.1.2.0	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier 1° Supérieur à 600 kg de DBO ₅ (A) ; 2° Supérieur à 12 kg de DBO ₅ , mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO ₅ (D)
Rejets d'eaux pluviales 2.1.5.0	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° supérieure ou égale à 20 ha : (A) 2° supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : (D)
Rejet dans les eaux douces superficielles 2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant : 1° Supérieure ou égale à 10 000 m ³ /j ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (A) ; 2° Supérieure à 2 000 m ³ /j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m ³ /j et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D).
Impact sur le milieu aquatique 3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)
Impact sur le milieu aquatique 3.3.2.0	Réalisation de réseaux de drainage permettant le drainage d'une superficie : 1° Supérieure ou égale à 100 ha (A) 2° Supérieure à 20 ha mais inférieure à 100 ha (D)

Plan de Prévention des Risques Technologiques et Naturels :

Les PPRN et PPRT constituent des servitudes d'utilité publique, instaure des prescriptions et demeurent opposables aux tiers en vertu des articles L.562-1 à L.562-9 du Code de l'Environnement (loi n°95-101 du 2 février 1995). Ils visent les objectifs suivants :

- améliorer la sécurité des personnes exposées à un risque naturel (inondation, mouvement de terrain, crues torrentielles ...) ou technologique,
- maintenir le libre écoulement et la capacité d'expansion des crues en préservant les milieux naturels,
- limiter les dommages aux biens et aux activités soumis aux risques.

Le présent règlement sera compatible avec les PPRTN en vigueur sur les périmètres de collectivités adhérentes à RESEAU₃₁.

A noter que la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, conforte le principe de responsabilisation des décideurs et des citoyens. De plus elle oblige l'information des usagers lors de la vente ou de la location de biens immobiliers bâtis ou non bâtis.

Déclaration d'Intérêt Général ou d'urgence :

L'article L.211-7 habilite les collectivités territoriales à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, visant à la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement, ainsi qu'à la défense contre les inondations et contre la mer.

Entretien des cours d'eau :

L'entretien est réglementairement à la charge des propriétaires riverains, conformément à l'article L.215-14 : « le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes».

Pouvoir de police :

Au titre de la salubrité et de la sécurité publique et de son pouvoir de police générale, Le Maire peut prendre des mesures destinées à prévenir les inondations ou à lutter contre la pollution et à faire appliquer les règlements comme le fait de laisser s'écouler, répandre ou rejeter sur les voies publiques des substances susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité publique, telles qu'un rejet d'eaux pluviales non autorisé, peut être puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5ème classe. Cette contravention punit également le fait de détruire des canalisations, des fossés ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux (cf. chapitre 2.2, article R.216-13 du Code de l'Environnement).

Les collectivités compétentes peuvent réglementer le déversement d'eaux pluviales dans les réseaux d'assainissement ou sur la voirie publique. Les conditions sont fixées dans leurs règlements de service.

7.4. Code Général des Collectivités Territoriales

Le zonage d'assainissement prévu à l'article L. 2224-10 du CGCT comporte un volet « pluvial » qui doit délimiter :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols,
- les zones dans lesquelles il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales.

7.5. Code de l'Urbanisme

Les documents d'urbanisme, en tant qu'outil permettant d'exprimer les projets des collectivités prennent en compte les problématiques environnementales, parmi lesquelles la prévention du risque d'inondation par ruissellement pluvial.

Les articles L101-1 et L101-2 du Code de l'Urbanisme fixent les objectifs généraux que les documents d'urbanisme doivent prendre en compte et donnent les prescriptions à respecter pour l'aménagement et l'utilisation de l'espace, notamment la collectivité doit assurer la sécurité et la salubrité publique, la prévention des risques naturels (notamment pluviaux) et des pollutions, la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'eau, du sol et du sous-sol, de la biodiversité, des écosystèmes, la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement (...). Les objectifs et les prescriptions sont déclinés dans les documents d'urbanisme (RNU, carte communale ou PLU).

Les articles du Code de l'Urbanisme permettant d'imposer des prescriptions particulières en matière de gestion des eaux pluviales et de refuser une demande d'autorisation de construire ou d'aménager en raison d'une gestion insuffisante des eaux pluviales sont (liste non exhaustive) :

- l'article L.421-6 précise que le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé que si les travaux projetés sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires relatives à (...) l'assainissement des constructions et à l'aménagement de leurs abords (...);
- l'article R.111-2 précise que le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations ;
- l'article R111-26 précise que le permis doit respecter les préoccupations d'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.

Conformément aux articles R.431-4 et R.431-9 du Code de l'Urbanisme, le dossier de demande de permis de construire comprend un plan de masse coté dans les trois dimensions faisant apparaître les modalités de raccordement et les équipements privés prévus pour l'assainissement y compris pluvial³. Pour les permis d'aménager (R.441-1 et suivants), le dossier précise la nature du projet et comprend la composition et l'organisation du projet, les équipements à usage collectif (...) ainsi qu'un plan coté dans les trois dimensions faisant apparaître la composition d'ensemble du projet. Ainsi, pour valider le projet, les modalités et les caractéristiques des ouvrages de collecte, de stockage, d'infiltration, de régulation et de traitement éventuel des eaux pluviales doivent apparaître clairement et avec précision sur le plan de masse ou tout autre document du projet.

Considérant les articles précités, l'absence d'information ou la non-conformité d'un projet aux prescriptions en matière de gestion des eaux pluviales, est un motif de refus à une demande d'urbanisme pour non-respect du règlement du PLU afin de se voir remettre les éléments manquants au dossier et poursuivre l'instruction.

Le présent règlement de Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement sera compatible avec les SCOTs. Les documents d'urbanisme doivent tenir compte des obligations et recommandations du présent règlement. Chaque zonage devra être à la fois compatible avec les documents d'urbanisme locaux en vigueur et le présent règlement.

Lors de l'élaboration des documents d'urbanisme et de leur instruction la collectivité compétente tiendra compte de l'absence d'obligation générale de raccordement des propriétés privées au réseau public d'assainissement collectif pour l'évacuation des eaux pluviales⁴.

Conformément à l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme, Les documents d'urbanisme délimite les zones visées à l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant l'assainissement et les eaux pluviales. Cette délimitation pourra se faire conjointement entre les collectivités compétentes.

³ Arrêt de la Cour d'Appel Administrative de Lyon du 27 mars 2012 n°11LY011465

⁴ Arrêt de la Cour d'Appel Administrative de Nantes, 31 mars 2005 n° 02NT00420

7.6. Code de la Santé Publique

Le règlement sanitaire départemental :

Le règlement sanitaire départemental de Haute-Garonne du 24 mai 2006 fixe les conditions sanitaires de collecte, stockage et traitement des eaux pluviales issues :

- des toitures
- des stabulations dédiées à l'élevage

La récupération des eaux pluviales :

La récupération et l'utilisation de l'eau de pluie doivent respecter la réglementation en vigueur. Pour leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments la réglementation est définie par l'arrêté du 21 août 2008. Il est à noter que l'eau de pluie est non potable.

L'utilisation de l'eau pluviale est donc interdite : pour la boisson, la préparation des aliments, le lavage de la vaisselle et l'hygiène corporelle ; à l'intérieur des établissements de santé, sociaux, médicaux-sociaux, d'hébergement de personnes âgées, des cabinets médicaux, dentaires, (...) des crèches, des écoles maternelles et élémentaires.

Les seuls usages autorisés sont :

- à l'extérieur des bâtiments : arrosage, lavage des sols, des véhicules (...);
- à l'intérieur des bâtiments : alimentation des chasses d'eau de WC, lavage des sols et du linge (sous réserve d'un traitement approprié).

La récupération des eaux pluviales est de la responsabilité de son propriétaire (conception, réalisation, entretien des installations et ouvrages). Le propriétaire d'une installation dont l'eau de pluie utilisée est rejetée au réseau d'assainissement collectif doit effectuer une déclaration en mairie. Les volumes rejetés peuvent être assujettis à la redevance d'assainissement.

Une cuve de récupération de l'eau de pluie pour sa réutilisation ne doit pas être confondue avec un dispositif de stockage et de régulation des eaux pluviales permettant de compenser l'imperméabilisation. En général, la cuve pour la réutilisation est pleine en période de fortes pluies et ne permet donc plus de stocker les eaux pluviales. Le système doit être associé à un aménagement complémentaire qui se vide après chaque pluie pour conserver en permanence un volume de stockage disponible qui est nécessaire à la rétention des eaux pluviales pour la gestion des débits de rejet.

La protection des captages d'eau potable, d'eau thermale et d'eau minérale :

Les périmètres de protection de captage sont des zones définies pour protéger la qualité de la ressource en eau contre les risques de pollution. Ils constituent des servitudes d'utilité publique et des recommandations. Elles sont à ce titre intégrées en annexe aux documents d'urbanisme en vigueur.

Lors d'un projet, il est important de vérifier si la parcelle se situe dans l'emprise d'un périmètre de protection de captage d'eau potable. Si c'est le cas, des prescriptions particulières peuvent être prises concernant la gestion des eaux pluviales voire des interdictions d'infiltration ou de rejet pouvant rendre un bien/ouvrage impropre à sa destination actuelle ou future.

La protection des zones de baignade :

Des mesures particulières peuvent être imposées du fait de la présence de zones de baignade allant jusqu'à l'interdiction d'infiltrer ou de déverser des eaux pluviales dans le milieu pouvant rendre un bien/ouvrage impropre à sa destination actuelle ou future

7.7. Code de la Voirie Routière

Lorsque le fonds inférieur est une voie publique, les règles administratives admises par la jurisprudence favorisent la conservation du domaine routier public et de la sécurité routière. Des restrictions ou interdictions de rejets des eaux pluviales sur la voie publique sont imposées par le code de la voirie routière (Articles L.113-2, R.116-2), et étendues aux chemins ruraux par le code rural (articles R.161-14 et R.161-16).

Les profils en long et en travers des voies communales doivent être établis de manière à permettre l'écoulement des eaux pluviales et d'assainissement de plateforme selon l'article R141-2.

L'article L111-1 indique que le domaine public routier communal se définit comme l'ensemble des biens du domaine public ... des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre à l'exception des voies ferrées. Sont également inclus les biens qui en constituent l'accessoire indissociable.

Article 8 - DEFINITION DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

8.1. Définition général

Les eaux pluviales et de ruissellement sont principalement,

- les eaux issues des précipitations atmosphériques,
- les eaux de bassins versants historiquement collectées
- les eaux issues de la fonte des neiges, de la grêle ou de la glace,
- les eaux de fontaines et de bassins d'ornement,
- les eaux de lavages des voiries,
- les eaux de source et de drainage naturel.

Y sont également rattachées les eaux d'arrosage et de toitures, de voies, de jardins et autres surfaces.

8.2. Définition dérogatoire

Sous réserves de compatibilité et faute de solution alternative, y sont rattachées après traitement

- les rejets des assainissements non-collectifs domestiques et non-domestiques y compris IOTA,
- les eaux de vidange des piscines publiques et privées après neutralisation du chlore hors nettoyage des filtres
- les eaux de rabattement de nappe
- les eaux de drainage artificiel
- les eaux de lavage de chantier
- les eaux de vidange et de trop-pleins de réservoirs

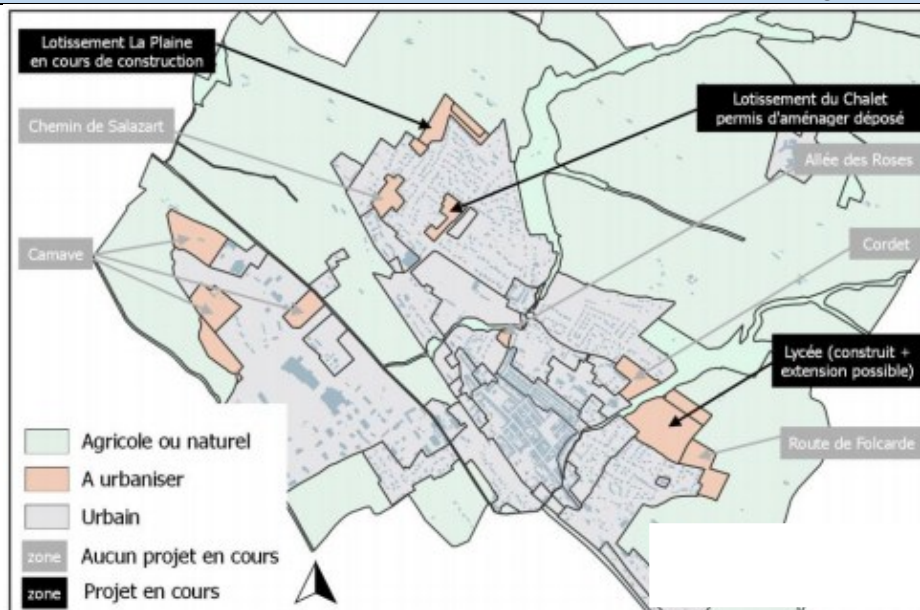
Cette dérogation sera formalisée et pourra être, si nécessaire, temporaire.

8.3. Les eaux pluviales

Sont considérées comme **eaux pluviales**, les eaux s'écoulant sur l'aire urbaine du territoire communal à savoir **urbanisé et urbanisable** au sens du Code de l'Urbanisme à l'exception des cours d'eau (cf article 8.5) avec ou sans aménagement.

8.4. Les eaux de ruissellement

Sont considérées comme **eaux de ruissellement contribuant à l'érosion des sols**, les eaux s'écoulant sur **l'aire non-urbaine** du territoire syndical à savoir **naturelle et agricole** au sens du Code de l'Urbanisme à l'exception des cours d'eau (cf article 8.5) avec ou sans aménagement.



8.5. Les cours d'eau

Est considéré comme cours d'eau⁵, un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant la majeure partie de l'année. L'écoulement peut ne pas être permanent compte tenu des conditions hydrologiques et géologiques locales

Les Directions Départementales des Territoires établissent et tiennent à jour la cartographie des cours d'eau en vertu de la circulaire du 3 juin 2015.



⁵ Arrêt du Conseil d'Etat n°334322 du 21 octobre 2011 EARL Cintrat/Ministre de l'écologie

⁶ Article L. 215-7-1 du Code de l'Environnement introduit par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages

8.6. Exclusions

Ne sont pas considérées ni comme eaux pluviales ni comme eaux de ruissellement

- les eaux usées domestiques et non-domestiques séparatives et unitaires
- les eaux de nettoyage des filtres des piscines publiques
- tout autre type d'eaux que celles évoquées ci-avant

8.7. Déversements interdits

Quelle que soit la nature des eaux rejetées, et quelle que soit la nature des ouvrages, il est formellement interdit d'y déverser :

- le contenu des fosses septiques,
- les déchets solides divers tels que les ordures ménagères (même après broyage) bouteilles, feuilles, lingettes, plastiques, tissus ...
- les huiles usagées et graisses de toute nature,
- des liquides ou vapeurs corrosifs, des matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions (acides, solvants de toute nature, hydrocarbures, ...),
- des produits radioactifs ou susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants,
- des déchets d'origine animale (sang, poils, plumes, duvets, crins ...) et végétaux
- des eaux ne répondant pas aux limites suivantes :

pH	DCO	MES	HAP	Température
6 < < 8	125 ppm	35 ppm	< 5 ppm	> 30°C

D'une manière générale toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible de nuire à l'environnement, à la structure et au bon fonctionnement des ouvrages, aux usagers et aux exploitants sont prosrites.

RESEAU₃₁ peut être amené à effectuer, sur le regard de branchement ou dans le fossé de tout usager du service et à toute époque, tout prélèvement et tout contrôle qu'il estimerait utile, pour le bon fonctionnement du réseau.

Les frais de contrôle et d'analyse seront à la charge de RESEAU₃₁ si les rejets sont conformes aux critères définis dans ce présent règlement.

Dans le cas contraire, RESEAU₃₁ notifie à l'usager les résultats de son contrôle en lui demandant, par application du principe du contradictoire introduit par la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration (DCRA), de formuler ses observations, par écrit ou oralement, dans un délai de 10 jours.

Après avoir pris en compte ces observations ou en l'absence de réponse de l'usager, les frais de contrôle seront à la charge de l'usager sans préjudice des dommages et intérêts, du remboursement des frais supplémentaires (pompages par entreprises spécialisées, nettoyages des ouvrages, éliminations des sous-produits engendrés par ces opérations ...) occasionnés à RESEAU₃₁ et des poursuites devant les tribunaux compétents.

Les déversements seront gravitaires. Des moyens de pompage seront autorisés à titre dérogatoire dès lors que l'usager en aura fait la démonstration. Dans tous les cas il en assume l'entière responsabilité du choix et des coûts associés.

Article 9 - OBLIGATIONS GENERALES

9.1. Obligations de RESEAU₃₁

RESEAU₃₁ n'a aucune obligation de collecter, transport, stocker et traiter les eaux pluviales et de ruissellement des usagers et équipements publics associés à cette compétence.

De même RESEAU₃₁ n'a pas l'obligation de raccorder des constructions existantes et futures aux réseaux publics d'évacuation des eaux pluviales

RESEAU₃₁ est responsable du bon fonctionnement du service et s'engage :

- à garantir le bon fonctionnement des ouvrages hydrauliques à écoulement libre prévus à l'article 5 sous sa maîtrise d'ouvrage ;
- à garantir à tout usager la confidentialité des données nominatives issues des fichiers d'abonnés ainsi qu'un droit de consultation et de modification de ces données ;
- à mettre en place une assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences techniques,
- à assurer un accueil téléphonique aux coordonnées figurant sur <http://www.reseau31.fr/> pour effectuer toutes les démarches et répondre à toutes questions ;
- à une étude et une réalisation rapide pour l'installation d'un nouveau branchement avec, sous réserve de la faisabilité technique du branchement et de l'existence d'une desserte suffisante :
 - envoi du devis dans les **30 jours** après réception de la demande (ou après rendez-vous d'étude des lieux) dans le cas d'une maison individuelle,
 - réalisation des travaux dans un délai de **8 semaines** après acceptation écrite du devis dans le cas d'une maison individuelle.
- à observer les données sur les procédés de traitement pour anticiper une application allant vers une amélioration de la qualité des rejets dans le milieu naturel :
 - respect de la biodiversité
 - qualité des eaux superficielles.

RECAPITULATIF DES ACTIONS DE RESEAU₃₁

	Autorisation	Contrôle	Maitrise d'ouvrage	Exploitation
Ouvrages RESEAU ₃₁			RESEAU ₃₁	RESEAU ₃₁
Ouvrages publics hors RESEAU ₃₁	RESEAU ₃₁	RESEAU ₃₁	Propriétaire de l'ouvrage	Propriétaire de l'ouvrage
Ouvrages privés	RESEAU ₃₁	RESEAU ₃₁	Propriétaire de l'ouvrage	Propriétaire de l'ouvrage
Absence d'ouvrage collectif ⁷	RESEAU ₃₁	RESEAU ₃₁		
Rejets d'usagers	RESEAU ₃₁	RESEAU ₃₁	Propriétaire du rejet	Propriétaire du rejet

⁷ Au sens de la loi MOP dans le cas de rejets dans un fossé (privé ou public), caniveau ou dans le cas de stockage/infiltration

9.2. Obligations de l'Usager

L'Usager du service n'a pas d'obligation de se raccorder à un AHÉL et en particulier aux ouvrages publics de collecte des eaux pluviales et de ruissellement en usant de son droit à disposer sur son fond de ses eaux pluviales (article 641 du Code Civil) dès lors qu'il dispose d'aménagements adaptés à leur stockage.

Cette obligation de raccordement ne s'applique qu'en cas d'impact avéré sur le milieu, la sécurité des personnes ou l'état sanitaire en vertu de l'article R-111-2 du Code de l'Urbanisme et en cas de prescription d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN).

En absence d'AHÉL et en cas d'obligation de raccordement, le bâtiment/ouvrage existant/projeté sera impropre à sa destination.

Tout usager s'engage :

- à respecter les dispositions du présent règlement et, d'une manière générale, l'ensemble de la réglementation applicable ;
- à ne pas déverser de substances ou produits prohibés dans les ouvrages publics et à faire usage de ses installations en respectant les règles sanitaires et celles du présent règlement ;
- à s'acquitter, dans les délais requis, des sommes dues au titre de l'application du présent règlement ;
- à laisser l'accès aux agents de RESEAU₃₁ pour procéder aux contrôles prévus dans le cadre du présent règlement ;
- à alerter immédiatement le service d'astreinte de RESEAU₃₁ en cas de rejet accidentel de produits/déchets solides/liquides/gazeux dangereux ou susceptibles de nuire à la santé et à l'environnement
- à assurer une veille météorologique afin d'anticiper les risques de colmatage et de débordement

Article 10 - DEBIT ADMISSIBLE, SURFACE LIMITE ET IMPERMEABILISATION

Tout usager qui aménage une surface sur une unité foncière dont la valeur minimale figure ci-après doit chercher en priorité à éviter voire limiter le rejet d'eaux pluviales en dehors de ses limites.

Sans autorisation au titre du code de l'urbanisme	Avec autorisation au titre du code de l'urbanisme
Sans limite	1000 m ² <

A défaut l'imperméabilisation supplémentaire sera compensée de manière à ne pas augmenter le débit des eaux de ruissellement et altérer la qualité des milieux naturels :

Secteurs où le réseau est unitaire

Tout projet d'imperméabilisation doit gérer sur l'unité foncière le ruissellement produit par une pluie mensuelle. Pour les parcelles de taille supérieure au seuil fixé à l'article 29 et dans des cas d'insuffisances de réseaux ou de milieux récepteurs sensibles, une gestion quantitative et/ou qualitative des eaux pluviales spécifique plus contraignante peut être imposée.

L'objectif de RESEAU₃₁ demeure clairement de séparer les eaux pluviales et les eaux usées à leur source. Des programmes de déconnexion seront engagés par RESEAU₃₁.

Pour rappel le règlement d'assainissement collectif s'applique pour les réseaux unitaires.

Autres secteurs

Tout projet générant une surface imperméabilisée⁸ supérieure à la valeur limite figurant ci-après devra prévoir, sur le terrain support de l'opération, prendre en compte le ruissellement produit par une **pluie décennale**.

Sans autorisation au titre du code de l'urbanisme	Avec autorisation au titre du code de l'urbanisme
300 m ² <	100 m ² <

Le débit de fuite autorisé sera limité au débit naturel du bassin versant considéré, sans que celui-ci ne puisse excéder un débit **5 l/s/ha** pour la **pluie de période de retour figurant dans le tableau ci-après**. Il sera décliné dans chaque zonage géographique de RESEAU₃₁. A défaut RESEAU₃₁ le communiquera lors de l'instruction de la demande dans le respect des fréquences suivantes :

	Fréquence de calcul des orages pour lesquels aucune mise en charge de peut se produire		Fréquence de calcul des inondations	
	Période de retour	Probabilité de dépassement	Période de retour	Probabilité de dépassement
Zone rurale	1 année sur 1	100%	1 année sur 10	10%
Zone résidentielle	1 année sur 2	50%	1 année sur 20	5%
Centre-ville, zone industrielle et commerciale	1 année sur 5	20%	1 année sur 30	3%
Voie à enjeu national, passage souterrain	1 année sur 10	10%	1 année sur 50	2%

Fréquences de calcul recommandées à utiliser sur la base de critère de mise en charge et de débordement
NF EN752 AFNOR

Ce débit de fuite ne saurait être inférieur à **5 l/s** soit un diamètre **50 mm**.

Les valeurs des coefficients de ruissellement à prendre ne compte figurent à l'article 16.3

La surface imperméabilisée sera calculée par le pétitionnaire de la manière suivante :

$$S = \sum (S_i \times C_i)$$

Avec : S_i surface unitaire

C_i coefficient de ruissellement unitaire

Article 11 - REGLES DE DIMENSIONNEMENT

Les prescriptions pour le dimensionnement des dispositifs de gestion des eaux pluviales sont :

- prendre en compte la surface totale du projet ;
- gérer, à l'échelle de l'opération, la pluie locale de durée la plus défavorable, et garantir les niveaux de service et protection en application du zonage pluvial selon l'article 7.1 ;
- assurer la vidange des ouvrages en moins de **24 h** (sauf impossibilité technique démontrée mais ne pouvant pas excéder **48 h**) ;
- assurer la continuité hydraulique des écoulements sans risque d'inondation jusqu'à l'exutoire naturel (apports extérieurs et surverse sur la base du débit de pointe d'un événement pluvieux centennal).
- à défaut d'infiltration la capacité hydraulique de l'exutoire sera démontrée par le pétitionnaire.

La concertation entre le pétitionnaire et RESEAU₃₁ dès le démarrage de la conception permettra de vérifier l'intégration des prescriptions définies dans les divers règlements (PLU, zonage pluvial, règlement de service...).

⁸ Y compris voirie, bâtiments et ouvrages existants

Article 12 - PLUIE DE REFERENCE

La pluie de référence pour dimensionner les ouvrages et aménagements sera au **minimum** de **fréquence décennale**. Les coefficients de Montana correspondant sont les suivants :

$$P = a \times t^{(1-b)}$$

avec P : valeur intensité de la précipitation (mm)

t : temps de concentration (min)

a, b : coefficients de Montana (mm/h)

	T = 10 ans	T = 30 ans	T = 100 ans
Durée de précipitation 6 min < t < 30 min			
a	4,655	5,666	6,457
b	0,447	0,428	0,395
Durée de précipitation 30 min < t < 2 h			
a	15,027	18,757	22,328
b	0,793	0,784	0,769

Source : Météofrance Toulouse-Blagnac

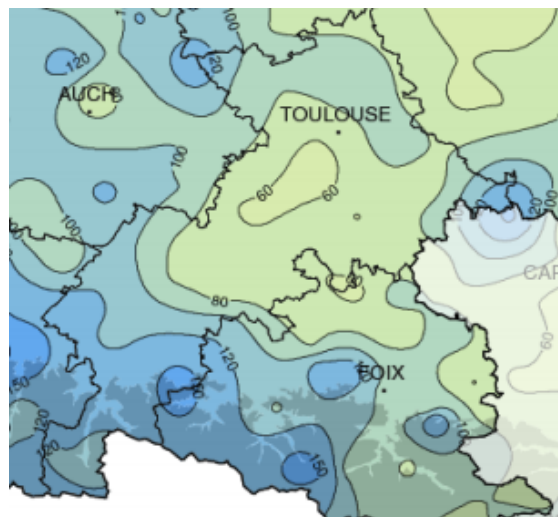
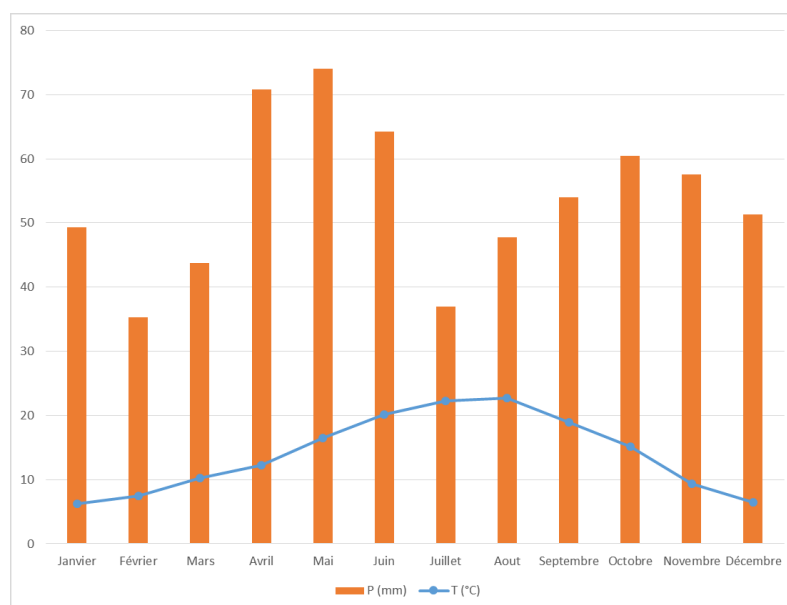


Illustration Météofrance pluviométrie juin 2018

Précipitations et températures mensuelles moyennes Toulouse-Blagnac 1999-2009

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
T (°C)	6,2	7,4	10,2	12,2	16,5	20,1	22,3	22,7	18,9	15,1	9,4	6,5
P (mm)	49,3	35,3	43,8	70,8	74	64,2	37	47,7	54	60,5	57,5	51,3



Comme le montre l'histogramme ci-avant, **les mois les plus pluvieux** de cette partie de l'Occitanie demeurent ceux de **fin de printemps**. Les aménageurs et usagers du service devront en tenir compte dans leurs dimensionnements.

Article 13 - VEILLES METEOROLOGIQUE ET HYDROLOGIQUE

Les Usagers du service devront prendre leurs précautions afin que leurs équipements et ouvrages soient en état d'accepter la pluviométrie pour lesquels ils ont été conçus.

Ils devront également rester attentifs aux consignes de sécurité communiquées par le maire, au titre de son pouvoir de Police, les collectivités compétentes, les services de l'Etat, le SDIS

Le suivi des vigilances météorologiques et hydrologiques pourra se faire par les Usagers à l'aide des outils d'information courant comme les médias et les sites internet dédiés comme Météofrance <http://www.meteofrance.com> ou Vigicrue (<https://www.vigicrues.gouv.fr>). D'autres outils locaux peuvent également être déployés (SMS, sirène par exemple) dans le cadre des PPRI et des PCS.



RESEAU₃₁ n'a pas vocation à informer en temps réel les Usagers du service des événements météorologiques et hydrologiques à venir.

CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS RELATIVE AU SYSTEME PUBLIC DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

Article 14 - LE SCHEMA DIRECTEUR

RESEAU₃₁ établit en lien avec les collectivités adhérentes aux compétences eaux pluviales et ruissellement un schéma directeur qui vise à

- déterminer les enjeux
- diagnostiquer les ouvrages publics et privés d'intérêt
- proposer des scénarios d'aménagement et de protection de l'environnement des biens et des personnes
- de fixer, le cas échéant des règles particulières, permettant une protection optimisée
- de retenir le scénario le plus adapté après consultation des acteurs du territoire
- de proposer un zonage

A défaut de réalisation de cette étude, RESEAU₃₁ s'appuiera sur celles en sa disposition.

Article 15 - LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Selon les dispositions figurant à l'article 7.3 du règlement, un zonage de Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement est établi à l'issu d'un schéma directeur par RESEAU₃₁. Ce zonage est soumis à enquête publique. A l'issue de la procédure il devient opposable aux tiers et sera annexé aux documents d'urbanisme en vigueur.

En absence de document d'urbanisme local, et donc soumis au règlement national d'urbanisme (RNU), la détermination des parties urbanisées/urbanisables, au sens de l'article L. 111-3 du code de l'urbanisme, relève de l'appréciation de la collectivité compétente⁹ en matière d'urbanisme. Pour cela elle tient compte pour cela de la densité des constructions, de l'existence de voies ou d'équipements¹⁰.

Chaque zonage a aussi pour vocation :

- **de fixer les limites des interventions des collectivités compétentes** dans le domaine de l'eau :

B	D1.1	D1.2	D2	D3	D4
Assainissement collectif unitaire	Eaux pluviales	Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou lutte contre l'érosion des sols	Approvisionnement en eau et ouvrages hydrauliques	GEMAPI bloc obligatoire	Autres compétences liées au grand cycle d'eau

- **d'identifier les cours d'eau exclus des périmètres des compétences eaux pluviales et eaux de ruissellement** sur la base des cartographies de l'Etat
- **d'identifier les cours d'eau sensibles aux eaux pluviales/ruissellement** après concertation des collectivités compétentes en matière de GEMAPI
- **de déterminer « les aménagements hydrauliques à écoulement libre (AHEL) »** publics et privés d'intérêts publics
- **de personnaliser les règles de Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement aux secteurs sensibles de chaque adhérent** conformément aux dispositions figurant au règlement

⁹ Instruction ministérielle INTB1822718J du 28/08/2018

¹⁰¹⁰ Avis du Conseil d'Etat du 30/10/1987 Mme Cadet, n° 81236

Article 16 - LA GESTION DES IMPERMEABILISATIONS

En fonction des diagnostics, il pourra apparaître que les conditions d'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ne devront pas d'une part aggraver la situation et d'autre part nécessiter des actions sur l'existant.

16.1. Nouvelles imperméabilisations

RESEAU₃₁ pourra demander de compenser toute augmentation du ruissellement induite par de nouvelles imperméabilisations de sols (création, ou extension de bâtis ou d'infrastructures existants), par la mise en œuvre de dispositifs de stockage des eaux pluviales (bassin d'infiltration ou rétention) ou d'autres techniques alternatives selon les conditions de surface limites et de débit admissible fixés aux articles 10 à 12.

Les techniques alternatives complètent ou se substituent à l'assainissement classique par collecteur. Elles ont pour fonction principale de limiter les débits de pointe en aval afin d'éviter une concentration des eaux dans des réseaux saturés :

- par infiltration lorsque les sols y sont favorables,
- par stockage temporaire des eaux de pluie avant leur restitution à débit contrôlé dans le réseau aval (collecteurs, caniveaux, fossé, vallon...) si infiltration impossible,
- par combinaison du stockage temporaire et de l'infiltration.

Les conséquences techniques, foncières et financières des adaptations demandées par RESEAU₃₁ seront à la charge de l'utilisateur.

16.2. Imperméabilisations existantes

RESEAU₃₁ prendra en compte dans chaque demande d'utilisateur de la totalité de son projet y compris l'existant situé dans l'unité foncière. Ainsi les prescriptions citées ci-avant pourront dans ce cas de figure s'appliquer. Les conséquences techniques, foncières et financières des adaptations demandées par RESEAU₃₁ seront à la charge de l'utilisateur.

RESEAU₃₁ ne pourra imposer des prescriptions sur l'existant dès lors que l'utilisateur ne demande pas de modification. Par contre RESEAU₃₁ pourra proposer des aménagements en domaine privé qui demeureront à ses frais dans la mesure où l'utilisateur est en conformité avec la réglementation en vigueur.

16.3. Coefficients d'imperméabilisation

Les valeurs minimales suivantes sont à prendre en compte dans la conduite des projets :

	Coefficient d'imperméabilisation
Espace vert	0
Gravier, terre battue	0,2
Stabilisé, pavé autobloquant, toiture terrasse végétalisée	0,5
Aire goudronnée, bétonnée et carrelée	1

Article 17 - LA GESTION DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES

17.1. Règles générales de gestion

Les **aménagements hydrauliques à écoulements libres (AHEL)** visant à freiner la concentration des ruissellements vers les secteurs situés en aval, et à préserver les zones naturelles d'expansion ou d'infiltration des eaux, font l'objet de règles générales à respecter :

- conservation des cheminements naturels,
- ralentissement des vitesses d'écoulement,
- maintien des écoulements à l'air libre plutôt qu'en souterrain,
- réduction des pentes et allongement des tracés dans la mesure du possible,
- augmentation de la rugosité des parois, aux profils en travers plus larges.

Ces mesures sont conformes à la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003, qui s'attache à rétablir le caractère naturel des cours d'eau, et valide les servitudes de passage pour l'entretien. Elles s'appliqueront au titre de ce règlement et devront être incluses dans les documents d'urbanisme concernés.

L'entretien de l'AHEL est réglementairement à la charge

- des propriétaires riverains pour ce qui concerne les fossés et rivières
- des propriétaires des canaux
- des propriétaires des ouvrages situés en domaines publics ou privés

17.2. Entretien et aménagement des fossés, noues, canaux et cours d'eau

Les propriétaires sont tenus à entretenir régulièrement leurs aménagements. Les déchets issus de cet entretien seront évacués.



Sauf cas spécifiques liés à des obligations d'aménagement (création d'ouvrages d'accès aux propriétés, nécessités de stabilisation de berges, incompatibilité de l'infiltration ...), la couverture et le busage de fossés, noues, canaux ou cours d'eau sont proscrits ainsi que leur bétonnage.

Cette mesure est destinée d'une part, à ne pas aggraver les caractéristiques hydrauliques, et d'autre part, à faciliter leur surveillance et leur nettoyage.

Les remblaiements ou élévations de murs dans le lit des fossés sont proscrits. L'élévation de murs et de digues en bordure de fossés ou de tout autre aménagement, ne sera pas autorisée, sauf avis dérogatoire du service gestionnaire dans le cas où ces aménagements seraient destinés à protéger des biens sans créer d'aggravation par ailleurs. Une analyse hydraulique pourra être demandée suivant le cas.

17.3. Restauration des axes naturels d'écoulement des eaux

La restauration d'axes naturels d'écoulements, ayant disparus partiellement ou totalement, pourra être demandée par lorsque cette mesure sera justifiée par une amélioration de la situation locale.

17.4. Maintien des zones d'expansion des eaux

Une largeur libre minimale devra être maintenue, afin de conserver une zone d'expansion des eaux qui participe à la protection des secteurs de l'aval. Lorsque la parcelle à aménager est bordée par un fossé ou un vallon, et par dérogation au Code de l'Urbanisme (article R.111-19), les constructions nouvelles devront se faire en retrait du fossé ou vallon, et non sur la limite parcellaire, afin d'éviter un busage et de conserver les caractéristiques d'écoulement des eaux. La largeur libre à respecter, comme la distance minimale de retrait, seront étudiées au cas par cas, en concertation avec le service gestionnaire.

17.5. Respect des sections d'écoulement des collecteurs

Les réseaux de concessionnaires et ouvrages divers ne devront pas être implantés à l'intérieur des collecteurs, fossés et caniveaux pluviaux. Les sections d'écoulement devront être respectées, et dégagées de tout facteur potentiel d'embâcle.

17.6. Protéger les zones à enjeux contre les coulées de boues

Le zonage identifiera les secteurs agricoles sensibles au ruissellement et générateur de coulées de boues (cf article 19.1). Il préconisera dans ces secteurs la réalisation d'ouvrages ou de zones tampon (bandes enherbées, noues naturelles ...) et des recommandations en matière d'assolement (type, période, sens des labours, rotation ...)

17.7. Projets interférant avec des collecteurs pluviaux

Les projets qui se superposent à des collecteurs pluviaux d'intérêt général, ou se situent en bordure proche, devront réserver des emprises pour ne pas entraver la réalisation de travaux ultérieurs de réparation ou de renouvellement par RESEAU³¹. Ces dispositions seront prises dès la phase conception. Elles pourront être incluses dans les documents d'urbanisme en vigueur.

17.8. Mutualisation des projets

Dès lors qu'un projet (public ou privé) peut s'envisager sur un secteur (public ou privé) identifié comme utile à la gestion des eaux pluviales et de ruissellement, une mutualisation sera envisagée.

Elle pourra déboucher sur une convention de superposition d'affectation qui fixera les conditions techniques, financières et réglementaires de réalisation et de fonctionnement des parties.



Article 18 - LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

18.1. Lutte contre la pollution des eaux pluviales

Lorsque la pollution apportée par les eaux pluviales risque de nuire à la salubrité publique ou au milieu naturel aquatique, RESEAU₃₁ peut prescrire au maître d'ouvrage, la mise en place de dispositifs spécifiques de traitement en particulier de séparateurs d'hydrocarbures pour les activités en lien avec le transport routier.

Les ouvrages de traitement devront être conçus pour traiter les effluents par décantation et/ou filtration. Ces mesures s'appliquent notamment aux aires industrielles, aux eaux de drainage des infrastructures routières et des parkings. Il sera également demandé aux maîtres d'ouvrage d'infrastructures existantes de réaliser des mises à niveau lors d'opérations de maintenance ou de modifications importantes.

L'entretien, la réparation et le renouvellement de ces dispositifs sont à la charge du propriétaire sous le contrôle de RESEAU₃₁.

18.2. Protection de l'environnement aquatique

Les aménagements réalisés dans le lit ou sur les berges des cours d'eau ne devront pas porter préjudice à la flore aquatique et rivulaire d'accompagnement, qui participe directement à la qualité du milieu.

Les travaux de terrassement ou de revêtement des terres devront être réalisés en retrait des berges. La suppression d'arbres et arbustes rivulaires devra être suivie d'une replantation compensatoire avec des essences adaptées.

Le recours à des désherbants pour l'entretien des AHÉL est proscrit.



18.3. Protection contre les nuisances

Les AHÉL ainsi que les ouvrages associés (mares, bassin de rétention ...) peuvent être des vecteurs de développement ou s'installation d'espèces végétales ou animales (moustiques, serpents, rongeurs, batraciens, roseaux ...).

Elles contribuent, à leur manière, au maintien d'une biodiversité y compris en site urbain.

Les usagers pourront s'équiper de dispositifs afin d'éviter certaines nuisances (grilles ou clapets sur canalisations contre les rongeurs par exemple) tout en vérifiant que celles-ci ne perturbent pas le bon écoulement hydraulique pour lesquelles elles sont conçues.



En aucun cas la responsabilité de RESEAU₃₁ ne saurait être engagée en cas de nuisances générées par les espèces ayant élu domicile dans ces aménagements.

Les usagers ne pourront exiger de RESEAU₃₁ aucune intervention afin de d'empêcher ou limiter ces nuisances dès lors que les ouvrages respectent les fonctions hydrauliques pour lesquelles ils ont été conçus ainsi que la réglementation.

18.4. Protection contre les dangers

Les concepteurs et exploitants d'ouvrages devront se prémunir contre les dangers potentiels liés aux chutes ou à la noyade.

Article 19 - L'IMPACT DE L'ACTIVITE HUMAINE SUR LE BASSIN VERSANT

Afin de respecter les objectifs cités ci-avant, les acteurs du territoire devront mettre en œuvre des pratiques vertueuses permettant d'atteindre les bons états des masses d'eau recherchés et d'une manière générale protéger et améliorer la qualité de la vie et de l'environnement.

Il est rappelé qu'en cas de dégâts causés par directement ou indirectement par un usager sa responsabilité pourra être recherchée ainsi que la réparation des dommages du fait

19.1. Activité agricole

D'une manière générale sur les aires agricoles et naturelles, les actions visant à privilégier la réduction voire la suppression des intrants seront favorisées.

En présence de cultures céréalières



De même les techniques et périodes de labours devront contribuer à éviter les coulées de boues lors des événements climatiques de printemps et d'automne.

Pour cela des semis de plein champ, bandes enherbées, haies seront préférés.

Le zonage pourra identifier et délimiter des secteurs à enjeux à protéger contre les coulées de boues (article 17.6).

En présence de cultures fruitières



Le travail du sol devra prendre en compte du risque ruissellement.

Tout comme pour les productions céréalières, les techniques d'irrigation et de drainage devront être accompagnées d'exutoires adaptés à la collecte et au transport des eaux.

En présence de sylviculture



En zone de montagne, les prélèvements de bois et créations de pistes forestières resteront compatibles avec la situation du bassin versant.

RESEAU₃₁ pourra être sollicité par l'autorité instructrice et émettre un avis lors des procédures de défrichement, plan de gestion simple (PGS) et autorisation administratives de coupes ainsi que les déclarations/autorisations IOTA.

Sera particulièrement surveillé l'impact de ces coupes sur la qualité des eaux en présence de captages d'eau potable, d'eau minérale ou d'eau thermale ainsi qu'en cas de zones de baignade.

En présence d'élevage



Les stabulations agricoles devront collecter et traiter les eaux de ruissellement conformément au règlement sanitaire départemental (cf. article 7.5).

Le lisier, purin, jus d'ensilage et de lavage des aires stockés devra également faire l'objet de mesures particulières dépendantes de la nature et du nombre de bêtes.

Les bassines de désinfection des animaux ne devront pas être déversées dans les AHÉL à enjeux environnementaux ou sanitaires.

Les brulis de prairie devront rester compatibles avec le maintien d'un écosystème favorable à la rétention d'eau de ruissellement. Ils seront conformes à la réglementation en vigueur.

L'impact de ces lieux de concentration d'animaux ayant un impact sur la qualité des eaux superficielles l'attention de RESEAU₃₁ sera renforcée en présence de captages d'eau potable, d'eau minérale ou d'eau thermale ainsi qu'en cas de zones de baignade

19.2. Activités industrielles et commerciales

En zones industrielles et commerciales, les déchets devront être générés prioritairement à la source.

Une attention particulière sera portée sur les activités liées au transport afin que la qualité des eaux rejetées reste conforme.

Seront particulièrement concernés les stations essence, raffineries, zones de fret, parking de grandes tailles, casses et carrosseries.



Dans la grande majorité des cas des équipements de prétraitements seront demandés aux aménageurs.

Les rejets des IOTA dans les AHÉL d'intérêt publics sont soumis à attestation de conformité de RESEAU₃₁ (chapitre II).

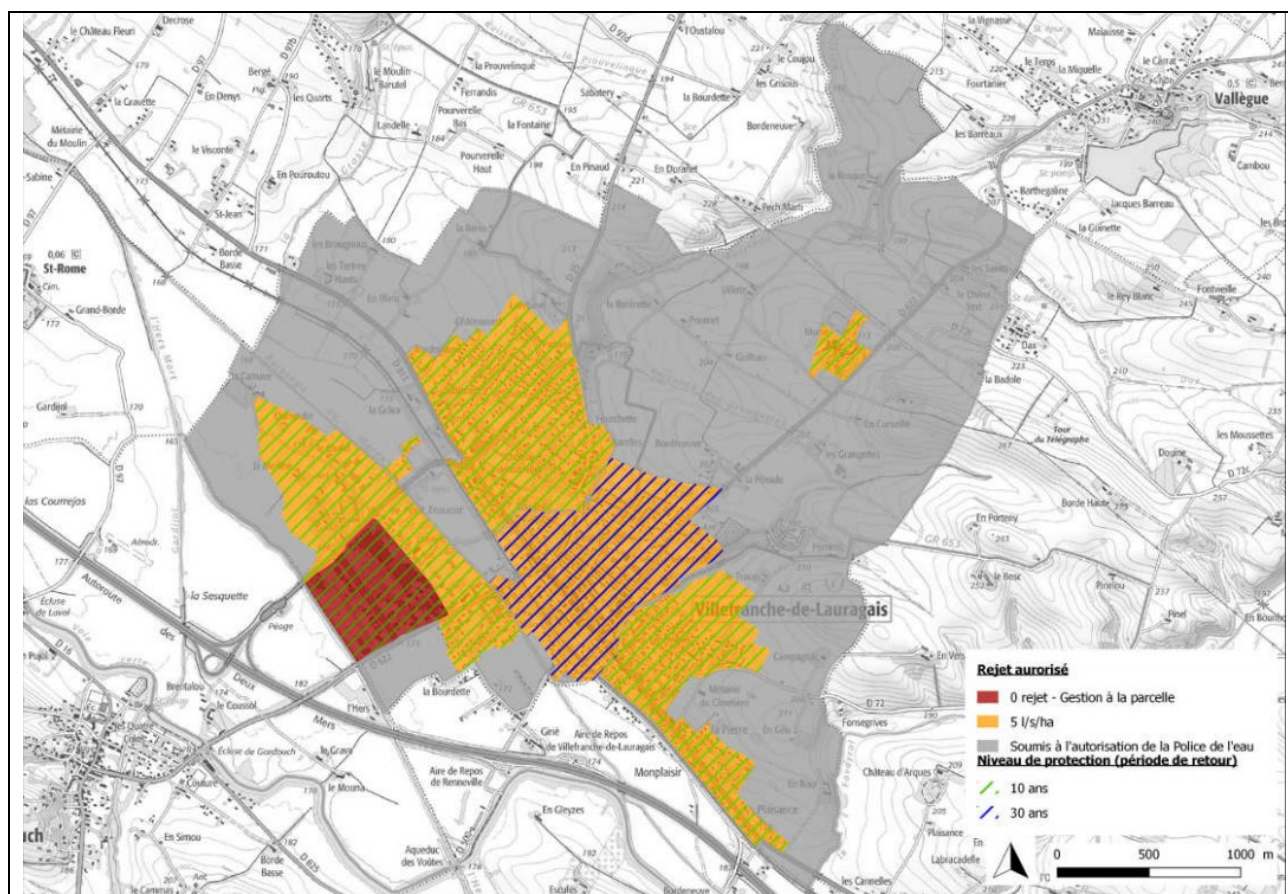
19.3. Déclinaison par commune

L'une manière générale chaque schéma devra identifier sur la totalité du territoire communal concerné ainsi que par extension sur les bassins versants extra-communaux concernés

- les secteurs à enjeux naturels ou humains (habitat, voies de communication, ERP, zone protégées, captage, baignade ...)
- les surfaces agricoles, naturelles, urbanisées ou urbanisables sensibles à l'érosion et susceptibles d'impacter le bassin versant en cas de modification volontaire.
- des zonages dans lesquels les règles de gestion des eaux pluviales et de ruissellement seront étudiés et adaptées aux enjeux et aux aménagements hydrauliques existants ou futurs

Chaque zonage déclinera localement en lien étroit avec document d'urbanisme, des mesures spécifiques par ordre progressif d'importance :

- 1- de recommandations,**
- 2- de protocole-conventions avec les aménageurs et représentant des professions,**
- 3- de servitudes**



Article 20 - L'INTERFACE AVEC LES VOIRIES

La compétence « Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement » est distincte de la compétence « voirie ». Néanmoins ces 2 compétences demeurent étroitement liées.

20.1. Interface entre les compétences

Le zonage de Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement fixe les secteurs de chaque commune sur lesquels les compétences « Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement » et « voirie » ont des intérêts communs. Le schéma directeur et le zonage qui en découle, fixent l'inventaire des ouvrages concernés et leurs propriétés.

A défaut de tels documents, les collectivités concernées fixeront la répartition des tâches leurs incombant.

20.2. Raccordement d'un usager sur un AHEL de voirie

Le gestionnaire du domaine public routier est tenu d'accepter les eaux pluviales et de ruissellement en vertu de la servitude dite d'écoulement des eaux fixées aux articles 640 à 643 du Code Civil. Il fixera les conditions d'acceptation des eaux pluviales et de ruissellement sur ses aménagements hydrauliques à écoulement libre (AHEL) dès lors que la demande résulte d'une modification du régime hydraulique considérée comme une servitude d'écoulement.



Le gestionnaire du domaine public routier pourra prescrire des mesures/équipements particuliers afin de protéger son AHEL.

Le pétitionnaire se rapprochera du gestionnaire compétent et prendra connaissance de son règlement.

20.3. Raccordement d'une voirie sur un AHEL syndical

Le raccordement d'une voirie ou de sa dépendance sur un AHEL syndical est soumis à autorisation de RESEAU₃₁ au même titre que les usagers du service public des eaux pluviales et de ruissellement.

A défaut de procès-verbal de transfert de biens explicite, le périmètre du domaine public routier inclut les natures de dépendances de voirie suivantes :

Les ouvrages	Les équipements hydrauliques	Les équipements*
Les fossés Les talus Les accotements Les trottoirs Les pistes cyclables Les terres pleins-centraux Les parkings Les ouvrages d'art Les délaissés Les chaussées réservoirs Les bassins de rétention	Les grilles avaloir, bouches d'égout ¹¹ et regards associés à la voirie y compris fosse de décantation ¹²¹³ Les débourbeurs et séparateurs à hydrocarbures Les canalisations de branchement des dispositifs de collecte des eaux de voirie Les stations de relevage des eaux pluviales routières	Les arbres Les murs de soutènement Les clôtures et murets L'éclairage public La signalisation

* situés dans le domaine public routier

¹¹ Arrêt du Conseil d'Etat du 28/01/1970 n°76557

¹² Arrêts du Conseil d'Etat du 01/12/1937 commune d'Antibes et du 26/05/1965 commune de Livron

¹³ Arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Douai n°10DA00168 du 16/11/2010

20.4. Gestion des voiries et dépendances

L'investissement et le fonctionnement du domaine public routier est assuré par le gestionnaire compétent.

Dans la mesure où l'exercice de la compétence voirie aurait des conséquences sur les AHÉL ainsi que le milieu naturel récepteur des eaux pluviales et de ruissellement, RESEAU₃₁ en répercutera les conséquences sur le gestionnaire de voirie.



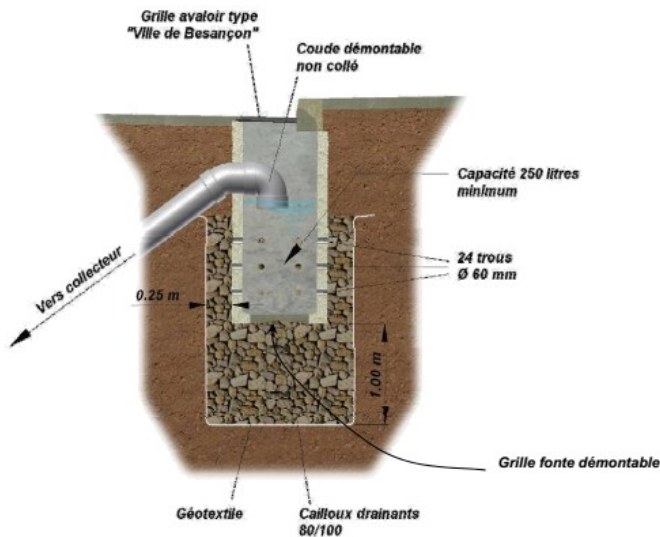
Le gestionnaire de la voirie aura alors à sa charge de rechercher les auteurs des dommages subis et de leur répercuter les coûts et responsabilités associés.

20.5. Prescriptions spécifiques

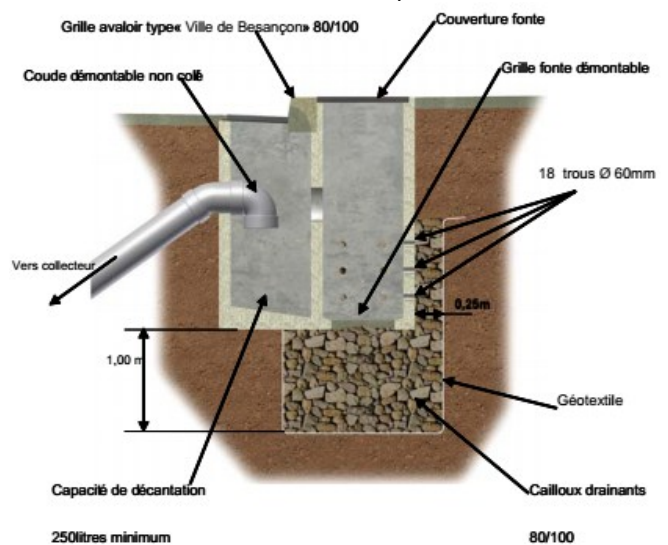
La réduction des nuisances dès leurs origines demeure la priorité des actions à engager y compris en matière de voirie. Ainsi l'infiltration et le stockage seront privilégiés

- en cas de géologie favorable
- en particulier lorsque l'encombrement des réseaux sous le domaine public s'avère délicat comme en centre bourg
- sauf en cas de démonstration de l'impossibilité ou de moyens disproportionnés à mobiliser.

Avaloir A faible trafic



Avaloir B trafic moyen/intense



Exemple de prescriptions (source CA Besançon 2013)

Article 21 - L'INTERFACE AVEC LES COURS D'EAU (GEMAPI)

21.1. Interface entre les compétences

Le zonage de Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement fixe les secteurs de chaque commune sur lesquels les compétences « Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement » et « GEMAPI » ont des intérêts communs. Chaque schéma directeur et le zonage qui en découle, fixe l'inventaire des cours d'eau concernés et les ouvrages/équipements concernés.

A défaut de tels documents et compte tenu des clauses du présent règlement, les collectivités concernées fixeront la répartition des tâches leurs incombant.

21.2. Raccordement d'un usager sur un cours d'eau

La collectivité compétente en GEMAPI ainsi que les services de l'Etat au titre des travaux en lit mineurs/majeurs d'un cours d'eau peut fixer des conditions de déversement des eaux pluviales par les usagers du service.

Elles fixeront leurs conditions d'instruction des demandes de rejets (cours d'eau, surface active, procédure ...). A défaut elles seront systématiquement sollicitées. Leur silence vaudra acceptation.



21.3. Gestion des cours d'eau et dépendances

Sauf dispositions particulières actées dans chaque zonage ou contractuellement entre collectivités compétentes, le périmètre d'intervention du service de Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement inclut

- les bassins de rétention en lit majeur dimensionnés pour les intensités/occurrences d'évènements pluviaux
- les stations de pompage pluviales

Par contre il exclut

- les cours d'eau aménagés (buses, caniveaux)
- les dispositifs de dégrillage sur cours d'eau
- les digues et équipements les constituants (inclinomètres et clapets anti-retours)

Article 22 - L'INTERFACE AVEC LES ESPACES VERTS

22.1. Interface entre les compétences

La Nature en Ville demeure un engagement positif des collectivités en faveur du développement durable de ses habitants. Afin de permettre la croissance de végétaux et l'aménagement de zones sportives ou d'agrément, de l'eau doit être acheminée vers ces coulées vertes puis évacuées.

Le zonage fixe les secteurs de chaque commune sur lesquels les compétences « Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement » et « Espaces verts » ont des intérêts communs. Le schéma directeur et le zonage qui en découle, fixent l'inventaire des ouvrages concernés et leurs propriétés.

A défaut de tels documents et compte tenu des clauses du présent règlement, les collectivités concernées fixeront la répartition des tâches leurs incombant.

22.2. Raccordement d'un espace vert sur un AHEL syndical

Le raccordement d'un espace vert sur un AHEL syndical est soumis à autorisation de RESEAU³¹ au même titre que les usagers du service.

Ce raccordement est situé en limite de domaine public.

Est considéré comme patrimoine des « espaces verts » tout ouvrage et équipement comme :

- Bassin d'agrément
- Fontaines et leurs exutoires
- Terrains de sport et leurs équipements d'arrosage et de drainage
- Parcs

22.3. Gestion des espaces verts

Sauf disposition particulière conclue entre les collectivités compétentes, l'investissement et le fonctionnement du patrimoine est assuré par le gestionnaire de la compétence « espaces verts » jusqu'en limite de domaine public.

CHAPITRE II : CONDITIONS DE RACCORDEMENT AU SYSTEME PUBLIC DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

Le schéma d'instruction figure à l'article 29

Article 23 - ABSENCE DE RACCORDEMENT

**La règle première demeure d'infiltrer les eaux pluviales à la parcelle.
L'évacuation des eaux pluviales reste une dérogation à la première règle.**

23.1. Capacité d'infiltration

L'Usager devra démontrer la possibilité de cette infiltration par une étude hydrogéologique conforme à la norme NF-P 94-500 de novembre 2013 à savoir au minimum :

- une mesure de perméabilité inférieure à 10^{-6} m/s à -1 m minimum du TN ou du niveau de la nappe mesurée ; mesure référencée en coordonnées Lambert III
- une mesure de niveau de nappe phréatique inférieure à -1 m du TN

L'Usager devra tenir compte de l'étendue de son projet et de l'hétérogénéité géologique du site afin de déterminer le nombre de mesure à réaliser. A défaut RESEAU₃₁ pourra, le cas échéant, les exiger lors de l'instruction.

23.2. Ouvrages et équipements de stockage/infiltration

Dans la mesure où d'une part la géologie permet l'infiltration et d'autre part qu'aucune possibilité d'évacuation des eaux pluviales et de ruissellement n'est ni envisageable ni autorisée dans un aménagement hydraulique à écoulement libre (AHEL), plusieurs dispositifs pourront s'envisager à savoir entre autres

- Bassin d'infiltration sec ou à marnage
- Lagune
- Tranchée drainante
- Noue
- Puits d'infiltration
- Cuve de stockage-restitution ou structure alvéolaire avec ou sans trop-plein
- Toiture et chaussée stockantes avec ou sans végétalisation

La conception de ces ouvrages et équipements est codifiée par des normes et DTU. Ils devront néanmoins respecter les règles suivantes :

- leurs conceptions devront permettre le contrôle du volume de stockage utile lors du constat d'achèvement des travaux et lors des visites ultérieures
- le choix des techniques devra garantir une efficacité durable et un entretien aisé
- les ajutages¹⁴ seront calculés par l'Usager mais resteront adaptables en fonction des événements. Ils seront dotés de dispositifs contre le colmatage et seront régulièrement surveillés et entretenus par l'Usager
- les ouvrages et équipements seront équipés d'une surverse afin d'évacuer les eaux au-delà de l'événement pluvial pris en considération. Ces eaux devront prioritairement s'évacuer sur la parcelle avant de rejoindre le domaine public
- les ouvrages implantés sous une voirie publique ou privée devront respecter les prescriptions techniques de son gestionnaire

Le volume utile de stockage correspondra à **la pluie** figurant à l'article 10 (minimum décennale) et ne saurait être inférieure à **5 m³** pour l'ensemble du projet.

La réalisation des ouvrages/aménagements devront être réalisées selon les règles de l'art en vigueur à savoir en particulier

- la mise en œuvre de trop plein dans le cadre d'ouvrages de stockage
- le respect d'une distance minimale de 3 m à-vis des bâtiments et infrastructures

¹⁴ Dispositif de réglage des débits sortants et volumes de stockage

Article 24 - CONDITIONS GENERALES DE RACCORDEMENT ET DE BRANCHEMENT

24.1. Définitions

Le « **raccordement** » consiste à relier des ouvrages privés de collecte et/ou de gestion des eaux pluviales au système public de collecte des eaux pluviales et de ruissellement à savoir un **Aménagement Hydraulique à Ecoulement Libre (AHEL)** cités à l'article 5

Le « **branchement** » représente l'ensemble des éléments d'évacuation des eaux pluviales qui va de l'immeuble au système public de gestion des eaux pluviales et de ruissellement.

24.2. Instructeurs

Le raccordement sur le système public de collecte des eaux pluviales et de ruissellement ou le non-raccordement en cas d'infiltration/stockage doivent faire l'objet :

- d'une autorisation de l'Etat en cas de procédure IOTA instruite par la DDT, la DREAL et/ou l'ARS après attestation de conformité de RESEAU₃₁
- d'une attestation de conformité de RESEAU₃₁ dans les autres cas

24.3. Modalités générales de réalisation des raccordements

Tout usager peut solliciter une attestation de conformité de raccordement de ses eaux pluviales au service à la condition que ses ouvrages privés soient conformes aux règlements du service en vigueur et que le stockage/infiltration ne soit envisageable à la parcelle.

D'une façon générale, seul le trop-plein des espaces mis à contribution pour la gestion des eaux pluviales et/ou celui des ouvrages autorisés pour la gestion des eaux pluviales rejoindra le système public.

Le déversement d'eaux pluviales sur la voie publique ou le trottoir est interdit dès lors qu'il existe un système de collecte des eaux pluviales aux capacités hydrauliques suffisantes.

En cas d'absence ou d'impossibilité de raccordement ainsi qu'en cas de capacité hydraulique insuffisante, RESEAU₃₁ ne pourra être mis en demeure d'effectuer les travaux nécessaires sur le système de collecte public. L'attestation de conformité pourra alors être négative. Le service instructeur au titre des autres procédures réglementaires (santé, urbanisme, environnement) sera destinataire de cet avis.

24.4. Modalités générales de réalisation des branchements

RESEAU₃₁ fixera le nombre de branchements à installer par immeuble ou ouvrages à raccorder. Tout immeuble desservi par le réseau public d'assainissement pluvial est pourvu d'un branchement unique. Exceptionnellement, sur demande du propriétaire et après accord de RESEAU₃₁, ou si des contraintes techniques particulières l'exigent plusieurs branchements peuvent être réalisés pour un même immeuble.

Un branchement ne peut recueillir, sauf cas exceptionnel en accord avec RESEAU₃₁, les eaux que d'un seul immeuble ou terrain à raccorder. En cas de division ultérieure de l'immeuble ou terrain, chaque fraction devra avoir son propre branchement.

RESEAU₃₁ fixe le tracé, le diamètre, la pente de la canalisation ainsi que l'emplacement du "regard de branchement", au vu de la demande de l'Usager.

24.5. Achèvement des travaux

Après réalisation de l'immeuble et du raccordement de la partie privative au regard de branchement, RESEAU₃₁ effectue une visite de conformité. Si la partie privative du branchement n'est pas conforme, RESEAU₃₁ se réserve le droit de ne pas raccorder au réseau l'immeuble concerné.

Article 25 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU RACCORDEMENT

25.1. Branchement à un réseau pluvial syndical

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement, située tant sous le domaine public que privé,
- un ouvrage dit "regard de branchement" placé, de préférence, sur le domaine public, en limite de propriété, pour le contrôle et l'entretien du branchement. Ce regard doit être visible et accessible en toute circonstance. Son tampon sera adapté à sa localisation (trottoir, voirie ...) et aux conditions particulières locales (enneigement par exemple)
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble à partir du regard de branchement.
- le cas échéant un dispositif de protection contre les reflux d'eau (vannes, clapet ...) situé en domaine privé dont le pétitionnaire a la responsabilité du choix, de la conception et de la réalisation et le propriétaire la responsabilité de l'entretien.

La partie publique du branchement est la partie comprise entre le collecteur principal et le regard de branchement, regard de branchement inclus.

Elle fait partie intégrante du réseau public et reste propriété de RESEAU₃₁ quel que soit le mode de premier établissement.

La partie publique du branchement est exécutée par RESEAU₃₁ en régie ou par entreprise mandatée. Le contrôle est assuré par les agents de RESEAU₃₁. La partie privative du branchement est la partie en amont du regard de branchement.

Le branchement pourra être le trop-plein d'un dispositif de stockage si RESEAU₃₁ le demande.



Pour les branchements réalisés antérieurement à l'adoption du présent règlement, RESEAU₃₁ se réserve la possibilité de modifier le branchement pour le mettre en conformité avec les dispositions figurant dans le document.

25.2. Branchement à un réseau pluvial privé

Le réseau collectif privé constitue un branchement à un AHEL. Tout nouveau branchement à un réseau privé devra respecter les prescriptions figurant au 19.1.

25.3. Raccordement à un fossé, une noue, un canal ou un ruisseau

Le branchement collectif ou individuel comprend :

- une canalisation de branchement entre le(s) immeubles et imperméabilisations et l'aménagement ainsi que des regards de changement de direction et de trop plein
- en fonction de sa localisation un clapet de nez, située tant sous le domaine public que privé,
- un aménagement consolidé de la berge afin d'accompagner les écoulements vers le fil d'eau pour éviter toute érosion, dégradation ou affouillement. Cet aménagement devra

s'adapter aux conditions locales d'intégration et d'écoulement. Cet aménagement inclura si nécessaire la totalité du fil d'eau. Il pourra également nécessiter, en cas de besoin, une protection de la berge opposée.

25.4. Branchement à un caniveau de voirie ou de trottoir

Le branchement comprend depuis l'immeuble ou la surface imperméabilisée :

- une canalisation de branchement, située tant sous le domaine public que privé,
- un ouvrage dit "regard de branchement" placé, de préférence, sur le domaine public, en limite de propriété, pour le contrôle et l'entretien du branchement. Ce regard doit être visible et accessible en toute circonstance. Son tampon sera adapté à sa localisation (trottoir, voirie ...) et aux conditions particulières locales (enneigement par exemple)
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble à partir du regard de branchement.

25.5. Cas des gouttières de collecte en domaine privé

Des dispositions particulières devront prises en matière d'évacuation des eaux de toitures :

- mise en place de dauphins de gouttière ou gargouille dont les caractéristiques pourront être spécifiques, le sabot en fonte et le diamètre minimale de **80 cm**
- matériaux des gouttières (descente et chenaux) tout en sachant que d'une manière générale le PVC sera proscrit
- dispositifs de rétention de la neige

L'absence de gouttière nécessitera une justification du stockage et du traitement à la parcelle. Elle engage le propriétaire à assumer l'intégralité des conséquences associées à cette non-évacuation.



Dauphin en fonte



Toiture sans gouttière

Des prescriptions particulières supplémentaires pourront s'appliquer lors du déversement des eaux de toiture sur le domaine public. Il en est de même lorsque qu'un bâtiment est situé dans le périmètre de protection des abords d'un monument historique¹⁵.

Article 26 - IMPACT DE L'ATTESTATION DE CONFORMITE SUR L'URBANISME

L'avis émis par RESEAU₃₁ pourra être assujéti de demandes de modification comme la proscription de sous-sol en cas d'inadéquation hydrogéologique, de positionnement d'ouvrages/bâtiments, de dimensionnement de toitures terrasses ...

¹⁵ Loi du 7 juillet 2016

Article 27 - RACCORDEMENT ET OUVRAGE NOUVEAU OU MODIFIE

Tout nouveau branchement sur le système public de Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement ou tout nouvel ouvrage en domaine privé ou public fait l'objet d'une attestation de conformité formalisée auprès de RESEAU₃₁.

Cette demande implique l'acceptation des dispositions du présent règlement.

Toute demande de modification d'un branchement ou d'un ouvrage est assimilée à une nouvelle demande et fait l'objet de la même procédure.

Toute demande de suppression d'un branchement ou d'un ouvrage doit faire l'objet d'une information de RESEAU₃₁. Dans ce cas, le maître d'ouvrage adresse à RESEAU₃₁ un descriptif des installations d'eaux pluviales mises en œuvre.

Article 28 - PIECES A FOURNIR

Pour toutes les demandes

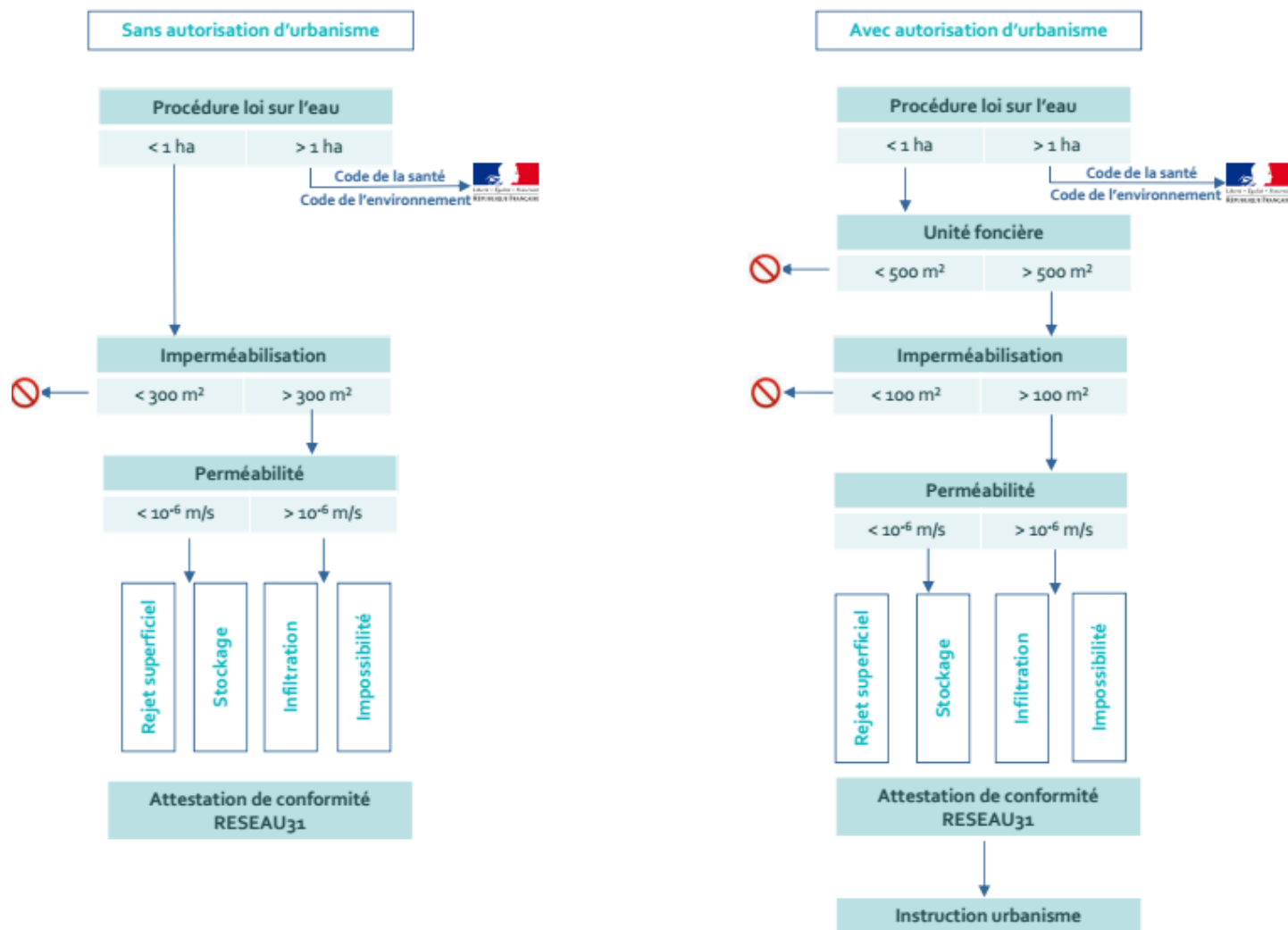
- P1- Le formulaire de demande d'attestation de conformité disponible sur www.reseau31.fr
P2- Un plan de localisation
P3- Le plan masse à l'échelle avec la position et la profondeur des réseaux privés d'eaux pluviales et d'eaux usées, des surfaces imperméabilisées existants et projetées, le bassin versant
P4- Un descriptif du projet faisant état des surfaces imperméabilisées initiales et finales, des calculs hydrauliques justifiant les débits, volumes et diamètre
P5 – Une mesure de perméabilité caractérisant l'infiltration ou justifiant son impossibilité conforme à la norme NF-P 94-500 de novembre 2013 (cf article 23.1)

En absence de raccordement	Aménagement hydraulique à écoulement libre fermé (AHELf) public	Aménagement hydraulique à écoulement libre fermé (AHELf) privé	Aménagement hydraulique à écoulement libre superficiel (AHELs)
Puits, bassin, lagune, tranchée, noue, cuve, structure alvéolaire, toiture-chaussée stockante	Canalisation, ovoïde, ouvrage cadre, drain	Canalisation, ovoïde, ouvrage cadre, drain	Cours d'eau, fossé, caniveau (trottoir ou voirie), canal
P6.1 Caractéristiques de l'aménagement (section hydraulique, bassin versant, singularités permettant d'apprécier son impact) P6.2 Analyse qualitative en cas d'activité non-domestique spécifique	P7.1 l'autorisation de raccordement du propriétaire de l'AHEL si différent de RESEAU31 P7.2 Caractéristiques de l'AHEL (section hydraulique, bassin versant, singularités ...) permettant d'apprécier l'impact du rejet sur l'aval P7.3 Analyse qualitative en cas d'activité non-domestique spécifique	P8.1 l'autorisation de raccordement du propriétaire de l'AHEL P8.2 Caractéristiques de l'AHEL (section hydraulique, bassin versant, singularités ...) permettant d'apprécier l'impact du rejet sur l'aval P8.3 Analyse qualitative en cas d'activité non-domestique spécifique	P9.1 Accord des propriétaires de l'AHEL P9.2 Caractéristiques de l'AHEL (section hydraulique, bassin versant, singularités ...) permettant d'apprécier l'impact du rejet sur l'aval P9.3 Analyse qualitative en cas d'activité non-domestique spécifique P9.4 Cours d'eau : accord de la collectivité compétente en GEMAPI sur les cours d'eau sensibles aux eaux pluviales et de ruissellement P9.5 Canal : accord du titulaire du droit d'eau

A l'issue de son instruction, RESEAU31 émet une attestation de conformité qui sera jointe pour instruction lors des autres procédures (code de l'environnement, code de l'urbanisme ...) en particulier lors de demandes de permis de construire en plus de celles du formulaire CERFA 13406*06

Article 29 - CIRCUIT D'INSTRUCTION

Les modalités d'instruction des demandes de conformité sont les suivantes :



Article 30 - MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DES BRANCHEMENTS

30.1. Principes communs à tous les branchements

À réception de la demande de branchement acceptant les conditions du branchement, RESEAU₃₁ exécutera la partie publique des branchements concernés y compris le regard (ou la boîte) le plus proche des limites du domaine public.

Les frais d'instruction de la demande et de réalisation des travaux seront assumés par le demandeur en vertu des conditions définies par le Conseil Syndical.

RESEAU₃₁ pourra déléguer à un tiers la réalisation des travaux.

30.2. Branchements d'office

Dans le cadre des opérations d'ensemble ou en cas de nécessité sanitaire et de risque d'inondation, RESEAU₃₁ exécutera d'office la partie publique des branchements de tous les immeubles riverains ou surface imperméabilisée lors de la construction d'un nouveau réseau d'eaux pluviales.

RESEAU₃₁ notifiera à chaque propriétaire concerné au moins **2 mois** avant la réalisation des travaux. Celui-ci pourra refuser ce branchement d'office dès lors que l'infiltration des eaux pluviales est possible à l'appui d'une étude hydrogéologique. Le propriétaire disposera d'un délai de **1 an** à compter de la notification de l'avis favorable à l'infiltration pour réaliser ses travaux.

30.3. Branchements individuels

Les travaux sont réalisés par RESEAU₃₁ dans un délai maximum de **8 semaines** à compter de la réception de l'accord définitif du demandeur que ce soit pour les bâtiments existants ou à créer.

30.4. Branchements des constructions en opérations groupées

Les branchements individuels des constructions en opération groupée sont jusqu'en limite de domaine public par RESEAU₃₁ aux frais du demandeur. RESEAU₃₁ pourra déléguer la réalisation des travaux au demandeur sous son contrôle. Celui-ci sera alors dispensé des frais de branchement.

Pour les opérations de lotissements, les autorisations de déversement individuelles ne pourront être délivrées aux propriétaires de chacun des immeubles qu'à l'issue des opérations de contrôle de la réalisation des réseaux par l'aménageur et l'acceptation par RESEAU₃₁ de ces travaux.

Le transfert des biens privés dans le domaine public est soumis à accord formalisé de RESEAU₃₁.

30.5. Branchements des équipements de voirie et espaces verts

Les branchements des accessoires de voirie et espaces verts sont soumis aux mêmes règles que les autres branchements. Cependant RESEAU₃₁ pourra déléguer la réalisation des travaux au demandeur sous son contrôle. Celui-ci sera alors dispensé des frais de branchement.

Article 31 - SURVEILLANCE, ENTRETIEN, REPARATIONS, RENOUVELLEMENT ET CONTROLE

31.1. En domaine public

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie de la partie publique des branchements sont réalisés par RESEAU31 à sa charge exclusive.

Dans le cas où il est reconnu que les dommages y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions de RESEAU31 pour entretien ou réparations sont à la charge du responsable de ces dégâts. Dans ce cas, RESEAU31 informe l'usager en lui demandant, suivant le principe du contradictoire introduit par la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration (DCRA), de formuler ses observations écrites ou orales.

RESEAU31 est en droit d'exécuter d'office, après information préalable de l'usager sauf cas d'urgence, et aux frais de l'usager s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité.

31.2. En domaine privé

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie de la partie publique des branchements sont réalisés par le propriétaire à sa charge exclusive.

En matière de suivi des travaux, RESEAU31 pourra contrôler leur bonne exécution pendant leur réalisation. Le dépôt d'une demande d'autorisation au titre du présent règlement vaut acceptation d'un tel contrôle.

En matière de contrôle d'achèvement de travaux, le Titulaire d'une autorisation au titre du code de l'urbanisme adresse une déclaration d'achèvement afin de signaler la fin des travaux. L'usager en informera RESEAU31 et la collectivité compétente en matière d'urbanisme.

RESEAU31 notifie au pétitionnaire un avis de conformité du raccordement ou les modifications à effectuer pour assurer cette conformité. Cette notification fait mention de la date effective du raccordement déclaré et antérieure à la date du contrôle.

Dans ce dernier cas, une contre visite de conformité sera effectuée, à tout moment, à la demande et à la charge du pétitionnaire, dès leur réalisation.



En matière de contrôle de fonctionnement, les ouvrages et les installations doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et le propriétaire doit s'assurer que tous les dispositifs prévus remplissent dans le temps, leur rôle initial et l'objectif fixé. En cas de copropriétaires ou de collectifs publics ou privés, cette obligation est explicitement mentionnée aux cahiers des charges de l'entretien

RESEAU31 peut contrôler le bon état d'entretien et de fonctionnement des ouvrages et installations et peut sanctionner des aménagements non conformes aux dispositions initiales. **Les agents auront accès aux ouvrages et installations sur simple demande auprès du propriétaire.**

En cas de dysfonctionnement, le propriétaire doit remédier en urgence aux défauts constatés, en faisant exécuter à ses frais et dans les meilleurs délais les travaux d'entretien, de nettoyage, de réparation, de remise en état, en conformité de ses installations.

Faute par l'aménageur ou l'assemblée de copropriétaires de respecter les obligations énoncées ci-dessus, RESEAU₃₁ peut, après mise en demeure notifiée au propriétaire ou au représentant de l'assemblée des propriétaires en l'invitant, suivant le principe du contradictoire introduit par la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration (DCRA), à formuler ses observations, procéder d'office et aux frais des intéressés aux travaux indispensables au maintien de la salubrité publique ou de l'environnement.

Article 32 - REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

Le décret du 6 février 2011 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait l'instauration d'une taxe pluviale qui incitait les propriétaires à limiter leurs rejets en favorisant les dégrèvements dès lors que des mesures de stockage étaient mises en œuvre à la parcelle.

La loi de finances de 2015 a abrogé les articles L.2333-97 à L.2333-101 du CGCT. De ce fait la compétence « Gestion des Eaux Pluviales et de Ruissellement » n'est plus financée par les usagers du service mais par les collectivités ayant transférées leurs compétences à RESEAU₃₁.

Néanmoins sont facturables par RESEAU₃₁ à l'Usager du service selon les règles fixées au présent règlement et aux prix unitaires votés par délibération du Conseil Syndical de RESEAU₃₁

- les travaux de branchement en domaine public
- les travaux de renforcement d'AHÉL du fait de la réalisation du branchement
- les frais de contrôle
- les frais de remise en état (le cas échéant)

Sont également facturables toutes les compensations financières liées aux dommages induits par une non-conformité ou un usage inapproprié du dispositif de collecte et de rejet des eaux pluviales par l'Usager

De par le caractère administratif de la compétence, **les autres frais engagés par RESEAU₃₁ seront assumés par l'Adhérent** selon les règles fixées au présent règlement et aux prix unitaires votés par délibération du Conseil Syndical de RESEAU₃₁ en particulier

- l'entretien préventif et curatif des AHÉL
- l'émission des avis de conformité
- les investissements structurants

Le pétitionnaire réalisera et assumera les travaux en domaine privé y compris les AHÉL privés.

Article 33 - DISPOSITIONS GENERALES SUR LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES.

Les installations privées de l'utilisateur comprendront :

1. l'installation de collecte, de stockage et d'évacuation de l'immeuble ;
2. la canalisation sous le domaine privé reliant cette installation à l'AHÉL

Elles ne seront pas intégrées au réseau public et, de ce fait, ne seront pas entretenues par RESEAU₃₁ mais seront, tant pour leur construction que pour leur entretien à la charge du propriétaire.

L'utilisateur doit se conformer aux prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental ainsi qu'au présent règlement. La mise en chantier des travaux de réalisation des installations sanitaires intérieures ne pourra avoir lieu qu'après réception par le propriétaire de l'autorisation de raccordement délivrée par RESEAU₃₁. Cette autorisation interviendra après instruction par le service assainissement de la demande de branchement et d'autorisation de déversement introduite par le propriétaire dans les conditions définies par le présent règlement.

La vérification des installations intérieures et leur mise en conformité sont opérées dans les conditions précisées au règlement.

Article 34 - RACCORDEMENT ENTRE DOMAINE PUBLIC ET DOMAINE PRIVE.

Les raccordements effectués entre le regard de branchement et les canalisations posées à l'intérieur des propriétés sont à la charge exclusive des propriétaires. Les canalisations et les ouvrages de raccordement doivent assurer une parfaite étanchéité.

Article 35 - ÉTANCHEITE DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX.

Pour éviter le reflux des eaux pluviales dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établies de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus.

De même, tout orifice sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doit être normalement obturé par un tampon étanche résistant à ladite pression.

Tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'AHÉL doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées. Si la continuité d'écoulement doit être assurée, elle le sera par un dispositif éleveur par dérogation. Les frais d'installations, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire.

Le propriétaire est responsable du choix et du bon fonctionnement de ce dispositif, la responsabilité de RESEAU₃₁ ne pouvant être retenue en aucune circonstance.

Toute inondation inférieure due, soit à l'absence de dispositif de protection ou à son mauvais fonctionnement, soit à l'accumulation des propres eaux de l'immeuble pour une cause quelconque, ne saurait être imputée à RESEAU₃₁.

Article 36 - REPARATIONS ET RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS INTERIEURES

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

Article 37 - MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS INTERIEURES

RESEAU₃₁ a le droit de vérifier, avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts seraient constatés par le service d'assainissement, le propriétaire devrait y remédier à ses frais.

Article 38 - REUTILISATION DES EAUX PLUVIALES

RESEAU₃₁ s'engage à promouvoir les solutions alternatives intégrées permettant de réutiliser les eaux pluviales et de ruissellement à la parcelle pour les usages d'irrigation, nettoyage ...

Néanmoins celles-ci ne constituent pas une alternative au stockage et ne doivent pas être prises en compte dans le dimensionnement des équipements/ouvrages.

L'intégration d'un dispositif de réutilisation des eaux pluviales par l'utilisateur ne le dispense pas des déclarations réglementaires au titre de l'arrêté du 21 août 2008 à formuler au titre du rejet des eaux dans le réseau d'assainissement eaux usées le cas échéant.

Article 39 - CONSTATATION DE L'INFRACTION

Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par les agents de RESEAU₃₁, soit par le représentant légal ou mandataire de la collectivité. Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

A cet effet, et en application des dispositions de l'article L 1331-11 du Code de la Santé Publique, l'usager s'engage à autoriser les agents de RESEAU₃₁ chargés de l'exécution du présent règlement, à leur permettre :

- d'accéder aux installations privées d'évacuation,
- d'effectuer tous les contrôles et les analyses relatifs à la nature et à la qualité des déversements et rejets.

Les agents de RESEAU₃₁ sont habilités à constater les infractions au règlement, notamment aux dispositions du présent règlement ainsi qu'à celles de l'article L 1331-3 du Code de la Santé Publique.

Le Maire dispose de son pouvoir de police pour faire respecter le présent règlement.

Article 40 - SANCTIONS

40.1. Raccordement non-autorisé

Tout raccordement au réseau de collecte réalisé sans qu'ait été au préalable obtenue l'autorisation prévue au présent règlement, sera sanctionné, au cas de dégradation des voies publiques ou de leurs dépendances, par une contravention de voirie dans les conditions prévues à l'article R. 116-2 du Code de la voirie routière.

RESEAU₃₁ pourra en outre mettre en demeure les propriétaires des raccordements non autorisés à se conformer aux obligations du présent règlement.

40.2. Rejet direct sur la voie publique

Seront également sanctionnés par des contraventions de voirie tous rejets effectués sur la voie publique de nature à nuire à la salubrité et à la sécurité publique ou d'incommoder le public

Dans une telle hypothèse, RESEAU₃₁ pourra mettre en demeure le propriétaire de l'immeuble à l'origine du rejet de faire cesser le déversement des eaux pluviales et/ou de réaliser les travaux de raccordement conformément aux prescriptions du présent règlement. RESEAU₃₁ pourra également procéder d'office aux travaux indispensables, aux frais des intéressés.

40.3. Mesures coercitives

Dès lors que les règles fixées au présent règlement ne sont pas respectées par un Usager, que cette infraction est constatée et lui est notifiée et que le délai de mise en conformité est dépassé, **une pénalité forfaitaire annuelle fixée par délibération du Conseil Syndical** sera appliquée par RESEAU₃₁. Sont principalement concernés les inversions de branchement, les déversements non-autorisés et les travaux ne respectant pas l'avis de conformité.

Cette pénalité peut se cumuler avec d'autres mesures coercitives applicables au titre d'autres compétences.

Article 41 - FRAIS D'INTERVENTION

Si des désordres dus à la négligence, à l'imprudence, ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager se produisent sur les ouvrages publics de RESEAU₃₁, les dépenses de tous ordres supportées par RESEAU₃₁ à cette occasion seront à la charge des personnes à l'origine de ces dégâts. Les sommes réclamées aux contrevenants comprendront :

- les opérations de recherche des responsables,
- les frais occasionnés par la remise en état des ouvrages.

Elles seront déterminées en fonction du temps passé du personnel engagé et du matériel déplacé et selon les dépenses que RESEAU₃₁ devrait s'acquitter auprès de sociétés extérieures prestataires.

Préalablement, RESEAU₃₁ en informera la personne à l'origine des dégâts en l'invitant suivant le principe du contradictoire introduit par la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration (DCRA) à formuler, par écrit ou oralement ses observations.

Cette recherche de responsabilité s'applique dans la limite de la fréquence et l'intensité de l'évènement pluvial fixé au présent règlement.

Article 42 - VOIES DE RECOURS DES USAGERS

En cas de contestation, l'Usager qui s'estime lésé peut saisir le Tribunal Administratif de Toulouse.

Préalablement à sa saisine l'Usager peut adresser un recours gracieux au Président de RESEAU₃₁, responsable de l'organisation du service. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de **2 mois** vaut décision de rejet.

Article 43 - DATE D'APPLICATION

Le présent règlement entre en vigueur à dater de l'accomplissement des formalités de publicité et de transmission au contrôle de légalité.

À compter de cette date, tout règlement antérieur existant sur le territoire de RESEAU₃₁ est abrogé sur l'ensemble du périmètre des collectivités ayant transférées leu(s) compétence(s).

En cas de nouveaux transferts de compétence après l'entrée en vigueur du règlement, ces dispositions s'appliquent à la date d'effet du transfert.

Ce règlement s'applique, dès sa date d'effet, à tous les contrats et documents réglementaires en vigueur en cours et à venir.

Article 44 - MODIFICATIONS DU REGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par RESEAU₃₁ et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées à la connaissance des usagers du service, **3 mois** avant leur mise en application, par publication sur le site internet de RESEAU₃₁ <http://www.reseau31.fr/>

Article 45 - CLAUSES D'EXECUTION

Le Président, le Directeur Général et les agents de RESEAU₃₁ habilités à cet effet et le Payeur départemental en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.



MONTASTRUC

La Conseillère

P.L.U.

Révision du Plan Local d'Urbanisme

DOSSIER D'APPROBATION

4. Annexes

4.1 Annexes sanitaires

4.1.4 Défense incendie

Révision du P.L.U. :

Arrêtée le
19/07/2022

Approuvée le
04.07.2023

Visa

Date :

Signature :





GROUPEMENT NORD-EST
Service Prévision
Affaire suivie par :
Lieutenant de 2ème classe SEGURA ERIC
☎ : 0561149554

Référence : ES / D-2021-008012

RAMONVILLE ST AGNE, le 31/08/2021

MONTASTRUC LA CONSEILLERE (Mairie de)
PLACE DE LA MAIRIE
31380 MONTASTRUC LA CONSEILLERE

Reçu le	
09 SEP. 2021	
VISA DU MAIRE	VISA DE L'ADJOINT
<i>JS</i>	

OBJET : PLAN LOCAL D'URBANISME – Procédure du « Porter à connaissance »

COMMUNE : MONTASTRUC LA CONSEILLERE (31380)

V/Ref. : Demande n° 007797: de M. le Maire en date du 20/08/2021, relatif à la modification du PLU de MONTASTRUC LA CONSEILLERE.
Reçu le 20/08/2021

P.J. : 4 annexes

Par transmission citée en référence, Monsieur le Maire demande au Service Départemental d'Incendie et de Secours de participer à une réunion relative à la modification du PLU sur la Commune de MONTASTRUC LA CONSEILLERE, afin de lui communiquer les prescriptions et informations nécessaires.

Je vous informer que nous assisterons à cette réunion du 22/09/2021 à 14h00.

Le service départemental d'incendie et de secours est régulièrement consulté dans le cadre des permis de construire (notamment habitations collectives, lotissements, bâtiments de bureaux, établissements recevant du public, bâtiments industriels). L'étude porte essentiellement sur les conditions d'accessibilité des bâtiments aux engins de lutte contre l'incendie et sur la défense en eau contre l'incendie.

Aussi, il est important lors de l'élaboration du PLU, de prévoir le dimensionnement des voiries et du réseau d'eau, afin que les prescriptions soient réalisables lors des permis de construire.

En conséquence, les dispositions réglementaires annexées doivent être intégrées dès le début du projet. Elles seront renouvelées dans le cadre des procédures de permis de construire.
Les textes réglementaires de références sont cités en annexe n°4.

La participation du SDIS dans l'élaboration ou la révision du PLU est orientée suivant deux axes :

1. Accessibilité des bâtiments aux engins de secours :

Les accès aux engins de lutte contre l'incendie devront être réalisés conformément aux règlements inhérents aux bâtiments à défendre et répondre aux caractéristiques des « voies engins ». De plus, en raison de leur hauteur, certains bâtiments devront permettre la mise en station des échelles aériennes, ces zones sont dénommées « voies échelles ».

GROUPEMENT NORD-EST
Tel 0561149550 • Fax 0561149569
deci.nordest@sdis31.fr • www.sdis31.fr
PARC TECHNOLOGIQUE DU CANAL • 16 AVENUE de l'Europe
31520 RAMONVILLE ST AGNE

Les caractéristiques de ces voies font l'objet de l'annexe 1.

2. Défense en eau contre l'incendie :

Les points d'eau incendie (PEI) permettant d'assurer la défense extérieure contre l'incendie des bâtiments devront être aux normes françaises en vigueur (NFS 61-213 et NFS 62-200 pour les poteaux incendie).

Leurs nombres, débits (ou capacités) et implantations seront déterminés ultérieurement en fonction du risque à défendre en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours et conformément au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (R.D.D.E.C.I.) du 24 février 2017.

Toutefois, une première estimation de calibrage des réseaux de distribution d'eau, en fonction du type de risque, est jointe en annexes 2. Les différentes solutions techniques sont présentées en annexe 3.

Si le PLU est un document destiné à anticiper les aménagements futurs, il s'appuie dans les domaines de l'accessibilité et de la défense extérieure contre l'incendie, sur des infrastructures existantes. Afin de délivrer un avis adapté à la situation locale, en cas de difficulté particulière, le SDIS aura besoin de réaliser une analyse des risques et des moyens de couvertures existants ou prévus.

C'est pourquoi, dans ces cas particuliers, une rencontre sera nécessaire sur la commune pour déterminer les risques et les besoins en termes de couverture. Cette réunion technique pourra rassembler un représentant du maire, du service gestionnaire du réseau d'eau potable et du SDIS.

Le chef du GROUPEMENT NORD-EST



GROUPEMENT NORD-EST
Tél 0561149550 • Fax 0561149569
deci.nordest@sdis31.fr • www.sdis31.fr
PARC TECHNOLOGIQUE DU CANAL • 16 AVENUE de l'Europe
31520 RAMONVILLE ST AGNE

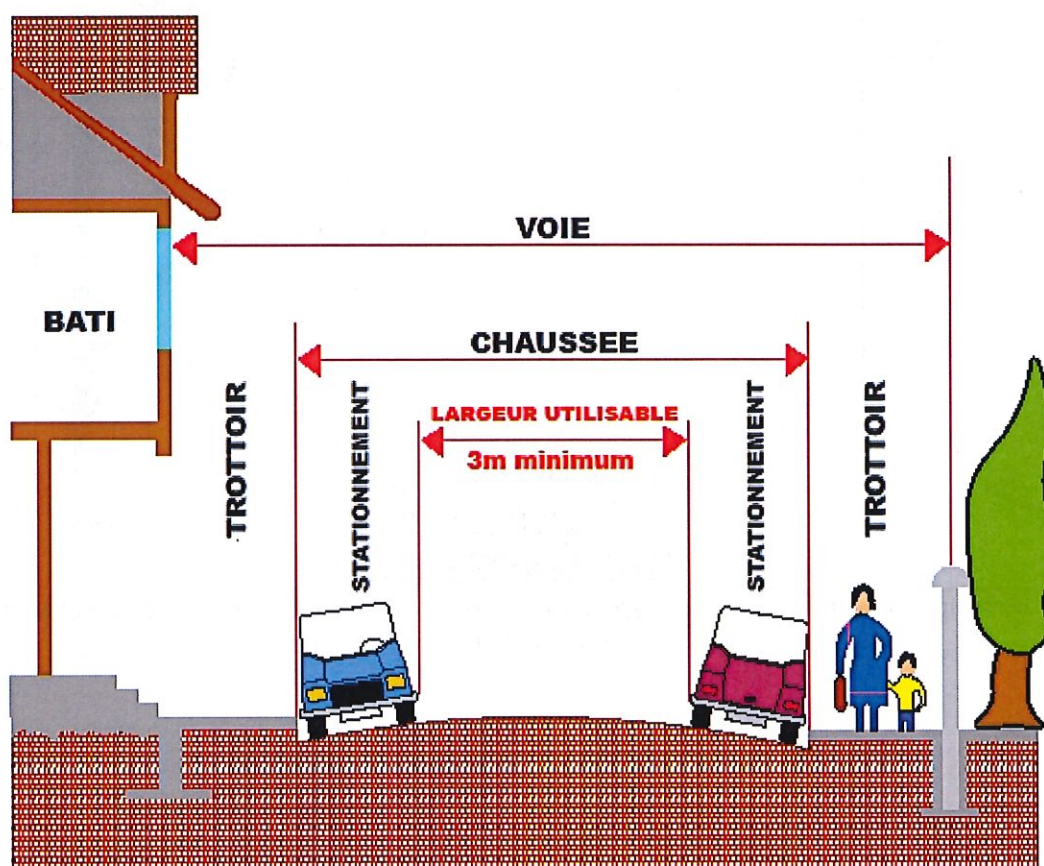
ANNEXE 1 :

Rappel réglementaire des obligations liées aux conditions d'accessibilité des secours

VOIES ENGIS :

Permettre l'approche des engins d'incendie et de secours par une chaussée carrossable située à moins de 200 mètres de l'entrée de chacun des bâtiments et répondant aux caractéristiques suivantes :

- Largeur utilisable : 3 mètres (bandes de stationnement exclues)
- Force portante : 160 kilo newtons avec un maximum de 90 kilo-newtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60m au minimum.
- Rayon intérieur : $R = 11$ mètres minimum
- surlargeur : $S = 15/R$ si $R < 50$ mètres (S et R étant exprimés en mètres)
- Hauteur libre : 3.50 mètres
- Pente éventuelle : inférieure à 15 %
- Résistance au poinçonnement : 80 N / cm² sur une surface minimale de 0,20m²



VOIES ECHELLES :

C'est une « voie engins » dont les caractéristiques sont complétées ou modifiées comme suit :

- Longueur minimale : 10 mètres
- Largeur utilisable (bandes de stationnement exclues) : 4 mètres minimum
- Section de voie échelle en impasse : 7 mètres de chaussée libre au moins
- Pente éventuelle : inférieure à 10 %
- Implantation : elles sont soit perpendiculaires, soit parallèles aux façades qu'elles desservent
 - Voie perpendiculaire : son extrémité est à moins de 1 mètre de la façade
 - Voie parallèle : son bord le plus proche de la façade est à plus de 1 mètre et à moins de 6 mètres de la projection horizontale de la partie la plus saillante de la façade.

VOIES EN IMPASSE :

- Pour les voies collectives en impasse, au-delà d'une distance de 60 mètres sans possibilité de demi-tour, il y a lieu de porter la largeur utilisable de la chaussée à 5 mètres et mettre en place une des solutions présentées dans les schémas ci-après afin de permettre le retournement et le croisement des véhicules de secours.

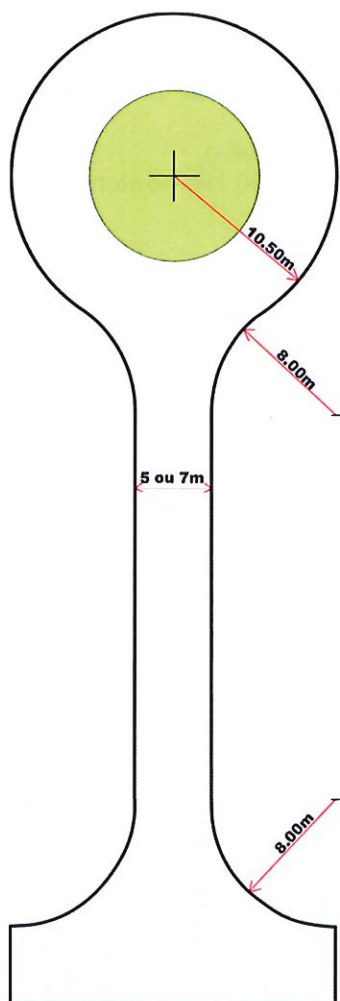
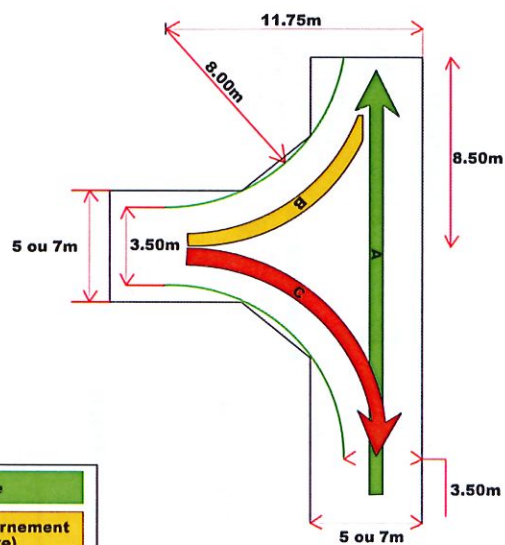
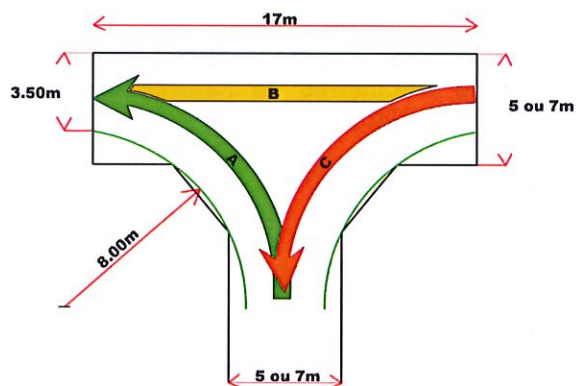


Figure 1 - Principe de retournement de type « raquette »



A : Manoeuvre d'arrivée
B : Manoeuvre de retournement (marche arrière)
C : Manoeuvre de départ

Figure 2 - Principe de retournement de type « en T »

ANNEXE 2 :**Estimation des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie****Cas des habitations :**

Classement des Habitations	Besoin en DECI	Nombre de points d'eau	Distances maximales
Risques Courant Faibles (Distances entre Habitations > 4m ou séparées par mur CF 1h ET Surface Habitation < 500 m²)	30 m³	1 poteau d'incendie de 30 m³/h Ou Réserve incendie de 30 m³	400 m
Risques Courant Ordinaires (Distances entre Habitations < 4m ou <u>non</u> séparées par mur CF 1h ET Surface Habitation < 500 m² ou (Habitations > 500 m²)	60 m³	1 poteau d'incendie de 60 m³/h Ou Réserve incendie de 60 m³	200 m
Risques Courants Ordinaires (Cas Particulier 3 ^{ème} famille A ou B sans colonne sèche ET $H \leq 28m$ ET $\leq R+7$)	120 m³	1 poteau d'incendie de 60 m³/h Ou Une réserve incendie de 120 m³	200 m
Risques Courant Importants (Centre-ville ancien ou $H \leq 50 m$ habitation ou $H \leq 28 m$ ERP ou entreprises en centre-ville)	120 m³	1 poteau d'incendie de 60 m³/h Ou Une réserve incendie de 120 m³	100 m
Risques Particulier (3 ^{ème} famille B avec colonne sèche ET $H \leq 28m$ ET $> R+7$) Ou (4 ^{ème} famille avec colonne sèche ET $H > 28m$ ET $> R+7$)	120 m³ ou +	1 poteau d'incendie de 60 m³/h	60 m

Dans les cas autres que les bâtiments d'habitation, les besoins en eau sont calculés en fonction de divers paramètres, dont la plus grande surface non recoupée coupe-feu 1 heure. Un bâtiment peut donc être compartimenté de cette manière, ce qui réduit les besoins en eau.

Cas des Bâtiments industriels :

Les besoins en eau dépendent de nombreux paramètres (nature de l'activité, hauteur du bâtiment, plus grande surface non recoupée, nature du stockage...).

Ainsi, ils ne peuvent être définis précisément qu'après l'étude du dossier de permis de construire.

Néanmoins, il sera toujours demandé au **minimum** un poteau d'incendie normalisé (**débit 60 m³/h**) à moins de **100 mètres** de l'établissement (notamment pour les bâtiments de moins de 1000 m²).

Pour les établissements plus importants, **l'ordre de grandeur** sera de 120 m³ disponibles en 2h (soit 60 m³/h) **par tranche de 1000 m²** de surface non recoupée (coupe-feu 1 heure).

Aucun débit ne peut être inférieur à 30 m³/h

Cas des Bâtiments de bureaux :

Les besoins en eau dépendent de la hauteur du bâtiment et de la plus grande surface non recoupée.

Il sera demandé un débit de **60 m³/h (à moins de 150m)** pour un établissement de moins de 8m (plancher haut) et d'une plus grande surface non recoupée inférieure à 500 m².

Il sera demandé un débit de **120 m³/h** pour un établissement de moins de 28m (plancher haut) et d'une plus grande surface non recoupée inférieure à 2000 m².

Aucun débit ne peut être inférieur à 30 m³/h

Cas des Etablissements recevant du public :

Les besoins en eau dépendent de l'activité et de la plus grande surface non recoupée.

Aucun débit ne peut être inférieur à 30 m³/h

ANNEXE 3 :
Les moyens pour assurer la défense extérieure contre l'incendie

Les solutions proposées ci-dessous tiennent compte de la mise en conformité des dispositifs de lutte existants. Les moyens de lutte contre l'incendie devront pouvoir évoluer en fonction de l'évolution de votre Plan Local d'Urbanisme (Diamètre et maillage des canalisations) **en prenant en compte l'avis du SDIS qui reste à votre écoute afin de préconiser les travaux à effectuer.**

Plusieurs solutions techniques énoncées ci-après peuvent être envisagées.

SOLUTION N°1

La première solution consiste :

- ✚ Mise en conformité en regard des normes en vigueur (NFS 61-211/213 et 62-200) des poteaux d'incendie (PI) existants, afin d'obtenir un débit supérieur ou égal à 30 m³/h sous 1 bar de pression dynamique pour un PI de Ø 80mm, et 60 m³/h sous 1 bar de pression pour un PI de Ø 100 mm
- ✚ Implantation de nouveaux poteaux d'incendie normalisés (NFS 62-200) afin que toute habitation, exploitation, ferme, établissement, etc ... puisse être défendu par l'un de ces dispositifs (ou plusieurs en fonction des risques) à une distance inférieure à 100 mètres en zone urbaine dense ou 400 mètres dans le cas de Risque Courant Faible.

SOLUTION N°2

Cette deuxième solution pourra être exceptionnellement envisagée si, pour des raisons techniques (diamètre des canalisations d'adduction d'eau ne permettant pas d'obtenir des débits normalisés notamment), la mise aux normes des dispositifs existants et l'implantation de nouveaux P.I. dans les secteurs dépourvus de défense contre l'incendie s'avérerait irréalisable.

Elle consiste à implanter des réserves artificielles conformes au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du 24 février 2017.

SOLUTION N°3

Cette dernière solution se complète à la précédente. Elle consiste en effet en l'aménagement de réserves d'eau naturelles (étang, grande mare, rivière, canal,) de capacité supérieure ou égale à 30 m³ et permettant en tout temps la mise en aspiration des engins-pompes des sapeurs-pompiers

ANNEXE 4 : Réglementations applicables selon les types de bâtiments :
--

Les différentes constructions devront être réalisées conformément aux réglementations en vigueur, en particulier :

- les **bâtiments industriels** ne relevant pas de la réglementation des installations classées, ainsi que les **bureaux**, seront soumis au code du travail.
- les **installations classées** devront être assujetties à la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, au décret d'application n°77-1133 du 21 Septembre 1977 pris pour la protection de l'environnement.
- les **établissements recevant du public** relèveront du code de la construction et de l'habitation et des arrêtés y étant annexés.
- les bâtiments **d'habitations** seront soumis au décret n° 69-596 du 14 juin 1969, aux arrêtés annexés, notamment à l'arrêté ministériel du 31 janvier 1986 modifié.
- les **terrains de camping et stationnement des caravanes** soumis à risque naturel ou technologique prévisible devront faire l'objet de mesures visant à assurer la sécurité des occupants, conformément au décret n° 94-614 du 13/07/1994.



MONTASTRUC

La Conseillère

P.L.U.

Révision du Plan Local d'Urbanisme

DOSSIER D'APPROBATION

4. Annexes

4.2 Annexes sanitaires

4.1.5 Traitement des déchets

Révision du P.L.U. :

Arrêtée le
19/07/2022

Approuvée le
04.07.2023

Visa

Date :

Signature :



Bâtiment 8
16, av. Charles-de-Gaulle
31130 Balma

05 34 27 62 28

paysages-urba.fr

4.1.5



Communauté de Communes

DES COTEAUX DU GIROU

REGLEMENT DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

SOMMAIRE

AVANT PROPOS	4
ORGANISATION DE LA COMPETENCE "ORDURES MENAGERES"	5
I- PREAMBULE	5
II- DEFINITIONS DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES	5
2.1 Les Ordures Ménagères Résiduelles:	6
2.2 Les produits recyclables :	6
2.3 Les déchets verts-branchages :	7
2.4 Les encombrants :	7
2.5 Les Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI) :	7
2.6 Les déchets assimilables :	8
III- UTILISATION DU SERVICE PAR LES MENAGES	9
IV- UTILISATION DU SERVICE PAR LES PROFESSIONNELS	9
4.1 Conditions d'accès au service :	9
4.2 Modalités d'accès au service :	10
4.3 Suppression du service :	10
4.3.1 Par la Communauté de Communes des Coteaux du Girou :	10
V- MODE DE PRESENTATION DES DECHETS A LA COLLECTE	10
5.1 Conteneurisation :	10
5.2 Identification des conteneurs	11
5.3 Maintenance des conteneurs et des caissettes	11
5.4 Remplacement, vols	11
5.5 Lavage	11

5.6 Règles de dotation pour les ordures ménagères résiduelles et assimilables	11
5.6.1 Pavillons	11
5.6.2 Immeubles et points de regroupement	12
5.6.3 Activités professionnelles	12
5.6.4 Capacité des conteneurs	12
5.7 Règle de dotation pour les emballages recyclables des ménages et assimilables	12
5.7.1 Emballages recyclables ménagers et assimilés hors verre en porte à porte	12
5.7.2 Verre en apport volontaire	13
5.8 Horaires de présentation des déchets à la collecte	13
5.9 Lieux de présentation des déchets à la collecte	14
VI- FONCTIONNEMENT DU SERVICE DE COLLECTES	14
6.1 Collecte des ordures ménagères résiduelles et assimilables :	14
6.2 Collecte sélective des emballages recyclables hors verre	14
6.3 Collecte des déchets verts et des encombrants	15
6.4 Rattrapage des jours fériés	15
6.5 Déchèteries	15
VII- APPLICATION DU REGLEMENT	15
VIII- CONSULTATION	15

AVANT PROPOS

Considérant la politique environnementale mise en place par la Communauté de Communes et les communes,

Considérant que des dépôts de déchets sur les voies publiques en dehors des horaires et des jours de ramassage entraînent des nuisances pour l'ensemble des riverains et usagers,

Considérant qu'il y a lieu de préciser certaines mesures et dispositions afin de préserver l'hygiène et la salubrité sur le domaine public.

Sur les obligations des collectivités :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans les articles L 2224.13 à L 2224.17, L2331.3, L 2333.1.4, L 2333.76 à L 2333.80, L 5212.21, L 5215.32,

Vu le Code de l'environnement notamment dans les articles L 541.2, L 541.11 à L 541.15, L 541.21,

Sur la redevance :

Vu l'article 14 de la loi 74.1129 du 30 décembre 1974 et transcrite à l'article 2333-76 du CGCT, Vu la loi du 12 juillet 1999 sur le renforcement de l'intercommunalité,

Vu la circulaire n°75-71 du 5 février 1975,

Vu la circulaire du 10 novembre 2000,

Sur la gestion des déchets :

Vu la loi n°75.633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, Vu la loi n°92.646 du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets, édictant la primauté de la prévention et de la valorisation,

Vu le décret 96-1008 du 18 novembre 1996, relatif aux plans d'élimination des déchets ménagers,

Vu la circulaire du 28 avril 1998, relative à la mise en œuvre des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés,

Vu le décret 92-377 du 1er avril 1992, portant application pour les déchets résultants de l'abandon des emballages, de la loi du 15 juillet 1975,

Vu le décret 94.609 du 13 juillet 1994, portant application de la loi du 15 juillet 1975 aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages,

Vu la directive européenne du 20 décembre 1994, relative aux emballages et aux déchets d'emballages,

Vu la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994, relative aux emballages et aux déchets d'emballages,

Vu la circulaire n°95.49 du 13 avril 1995, concernant la mise en application du décret n°94.609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages,

Vu l'arrêté du 30 août 1996, portant agrément d'Eco emballages,

Vu l'arrêté du 12 juillet 1995 approuvant le Plan de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés de la Haute-Garonne,

Vu le règlement sanitaire départemental, défini par l'arrêté du 23 février 1979, mis à jour le 21 mars 1988,

Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

Sur le fonctionnement de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou :

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1998 constatant la création de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou,

Vu l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2003 indiquant la prise de compétence collecte, traitement et valorisation des déchets,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012 substituant la Communauté de Communes des Coteaux du Girou au Syndicat Mixte de Montastruc la Conseillère,

Vu l'arrêté préfectoral du xx décembre 2015 mettant fin aux compétences du SIVOM du GIROU,

Vu la délibération n° 67-122012 de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou portant adoption de la redevance sur les communes de Bonrepos-Riquet, Garidech, Gauré, Gémil, Gragnague, Lavalette, Montastruc la Conseillère, Montpitoul, Paulhac, Roquesérière, Saint Jean Lherm, Saint Marcel Paulel, Saint Pierre, Verfeil ,

Vu la délibération n° 76/122015 du 09/12/2015 de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou approuvant ce règlement.

ORGANISATION DE LA COMPETENCE "ORDURES MENAGERES"
--

I- PREAMBULE

Les prescriptions du présent règlement sont applicables à l'utilisateur effectif du service, notamment à toute personne résidant ou exploitant une propriété en qualité de propriétaire, locataire, usufruitier ou mandataire. Ces prescriptions sont conformes au respect de l'ensemble des dispositions de la réglementation en vigueur.

Le présent règlement s'applique au territoire des communes de Bazus, Bonrepos-Riquet, Garidech, Gauré, Gémil, Gragnague, Lapeyrouse-Fossat, Lavalette, Montastruc la Conseillère, Montjoire, Montpitoul, Paulhac, Roquesérière, Saint Jean Lherm, Saint Marcel Paulel, Saint Pierre, Verfeil, Villaries.

II- DEFINITIONS DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Doivent être entendus par déchets ménagers et assimilés au sens du présent arrêté les énumérations ci-après. A noter qu'elles ne sont pas limitatives et que des matières non dénommées pourront être

assimilées par la Communauté de Communes des Coteaux du Girou dans une des catégories spécifiées ci-dessous.

2.1 Les Ordures Ménagères Résiduelles:

Sont compris dans la dénomination des ordures ménagères résiduelles :

- Les déchets ordinaires provenant de la préparation des aliments et du nettoyage normal des habitations, débris de verre ou de vaisselle, cendres, chiffons, balayures et résidus divers.

Ne sont pas compris dans la dénomination des ordures ménagères résiduelles :

- Les produits recyclables définis à l'article 2.2
- Les déchets verts définis à l'article 2.3, ainsi que les déchets végétaux issus de l'entretien des jardins des particuliers comprenant notamment les tontes, les feuilles mortes, les déchets floraux.
- Les encombrants définis à l'article 2.4
- Les DASRI définis à l'article 2.5
- Les médicaments
- Les déblais, gravats, décombres et débris,
- Les déchets des zones d'activités et les déchets provenant des établissements artisanaux, industriels et commerciaux, autres que ceux visés à l'article 2.6
- Les boues et vases
- Les déchets contaminés provenant des hôpitaux, cliniques, établissements hospitaliers assimilés, les déchets anatomiques ou infectieux quelle que soit leur provenance, les déchets issus d'abattoirs, les cadavres d'animaux,
- Les déchets spéciaux qui, en raison de leur inflammabilité, leur toxicité, leur pouvoir corrosif, ne peuvent être éliminés par les mêmes voies que les ordures ménagères résiduelles sans créer de risques pour les personnes et l'environnement (pots de peinture, insecticides, colles...)

2.2 Les produits recyclables :

Sont compris dans la dénomination des produits recyclables :

- Les emballages vidés de leur contenu et journaux-magazines des ménages : journaux, magazines, brochures, prospectus, catalogues, gratuits, revues, papiers propres et secs, cartons d'emballages, bouteilles et flacons en plastique, emballages en aluminium et en acier, emballages en verre (bouteilles et bocaux)

Ne sont pas compris dans la dénomination des produits recyclables :

- Les emballages ayant contenus des produits, qui en raison de leur inflammabilité, leur toxicité, leur pouvoir corrosif ou leur caractère explosif, ne peuvent permettre leur recyclage,

- Les verres spéciaux (vaisselle, vitre, pare-brise, ampoules...)

Ces énumérations ne sont pas limitatives et des matières non dénommées pourront être assimilées par la Communauté de Communes des Coteaux du Girou aux catégories spécifiées ci-dessus, notamment en fonction des évolutions règlementaires et techniques.

2.3 Les déchets verts-branchages :

Sont compris dans la dénomination des déchets verts, les résidus d'égale, les tailles de haies, les branchages, les tontes, les feuilles et autres déchets issus de l'entretien des espaces verts et de jardinage.

Les déchets issus d'activités professionnelles sont exclus.

2.4 Les encombrants :

Sont compris dans la dénomination encombrants des objets encombrants provenant des particuliers et qui du fait de leurs dimensions ou de leur poids ne peuvent être collectés par une personne et comprenant :

- Les biens d'équipements ménagers, électroménager...
- Les matelas, meubles divers usagés...
- Les ferrailles (vélos, sommiers...)

Ne sont pas compris dans la dénomination d'encombrants :

- Les déblais, gravats, décombres et débris,
- Les pneus,
- Tout objet qui ne saurait être manipulé par deux agents manuellement et sans moyen spécifique (carcasses de voiture, chaudière...),
- Les encombrants produits par les établissements commerciaux, artisanaux ou industriels,
- Les déchets spéciaux qui, en raison de leur inflammabilité, leur toxicité, leur pouvoir corrosif, ne peuvent être éliminés par les mêmes voies que les ordures ménagères résiduelles sans créer de risques pour les personnes et l'environnement (batteries de voiture, bouteilles de gaz...).

Ces énumérations ne sont pas limitatives et des matières non dénommées pourront être assimilées par la Communauté de Communes des Coteaux du Girou aux catégories spécifiées ci-dessus.

2.5 Les Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI) :

Sont compris dans la dénomination des DASRI :

- Les déchets piquants, coupants, tranchants (aiguilles, lancettes, seringues...) produits par les patients en automédication.

Ne sont pas compris dans la dénomination des DASRI :

- Les déchets mous : compresses, cathéters, membranes
- Médicaments,
- Déchets radioactifs,
- Emballages,

Ces énumérations ne sont pas limitatives et des matières non dénommées pourront être assimilées par la Communauté de Communes des Coteaux du Girou aux catégories spécifiées ci-dessus, notamment en fonction des évolutions règlementaires et techniques.

2.6 Les déchets assimilables :

Sont compris dans la dénomination des déchets assimilables :

- Les déchets de type ménager provenant des bureaux, établissement artisanaux, industriels ou commerciaux et des restaurants pouvant être collectés et traités dans les mêmes conditions que les déchets des habitations. Ils sont dénommés Déchets Industriels et Commerciaux (DIC),
- Les déchets de type ménager provenant des écoles, centres de loisirs, cantines, casernes, hôpitaux, maison de retraites, établissements de soins, et de tous les bâtiments publics pouvant être collectés et traités dans les mêmes conditions que les déchets des habitations,
- Les produits du nettoyage et détritiques des halles, foires, marchés, lieux de manifestations publiques, aires de stationnement des gens du voyage, pouvant être collectés et traités dans les mêmes conditions que les déchets des habitations,
- Les produits de nettoyage des voies publiques, squares, parcs, cimetières et de leurs dépendances pouvant être collectés et traités dans les mêmes conditions que les déchets des habitations.

Ne sont pas compris dans la dénomination des déchets assimilables :

- Les déchets provenant des établissements artisanaux, industriels et commerciaux, autres que ceux visés ci-dessus,
- Les déchets contaminés provenant des hôpitaux ou cliniques ou établissement de soins, les déchets issus des abattoirs ainsi que les déchets spéciaux qui, en raison de leur inflammabilité, leur toxicité, de leur pouvoir corrosif ou de leur caractère explosif, ne peuvent être éliminés dans les mêmes voies que les ordures ménagères résiduelles sans créer de risque pour les personnes et l'environnement,
- Les encombrants, déblais, gravats, décombres et débris,
- Les déchets issus de l'entretien des espaces verts et résultants d'une activité professionnelle.

Ces énumérations ne sont pas limitatives et des matières non dénommées pourront être assimilées par la Communauté de Communes des Coteaux du Girou aux catégories spécifiées ci-dessus.

III- UTILISATION DU SERVICE PAR LES MENAGES

Les ménages sont tenus de recourir au service public de collecte de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou pour des raisons de salubrité publique. En effet, la loi du 15 juillet 1975 modifiée accorde, aux collectivités locales, une compétence exclusive pour l'élimination des déchets des ménages et en fait, en outre, un service obligatoire pour ces derniers.

De ce fait, il est interdit de transporter des déchets pour les déposer dans un autre endroit que celui prévu par la collectivité.

Enfin, l'article 84 du Règlement Sanitaire Départemental précise que tout dépôt sauvage d'ordures ou de détritiques est interdit ainsi que le brûlage à l'air libre des ordures ménagères. De plus, la destruction des ordures ménagères et autres déchets à l'aide d'incinérateurs individuels ou d'immeuble est également interdit.

IV- UTILISATION DU SERVICE PAR LES PROFESSIONNELS

4.1 Conditions d'accès au service :

Par extension à la notion de déchets des ménages, le service de collecte est mis à la disposition des activités professionnelles produisant des déchets assimilables aux déchets ménagers (art 2224.14 du CGCT).

Sous réserve de dispositions législatives et réglementaires spécifiques, cette assimilation est possible lorsque les propriétés et caractéristiques de ces déchets, les matériels nécessaires à leur collecte et les conditions de leur manutention répondent aux cahiers des charges des marchés de collecte et du présent règlement.

Il importe que la nature et le volume des produits ne les placent pas dans le cadre des dispositions prévues dans le décret du 13 juillet 1994, rendant obligatoire la valorisation des emballages industriels pour des productions supérieures à 1 100 litres hebdomadaires.

4.2 Modalités d'accès au service :

L'utilisation du service de collecte de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou vaut acceptation des termes du présent règlement. Les activités professionnelles utilisant ce service sont assujetties au paiement d'une redevance.

Les dispositions de la deuxième partie, livre II, titre II, chapitre IV, section 1 et 3, du Code Général des Collectivités Territoriales s'appliquent ici.

4.3 Suppression du service :

4.3.1 Par la Communauté de Communes des Coteaux du Girou :

Si une activité professionnelle ne respecte pas les clauses du règlement, notamment dans les modalités d'utilisation du service ou dans le paiement de la redevance, la Communauté de Communes des Coteaux du Girou se réserve le droit d'arrêter l'exécution du service dans un délai de 15 jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec copie au Maire de la commune concernée.

4.3.2 Par le professionnel :

Dans le cas où le professionnel fait appel à une entreprise privée pour la collecte de ses déchets, il devra produire un justificatif attestant la prise en charge de ses déchets par une société agréée.

V- MODE DE PRESENTATION DES DECHETS A LA COLLECTE

5.1 Conteneurisation :

Les déchets sont collectés en conteneurs fournis par la C3G qui en reste la propriétaire.

De ce fait, les bacs personnels ne sont pas ramassés.

De la même manière, l'usager ne pourra prétendre à un quelconque dédommagement (remboursement, remplacement...) de son conteneur personnel qui serait utilisé pour les ordures ménagères résiduelles ou les emballages recyclables et qui serait détérioré ou basculé dans la benne de collecte lors du ramassage.

En cas de déménagement ou de cessation d'activité, les équipements fournis doivent être laissés sur place vides et nettoyés.

Les usagers situés dans le centre historique de Verfeil (Grand faubourg, zone comprise entre les portes médiévales de Verfeil) sont autorisés à :

- Présenter leurs ordures ménagères en sacs fermés sur la voie publique la veille au soir du jour de collecte.
- Présenter leurs emballages recyclables à l'exception des bouteilles et bocaux en verre dans des caissettes fournies par la C3G la veille au soir du jour de collecte.

5.2 Identification des conteneurs

Les bacs mis à disposition et propriété de la C3G sont identifiés par :

- Le logo de la C3G ou du SIVOM Montastruc-Verfeil, du SIVOM de Bruguères
- Un numéro de bac
- Une puce électronique
- Le nom et le numéro de la voie, la commune, le numéro du logement ou le nom de l'utilisateur, les coordonnées du service "déchets" de la C3G
- Les consignes de tri sur le couvercle

5.3 Maintenance des conteneurs et des caissettes

La C3G assure la maintenance des conteneurs et caissettes qu'elle fournit. Elle procède au remplacement des conteneurs, des caissettes, pièces ou accessoires mis hors service dans des conditions normales d'utilisation ou de fait de détériorations survenues dans les conditions suivantes:

- Exposition au feu, à des cendres chaudes ou à des matières incandescentes,
- Accidents de la circulation (renversement par un véhicule)
- Accidents lors du levage ou du vidage dans la benne de collecte
- Actes individuels de vandalisme

Toute demande d'intervention est à signaler au service "déchets" de la C3G.

5.4 Remplacement, vols

La C3G assure le remplacement des conteneurs ou caissettes volés qu'il fournit, sur présentation d'une attestation déposée ou envoyée par l'utilisateur auprès du service "déchets" de la C3G.

5.5 Lavage

Il incombe aux usagers d'assurer le lavage des conteneurs et caissettes qui doivent être maintenus en constant état de propreté, désinfectés et désinsectisés aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

Le lavage des bacs situés sur des points de regroupements est à la charge de la C3G.

5.6 Règles de dotation pour les ordures ménagères résiduelles et assimilables

5.6.1 Pavillons

Pour les habitants en pavillon, la capacité et le type de conteneurs attribués sont fonction du nombre d'occupants pris en compte pour le calcul de la redevance.

Toute demande de capacité supérieure à la dotation prévue devra faire l'objet d'une demande écrite et donnera lieu à une facturation complémentaire pour les ordures ménagères résiduelles et assimilables. Toute demande de capacité inférieure à la dotation prévue devra faire l'objet d'une demande écrite motivée mais ne donnera pas lieu à une réduction de la redevance.

Nombre d'occupants	Bac Ordures Ménagères Résiduelles
1	120 litres
2	120 litres
3	120 litres
4	240 litres
5	240 litres
6 et plus	340 litres

5.6.2 Immeubles et points de regroupement

Pour les habitants en immeuble ou bénéficiant d'un point de regroupement, la capacité et le type de conteneurs attribués sont fonction de la typologie des logements, du nombre d'occupants pris en compte pour le calcul de la redevance et de la fréquence de collecte sur la base de 56 litres par personne et par semaine.

5.6.3 Activités professionnelles

Pour les activités professionnelles, la capacité des conteneurs est fonction des besoins. Elle doit être adaptée aux volumes de déchets produits pour éviter la présence de vrac.

5.6.4 Capacité des conteneurs

Les capacités mises à disposition sont comprises dans la gamme suivante : 120 litres, 240 litres, 360 litres et 770 litres.

5.7 Règle de dotation pour les emballages recyclables des ménages et assimilables

5.7.1 Emballages recyclables ménagers et assimilés hors verre en porte à porte

5.7.1.1 Pavillons

Pour les habitants en pavillon, la capacité et le type de conteneurs attribués est fonction du nombre d'occupants pris en compte pour le calcul de la redevance.

Toute demande de capacité supérieure ou inférieure à la dotation prévue devra faire l'objet d'une demande écrite motivée et ne donnera lieu ni à une facturation complémentaire ni à une réduction de la redevance.

Nombre d'occupants	Bac Collecte Sélective
1	120 litres
2	240 litres
3	240 litres
4	240 litres
5	340 litres
6 et plus	340 litres

5.7.1.2 Immeubles et points de regroupement

Pour les habitants en immeuble ou bénéficiant d'un point de regroupement, la capacité et le type de conteneurs attribués sont fonction de la typologie des logements, du nombre d'occupants pris en compte pour le calcul de la redevance et de la fréquence de collecte sur la base de 20 litres par personne et par semaine.

5.7.1.3 Activités professionnelles, établissements publics et assimilés

Pour les activités professionnelles, la capacité des conteneurs est fonction des besoins sans excéder la limite de 1100 litres collectés par semaine.

Pour les établissements publics et assimilés, la capacité des conteneurs est fonction des besoins. Elle doit être adaptée aux volumes de déchets produits pour éviter la présence de vrac.

5.7.1.4 Capacités mises à disposition

Les capacités mises à disposition sont comprises dans la gamme suivante : 120 litres, 240 litres, 360 litres, 660 litres et 770 litres.

5.7.2 Verre en apport volontaire

La collecte du verre est effectuée en apport volontaire. Des colonnes de récupération sont mises en place sur le domaine public ou sur le domaine privé avec autorisation du propriétaire.

La liste des points de collecte est disponible auprès du service déchets de la C3G.

5.8 Horaires de présentation des déchets à la collecte

Les conteneurs et caissettes doivent être sortis la veille au soir et rentrés au plus tôt après le passage des bennes.

5.9 Lieux de présentation des déchets à la collecte

Les déchets doivent être présentés la veille au soir du jour de collecte :

- devant ou au plus près de l'habitation/de l'activité professionnelle sur les voies classées, ouvertes à la circulation publique ou sur des voies privées non ouvertes à la circulation publique sur signature d'une convention; les voies doivent être accessibles selon les règles du Code de la Route et en marche normale (c'est à dire en marche avant) conformément à la recommandation R437 de la CNAMTS.
- à l'intérieur de locaux poubelles situés en bordure immédiate des voies et s'ouvrant extérieurement sans l'aide de clé, de badge, de code ou de tout autre recommandation spécifique et à condition que les conteneurs puissent être manipulés sans sujétion particulière (locaux propres, accès de plain-pied...).

Les aires de stockages extérieurs, les locaux poubelles et les aires de retournement doivent être dimensionnées de façon à ce que toutes les manœuvres puissent être réalisées sans sujétion particulière.

L'utilisateur ne pourra prétendre à un quelconque dédommagement (remboursement, remplacements...) d'objets présents sur le domaine public et ramassés par le service de collecte. Il est rappelé qu'il est interdit de déposer tout déchet, quel qu'il soit, sur la voie publique en dehors des équipements et lieux prévus à cet effet et en dehors des horaires de collecte, sous peine de poursuite.

VI- FONCTIONNEMENT DU SERVICE DE COLLECTES

6.1 Collecte des ordures ménagères résiduelles et assimilables :

Sauf dispositions particulières pour certains immeubles, points de regroupement ou producteurs, la fréquence de collecte des ordures ménagères résiduelles et assimilables est d'une fois par semaine.

Les collectes ont généralement lieu le matin.

Le producteur utilisateur du service se rapprochera du service déchets de la C3G pour connaître les fréquences et jours de collecte.

6.2 Collecte sélective des emballages recyclables hors verre

Sauf dispositions particulières pour certains immeubles, points de regroupement ou producteurs, la fréquence de collecte des emballages recyclables hors verre est d'une fois toutes les deux semaines.

Les collectes ont généralement lieu le matin.

Le producteur utilisateur du service se rapprochera du service déchets de la C3G pour connaître les fréquences et jours de collecte.

6.3 Collecte des déchets verts et des encombrants

Aucune collecte en porte à porte n'est organisée par la C3G pour les encombrants.

La collecte des déchets verts en porte n'est effectuée que sur la commune de Lapeyrouse-Fossat. Elle n'est accessible qu'aux ménages et est organisée toutes les 2 semaines. La collecte des déchets verts ne sera pas remplacée si celle-ci devait avoir lieu un jour férié.

Les déchets verts doivent être présentés, la veille au soir, dans des poubelles de 80 litres maximum, des sacs fournis par commune ou la C3G, ou en fagots aux caractéristiques suivantes : attachés par un lien qui ne peut être en métal ou en plastique, poids maximum 20kg, longueur 1,50 m maximum et branches d'un diamètre inférieur à 15cm.

Chaque foyer peut présenter au maximum 10 éléments à chaque collecte (exple : 10 sacs, 3 sacs, 6 fagots, 1 poubelle,)

Les déchets non collectés en porte à porte doivent être apportés en déchèterie

6.4 Rattrapage des jours fériés

Aucune collecte n'est réalisée les jours fériés.

Pour les ordures ménagères résiduelles et les recyclables, la collecte a lieu :

- Le samedi précédent, si le jour férié est un lundi ou un mardi :
- Le samedi suivant, si le jour férié est un mercredi, jeudi ou vendredi.

Pour les déchets verts, il n'est pas organisé de collecte de substitution.

Les dates de rattrapage sont consultables dans les supports d'informations de la C3G (bulletin d'information, site internet) auprès du service "déchets" de la C3G ou auprès des mairies.

6.5 Déchèteries

Les déchèteries sont soumises à un règlement qui précise les modalités de fonctionnement, les matériaux autorisés et refusés ainsi que les conditions d'accès.

Ce règlement est élaboré sous l'autorité du syndicat mixte DECOSET qui assure la gestion de ces équipements.

VII- APPLICATION DU REGLEMENT

Les élus et services de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou sont chargés d'appliquer et de contrôler l'application du présent règlement.

Le règlement est susceptible d'être modifié par délibération du Conseil Communautaire.

VIII- CONSULTATION

Le présent règlement est tenu à la disposition des usagers au siège de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à :
Communauté de Communes des Coteaux du Girou
Service déchets
Place Bellegarde
31380 GRAGNAGUE
TEL. 05.34.27.63.70 - FAX. 05.61.35.32.21
Mail : dechets@coteauxdugirou.fr



Communauté de Communes

DES COTEAUX DU GIROU

REGLEMENT DE LA REDEVANCE D'ENLEVEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Adopté le 10/07/2018

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les modalités de facturation de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères (redevance ou REOM) sur le territoire de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou.

ARTICLE 2 : DEFINITION DE LA REDEVANCE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

La redevance d'enlèvement des ordures ménagères permet à la collectivité de financer l'ensemble des activités liées à la collecte et au traitement des déchets ménagers et assimilés qu'elle met en œuvre (collecte sélective et tri des emballages ménagers recyclables, collecte et traitement des ordures ménagères résiduelles, déchèteries, collecte en apport volontaire...) ainsi que la gestion globale du service, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et notamment, les articles L.2121 et suivants, L.2224-13 et suivants, L.2333-16 et suivants.

ARTICLE 3 : SERVICES ET EQUIPEMENTS A DISPOSITION

Pour les particuliers (propriétaires résidents principaux et secondaires et pour les locataires), la redevance inclut la collecte et le traitement (valorisation énergétique et tri) des déchets ménagers (ordures ménagères résiduelles et emballages recyclables), la mise à disposition de conteneurs pour la collecte des déchets ménagers et des emballages recyclables hors verre, ainsi que les prestations déléguées au syndicat mixte DECOSET (accès aux déchèteries selon règlement établi par DECOSET).

Certains particuliers étant desservis par une voie privée ou une voie publique inaccessible en marche normale par les véhicules de collecte ou n'ayant pas la possibilité de stocker des conteneurs, des bacs de regroupement pourront être mis en place en remplacement des bacs individuels, sans que cela n'entraîne de modification du montant de la redevance.

Pour les professionnels, les administrations et assimilés, la redevance comprend la collecte et le traitement des déchets assimilables aux déchets ménagers ainsi que la collecte et le tri d'emballages dans la limite des dispositions réglementaires.

L'accès aux déchèteries est interdit aux professionnels et aux administrations selon le règlement établi par DECOSET.

La dotation en bacs individuels des foyers est effectuée selon la grille suivante:

Nombre d'occupants	Bac Ordures Ménagères Résiduelles	Bac Collecte Sélective
1	120 litres	120 litres
2	120 litres	240 litres
3	120 litres	240 litres
4	240 litres	240 litres
5	240 litres	340 litres
6 et plus	340 litres	340 litres

ARTICLE 4 : DEFINITION DES REDEVABLES

Sont redevables de la redevance :

- toute personne habitant en résidence principale ou secondaire sur les communes de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou (C3G)
- les administrations et les établissements assimilés,
- les professionnels, basés ou exerçant sur le territoire de la C3G, ne pouvant justifier de l'élimination de tous leurs déchets dans le cadre réglementaire au moyen d'un contrat avec un prestataire privé portant sur l'élimination de l'ensemble des déchets générés par l'activité professionnelle concernée,
- les usagers ne souhaitant pas de bacs individuels.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA REDEVANCE

Le montant de la redevance est établi par catégorie tous les ans par une délibération du Conseil Communautaire.

1- Les particuliers :

La redevance comprend :

- une part fixe par entité facturable
- une part variable définie selon le nombre d'occupants avec un maximum de 4.

Les avis de paiement sont adressés selon deux échéances :

- avril pour la période du 1er janvier au 30 juin
- octobre pour la période du 1er juillet au 31 décembre.

La redevance sera calculée au prorata-temporis en fonction du nombre de jours d'occupation du logement. Cette période sera calculée sans discontinuité entre la date d'entrée et la date de sortie du logement (les périodes de vacances et de déplacements professionnels ou personnels ne donnent pas lieu à déduction).

Les modifications du nombre d'occupants seront prises en compte sur les factures sous réserve d'être recevable (fourniture de justificatifs, cf. article 8) avant :

- le 31 mars pour la facture du 1er semestre
- le 30 septembre pour la facture du 2nd semestre

2- Les professionnels :

Les professionnels sont facturés en fonction du nombre bacs de déchets non recyclables collectés. Tout bac présenté à la collecte est considéré comme plein et est facturé en fonction de son volume nominal.

Dans le cas où le professionnel ne peut être doté de bacs individuels, le montant de sa redevance sera établi en fonction de l'estimation du volume de déchets produits.

Les professionnels produisant peu de déchets et ne pouvant être équipés de bacs individuels seront facturés sur la base d'un foyer d'une personne.

3- Les administrations et assimilés :

Sont considérés comme administration ou assimilé :

- Les établissements publics
- Les associations
- Les établissements scolaires publics et privés

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT DE LA REDEVANCE

Les avis de paiement de la redevance seront établis par la CC des Coteaux du Girou et adressés à tous les redevables par le Centre des Finances Publiques des Vallées du Tarn et du Girou.

Les paiements sont à adresser au Centre des Finances Publiques des Vallées du Tarn et du Girou selon les modalités suivantes, inscrites au dos des factures :

- règlement par chèque postal ou bancaire
- règlement en espèces
- règlement par internet (TIPI)
- règlement par Titre Interbancaire de Paiement (TIP)
- règlement par prélèvement par mandat SEPA à l'échéance de la facture

Les services de la Communauté des Communes des Coteaux du Girou peuvent procéder à des régularisations sur les factures des 3 semestres précédents celui en cours.

De même, les usagers peuvent contester les factures des 3 semestres précédents celui en cours.

ARTICLE 7 : CAS D'EXONERATION PARTIELLE OU TOTALE

Des exonérations peuvent être obtenues uniquement pour les logements déclarés inoccupés et vides de meubles auprès des mairies (attestation de la mairie).

Le fait de ne pas résider en permanence sur le territoire de la C3G, pour quelque raison que ce soit, n'est pas un motif d'exonération.

L'éloignement d'une habitation du circuit de collecte ou d'un équipement de collecte (point de regroupement...), l'absence ou le refus des équipements de collecte ne donnera pas lieu à exonération ou dégrèvement de la redevance.

De même, aucun critère socio-économique (âge, revenus, catégorie professionnelles...) ne peut justifier d'une exonération totale ou partielle de la présente redevance.

Aucune exonération ne sera appliquée en cas de travaux, de non collecte en raison des conditions de météorologiques ou en cas d'oubli de collecte.

Un enfant en garde alternée, interne ou étudiant justifiant d'un domicile hors du territoire de la C3G et dont le lieu de résidence principale est sur le territoire de la C3G sera considéré comme un occupant non-permanent; il sera facturé pour une demie part.

Des bacs de prêt pourront être mis à disposition pour des manifestations dont l'accès est gratuit

ARTICLE 8 : CHANGEMENT DE SITUATION ET VERIFICATION DES INFORMATIONS

Il appartient à l'usager et à son propriétaire, en cas de location, de se manifester pour tout changement survenu dans le foyer. Les modifications seront prises en compte sur la facture du semestre courant à condition d'avoir été signalée avant le 31 mars pour le 1^{er} semestre et avant le 30 septembre pour le 2nd semestre. A défaut, elles seront reportées sur le semestre suivant tout en tenant compte de la date réelle d'effet.

Le redevable peut porter réclamation sur les factures des 3 semestres précédents celui en cours. Toute contestation devra faire l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Président de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou, accompagné des justificatifs nécessaires présentés ci-après.

Pour compléter les fichiers, nécessaires au calcul de la redevance, ou vérifier leur validité, les services de la C3G pourront faire remplir tout document (questionnaire, attestation....) permettant de compléter, modifier ou confirmer les renseignements connus.

Motifs entraînant	Pièces à fournir :
Décès	Extrait d'acte de décès
Départ ou arrivée dans la commune	Si vous êtes propriétaire : Attestation de vente délivrée par le notaire et justificatif du nouveau domicile (facture Edf,...) Si vous êtes locataire : Justificatif de départ (Etat des lieux par exemple, bail ...) précisant les coordonnées du propriétaire et Justificatif du nouveau domicile (facture Edf, nouveau bail...)
Logement inoccupé et vide de meubles	Attestation de la Mairie (police municipale) ou des services fiscaux à renouveler tous les ans
Résidence secondaire	Justificatif de résidence principale
Occupant non-permanent	-Justificatif de garde alternée -certificat de scolarité, ou d'études à renouveler tous les ans -...

Il est rappelé que les agents habilités de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou peuvent effectuer des contrôles sur place pour vérifier l'exactitude des déclarations et demander des informations complémentaires.

En cas de désaccord flagrant, le redevable devra apporter la preuve de sa bonne foi, en demandant un contrôle et une attestation de la police municipale.

ARTICLE 9 - CAS PARTICULIERS

1 - Les logements liés à des entreprises

Pour les logements situés au-dessus ou à l'intérieur de l'enceinte d'une entreprise, le ménage et l'entreprise sont considérés comme un unique usager.

Si la production totale de déchets non recyclables est supérieure à la dotation du foyer, l'entité facturée sera l'entreprise.

2- Gîtes et chambres d'hôtes.

Les gîtes sont assimilés à des résidences secondaires et sont facturés sur la base d'un occupant permanent.

L'activité "gîte et chambres d'hôtes" entraîne la facturation d'un occupant permanent supplémentaire quel que soit le nombre de parts facturées.

3 – Dotations supérieures

Les particuliers désirant un bac pour la collecte des ordures ménagères résiduelles d'un volume supérieur à la dotation théorique se verront appliquer un supplément correspondant à 1 occupant permanent dans la limite de 4 occupants permanents.

ARTICLE 10 - APPLICATION DU RÈGLEMENT

Les élus et services de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou sont chargés d'appliquer et de contrôler l'application du présent règlement.

Les cas particuliers non prévus au présent règlement seront soumis à l'appréciation du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou.

Le règlement est susceptible d'être modifié par délibération du Conseil Communautaire.

Toute modification de tarification induite par l'application du présent règlement ne saurait être motif de dégrèvement pour les années antérieures.

ARTICLE 11 - CONSULTATION

Le présent règlement est tenu à la disposition des usagers au siège de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à :

Communauté de Communes des Coteaux du Girou
1 rue du Girou
31380 GRAGNAGUE
TEL. 05.34.27.63.70 - FAX. 05.61.35.32.21